

## Le Conseil d'Etat étudie la demande de dispense scolaire le jour du shabbat

FAUT-IL autoriser les élèves de confession israélite à s'absenter le samedi, jour du shabbat? Cette question a été soumise au Conseil d'Etat vendredi 31 mars. Le commissaire du gouvernement, magistrat qui, en dépit de son titre, n'est nullement lié au gouvernement, estime qu'il faut refuser ces absences, sous peine de remettre en cause le principe selon lequel « la loi de la République s'impose aux préceptes religieux ».

Pour Yann Aguilu, l'assiduité est une règle fondamentale de la vie scolaire. En outre, la jurisprudence européenne dit que, lorsque les élèves ont la possibilité de suivre, dans des écoles confessionnelles, une scolarité mieux adaptée à leurs convictions, ils ne sauraient se plaindre des contraintes existant dans les établissements publics. Ces conclusions, toutefois, n'engagent nullement le Conseil d'Etat lui-même, qui pourrait, comme dans l'affaire du foulard islamique, renvoyer aux pouvoirs du soin de trancher les litiges au cas par cas.

Lire page 10

## La carrière de M. Tapie bloquée par la justice

Le retrait de M. Hory de la course à l'Elysée est accueilli avec satisfaction par M. Jospin

A PEINE la décision de la cour d'appel de Paris avait-elle été rendue, confirmant, vendredi 31 mars, la mise en liquidation judiciaire de Bernard Tapie ainsi que celle de trois de ses sociétés, le député-homme d'affaires engageait un nouveau débat juridique dont l'enjeu est, tout simplement, son avenir personnel. Raminé, couvert de dettes à l'égard du Trésor et du Crédit lyonnais - la cour d'appel estime ce passif à plus d'un milliard et demi de francs -, M. Tapie n'a plus guère que ses mandats électoraux pour assurer sa subsistance et, pour tout dire, sa présence sur la scène politique.

Au même moment, Jacques Mellick, lui aussi ancien ministre des gouvernements de gauche, député du Pas-de-Calais et maire de Béthune, comparait dans sa ville, pour subornation de témoin à la suite des affirmations dans l'affaire OM-VA. Vendredi encore, Jean-François Hory, qui avait amené M. Tapie chez les radicaux de formation en Radical et de se déclarer candidat à l'élection prési-

dentielle, s'est retiré de cette compétition. Il s'est déclaré prêt à soutenir Lionel Jospin, auquel il ne faisait pourtant guère concurrence. Les dernières péripéties de l'aventure Tapie et consorts ne sont pas de nature à restaurer l'image de la gauche de gouvernement, alors que le combat entre les deux principaux candidats de droite, Jacques Chirac et Edouard Balladur, devient de plus en plus vif.

Conseiller général des Bouches-du-Rhône, député du même département et membre du Parlement européen, Bernard Tapie se voit entraîné dans la déconfiture de ses sociétés. Or la conséquence de cette débauche financière est, aux termes de la loi, « l'incapacité d'exercer une fonction publique élective » durant cinq années. Immédiatement applicable, la décision de la cour d'appel, qui confirme celle rendue le 14 décembre 1994 par le tribunal de commerce de Paris, interdit à M. Tapie de briguer de nouveaux mandats. Aussi est-il contraint de renoncer, au moins pour quelques années, à l'écharpe



dont il rêvait à haute voix depuis des mois, celle du maire de Marseille. Interrogé vendredi soir sur FR3, M. Tapie s'est déjà posé en futur candidat en déclarant que s'il n'avait pas, au moment du scrutin, « la certitude de pouvoir exercer la fonction une fois élu », il renoncerait à sa candidature.

En revanche, la question du devenir de ses mandats actuels, qualifiée vendredi de « complexe » par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, n'est pas tranchée. Dans une lettre adressée à Edouard Balladur

Lire page 6

## Renouvellement du mandat de l'ONU en ex-Yougoslavie

Renouvelant pour huit mois le mandat des « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, le Conseil de sécurité a décidé de les répartir en trois forces distinctes pour la Croatie, la Bosnie et la Macédoine, placées sous le commandement unique du général Janvier.

p. 3

## Une diplomatie en quête d'influence

Le dernier volet de notre enquête sur l'état de la France porte sur la politique étrangère: la diplomatie française s'efforce de conserver un certain poids à travers la construction européenne.

p. 8

## Verdict controversé au procès de Furiani

Au procès de la catastrophe de Furiani, les responsables techniques et les dirigeants sportifs sont condamnés à des peines de prison, mais le tribunal de Bastia a écarté la responsabilité de l'administration.

p. 22

## Mort de la comédienne Madeleine Sologne

L'héroïne de *L'Éternel Retour*, adaptation moderne par Jean Cocteau de la légende de Tristan et Yseult, s'est éteinte vendredi à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

p. 19

## Pierre Mauroy au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Pierre Mauroy, ancien premier ministre, qui soutient la candidature de Lionel Jospin, est invité au « Grand Jury RTL-Le Monde » dimanche 2 avril, à partir de 18 h 30. L'émission est aussi télévisée sur la chaîne câblée RTL 9.

## Les éditoriaux du « Monde »

Imitations polonaises; Le boulet Tapie.

p. 12

## Les États-Unis laissent glisser le dollar



ALAN GREENSPAN

ILS SONT très peu nombreux outre-Atlantique, ceux qui discutent l'extrême compétence d'Alan Greenspan dans le domaine économique. Pour celui qui préside la Réserve fédérale des États-Unis depuis août 1987, les résultats sont là, spectaculaires. Les États-Unis, qui sont entrés en 1993 dans leur quatrième année de croissance, ont créé quelque six millions d'emplois depuis l'été 1991. Le miracle est que la vigueur et la durée de l'expansion outre-Atlantique (plus de 4 % en 1994) n'a pas provoqué d'inflation. Les équipements industriels sont utilisés dans beaucoup de secteurs au-delà des limites du raisonnable, le taux de chômage moyen est redescendu à des niveaux inconnus depuis très longtemps (moins de 6 % de la population active), traduisant un état de plein emploi dans de nombreuses régions, et la hausse des prix ne s'accroît pas. Le bilan d'Alan Greenspan serait meilleur si le président de la Fed ne manifestait pas autant d'indifférence à la glissade du dollar, qui ébranle tout le système monétaire international et fragilise la reprise économique en Europe.

Lire page 2

Allemagne, 3 DM; Autriche, 13 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 16 D; Espagne, 166 Ptas; France, 100 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,26 Ir£; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Luxembourg, 40 F; Maroc, 20 Dir; Norvège, 100 Kr; Pays-Bas, 100 Gld; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 100 Frs; Tunisie, 1 Dir; USA, 100 \$; USA (international), 2,20 \$.

M 0146-0022-700 F

## Bricolage et magie font rouler les camions nigériens

LAGOS de notre correspondant

L'ingéniosité des mécaniciens nigériens, experts dans l'art de faire rouler des véhicules qui sous d'autres cieux seraient depuis longtemps à la casse, ne connaît pas de limite. Mais la crise économique les pousse parfois à de dangereux expédients.

Un responsable de la Commission fédérale de la sécurité routière (CFSR) a protesté récemment contre l'usage, par de nombreux conducteurs de poids lourds, d'une mixture à base de « Krest bitter lemon » (une boisson gazeuse de fabrication locale) et d'urine humaine en guise de... liquide pour circuit de freinage. Il paraît que le vrai produit est devenu trop cher, et des gens astucieux se sont souvenus que, durant la guerre civile, les Biafrais assilés avaient recourus pour le système de freinage à un mélange d'urine et de lait de coco.

Or non seulement le nouveau liquide *made in Nigeria* est d'une efficacité douteuse, mais les camionneurs ne respectent presque jamais les limitations de vitesse. Pour éviter les accidents, a également déploré le responsable de la CFSR, ils se fient trop souvent au « Juju » - c'est-à-dire aux talismans fabriqués par les sorciers -, quand ils seraient bien mieux

Inspirés de ne pas dépasser le cent kilomètres-heure, comme l'exige le règlement.

L'insouciance des conducteurs de poids lourds est l'une des principales causes d'accidents qui coûtent chaque année, selon le secrétaire du gouvernement fédéral, Aminu Salih, jusqu'à 2 % du produit national brut des pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeo), une statistique qui vaut sans doute pour la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne.

Au Nigeria surtout, l'afflux de pétrodollars a permis l'importation massive de véhicules dont les conducteurs n'ont qu'une notion approximative du Code de la route, et affichent une nette préférence pour les dépassements à droite. L'hécatombe était telle que l'écrivain Wole Soyinka, prix Nobel de littérature, navré d'avoir à enterrer chaque semaine des étudiants ou des collègues de son université d'Ife, s'était laissé convaincre par le président Ibrahim Babangida de prendre la tête de la CFSR. Sa campagne de sensibilisation a eu des effets positifs, contrecarrés hélas par la dégradation, depuis dix ans, du parc automobile.

Pour limiter les risques, le gouvernement a interdit depuis cette année l'importation de

véhicules vieux de plus de huit ans. Mais on assiste encore trop souvent à des carambolages aussi spectaculaires que meurtriers, notamment lorsqu'un camion-citerne, bourré d'essence, vient percuter, à la suite d'un écart de conduite ou d'un dépassement dangereux, un car surchargé de passagers.

La corporation des routiers est d'autant plus difficile à discipliner qu'elle exerce un monopole de fait sur le trafic de marchandises. Les rares lignes ferroviaires construites par les colonisateurs britanniques n'ont bénéficié d'aucun investissement substantiel depuis l'indépendance, le puissant lobby des transporteurs ayant découragé le gouvernement fédéral de s'intéresser aux chemins de fer.

Du nord au sud, les poids lourds restent les rois incontestés de la route, le pied sur l'accélérateur et l'œil fixé sur les nids-de-poule, protégés par leurs grilles, mais aussi, suivant leurs convictions, par le nom d'Allah ou de Jésus inscrit en grosses lettres à l'arrière de leur remorque. Les carcasses de mastodontes échouées dans le fossé prouvent en tout cas que l'urine humaine ne fait pas encore de miracles.

Michèle Marignies

## POINT DE VUE

## La République, sans préjugés par Jacques Toubon

LES PATHÉTIQUES objurgations que plusieurs personnalités socialistes adressent à leurs électeurs habituels attirés par la démarche de Jacques Chirac apparaissent, à mes yeux, comme une erreur d'optique et de fond quant aux enjeux de la politique française contemporaine.

Pourquoi toujours recommencer les mêmes combats hétéroclites du passé, pourquoi essayer de les ressusciter quand ils ont disparu de l'esprit de la plupart de nos concitoyens? Pourquoi vouloir démentir, absolument et péremptoirement, sans prendre la peine de lire ce qu'il écrit, ni d'écouter ce qu'il dit, ni d'examiner ce qu'il propose, que Jacques Chirac est et reste « à droite »? La question n'est pas de se situer à droite ou à gauche, de défendre des programmes préfabriqués. Il s'agit de faire face, d'urgence, avec courage et générosité, sans aucune entrave partisane.

La situation de notre pays est marquée par une fracture sociale, des inégalités et des injustices, que quatre années de présidence et de gouvernements socialistes (et en partie communistes) n'ont rien fait pour réduire, bien au contraire.

Le remède aux maux dont souffrent les Français aujourd'hui, ce n'est pas continuer avec Lionel Jospin: comment pourrait-il rompre avec la spéculation comme art de vivre, la désertion des valeurs morales, l'échecement des forces vives, la corruption des principes les plus sacrés de la République, si ce n'est reprendre les recettes illustres du programme socialiste de 1981? Qui veut repenser ces plats glacés?

Mais la réponse ne consiste pas non plus, comme le faisait Edouard Balladur, à nier la fracture ou à se contenter de la contrôler par le biais des « solutions » de la technique, de l'administration et d'un système qui a ignoré, aveuglé et isolé, la montée de l'exclusion.

Pour faire face, nous avons besoin d'un vrai et profond changement dans la conduite des affaires publiques. Un vrai changement qui repose sur une autre logique, dégage de convenances dépassées.

Croit-on que les Français supporteront longtemps, après l'élection présidentielle, que le pouvoir politique, les dirigeants du pays, dans leur diversité et leur conformisme,

continuent à assister impuissants aux drames de la misère, aux interrogations angoissées des jeunes, à l'affaiblissement de nos capacités d'inventer et de bâtir? Le peuple veut que le résultat de l'élection de 1995 soit à la hauteur de ses souffrances, de ses attentes, de ses aspirations.

Jacques Chirac en a pris pleinement conscience, il a conçu son projet à partir des Français et non pas à partir du pouvoir. C'est pourquoi il propose d'écarter les tabous, de sortir des catégories en usage, d'arrêter les politiques sans efficacité et de mettre en œuvre de nouveaux objectifs, dans un nouvel état d'esprit, autrement dit de renverser les événements, de rendre possible ce qui est nécessaire.

Quelques exemples? Utiliser l'indemnisation du chômage à donner un emploi aux chômeurs de longue durée plutôt qu'à leur assurer une subsistance, gérer autrement la protection sociale et non pas la rationner, accorder aux augmentations de salaires un rôle moteur dans la croissance et non pas les opposer au développement de l'emploi, réduire les

dépenses publiques en supprimant les crédits qui s'avèrent inutiles. Changer aussi sur les chantiers déterminants de notre vie en société: la lutte contre l'illettrisme, l'intégration des banlieues, l'insertion des jeunes.

Cette volonté est en œuvre à Paris où Jacques Chirac est déjà passé de la parole aux actes. Sans social, prévention du sida, accès gratuit aux soins pour plus de cent mille exclus, premier (et seul) exemple de recours à la réquisition de logements vides, voilà qui répond mieux qu'une polémique aux procès d'intention, aux schémas sclérosés.

Face à l'urgence de la situation française, j'en appelle à la liberté de jugement, à l'intelligence critique et au dialogue républicain. Je respecte les engagements et les attachements sincères, j'apprécie que des personnalités des milieux politique, intellectuel ou artistique apportent leur soutien à Lionel Jospin, par fidélité, en vertu d'une appartenance fondée à la famille de la gauche. N'est-ce pas ce que j'ai moi-même fait en appuyant d'emblée la candidature de Jacques Chirac, par la force de l'évi-

dence (et pour l'honneur de la politique). Mais on ne saurait se précipiter dans cette campagne à partir de préjugés, idéologiques ou affectifs. Pourquoi ne pas reconnaître que le caractère et la vision de Jacques Chirac dépassent les clivages partisans pour prendre en charge les aspirations de la majorité des citoyens, et juger de ses propositions avec sang-froid, au fond? Pourquoi manier la peur au lieu de nourrir l'espoir?

Appartenir « à la gauche », vouloir la justice, l'égalité, la solidarité, c'est, dans les circonstances historiques que nous vivons, donner sa chance à l'espoir, l'espoir que Jacques Chirac fait naître dans le peuple qui souffre; c'est lui donner la force politique et morale de rétablir la République. La République qui n'appartient à personne, qui n'est ni de droite ni de gauche, mais qui embrasse dans la même sollicitude et la même ambition tous les enfants de la patrie.

Jacques Toubon est ministre de la culture et de la francophonie.



**MONNAIES** La décision prise jeudi 30 mars par la Bundesbank de baisser ses taux d'intérêt à court terme n'a pas eu d'effets durables sur le dollar qui a continué à s'affai-

blir, rendant les produits américains de plus en plus compétitifs dans le monde. © LES PAYS EUROPÉENS et le Japon, dont la compétitivité est menacée, commencent à éprouver

des difficultés pour exporter, ce qui menace la reprise naissante dans ces régions. En l'absence de mesures prises par les États-Unis eux-mêmes, le déficit grandissant du

commerce extérieur américain et l'engagement financier de Washington dans la crise mexicaine rendent improbable un redressement durable du dollar. © LA MEIL-

LEURE RÉPONSE de l'Europe à de nouvelles crises de changes est la création d'une monnaie unique dont les Allemands surveillent avec attention les préparatifs.

## Le glissement du dollar fragilise la reprise en Europe et au Japon

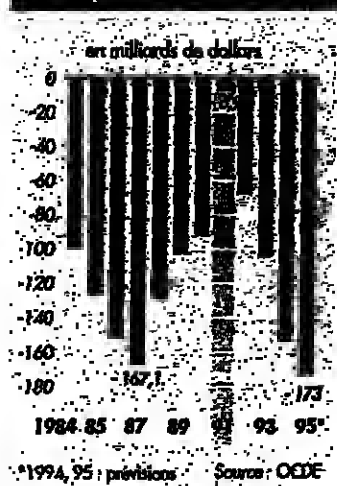
La décision de la Bundesbank d'abaisser ses taux directeurs n'a pas fait remonter le billet vert. Celui-ci souffre toujours des déficits extérieurs américains et des risques financiers liés à la crise mexicaine

LA BUNDESBANK a fourni une nouvelle preuve de sa capacité à conduire une véritable politique monétaire en réduisant jeudi 30 mars deux des trois taux d'intérêt à court terme dont elle a la charge. Décision dictée par des préoccupations d'ordre intérieur mais aussi extérieur. Car, outre la défense bien comprise des intérêts de ses entreprises mises en difficulté par la compétitivité du dollar, les autorités monétaires allemandes viennent de prouver que la défense du système monétaire européen (SME) leur tenait à cœur, un système affaibli par la crise des changes qui secoue le monde depuis le début de l'année.

Il y a aussi des aspects moins glorieux à la baisse des taux allemands, conséquence directe de l'impuissance - ou de la mauvaise volonté - des États-Unis à faire remonter le dollar. L'appel lancé il y a dix jours par les ministres de l'économie et des finances français et allemands aux autorités américaines (Le Monde du 23 mars), n'avait pas eu de résultats. Le billet vert était resté très faible contre les monnaies les plus solides, à savoir le deutschemark et le yen, vis-à-vis desquelles il s'inscrivait en baisse de 10 % depuis le début de l'année. Une chute inquiétante pour les pays européens et le Japon, à peine engagés sur la voie de la reprise économique et déjà menacés de ralentissement : peut-être un demi-point de croissance perdu cette année par les pays de l'Union européenne du fait de prix moins compétitifs et de la dégradation prévisible de leurs exportations. Un peu plus d'un demi-point encore perdu l'année prochaine, si le dollar demeure aux bas niveaux où il se trouve actuellement.

La décision de la Bundesbank, si elle a un peu amélioré les choses au sein du SME, n'a pas eu d'effet sur le dollar, qui après un très léger rebond, a continué de s'affaiblir, bat-

Le déséquilibre de la balance des paiements courants



Le déficit des paiements extérieurs des États-Unis n'a cessé de s'aggraver. Le quasi-équilibre de 1991 s'explique par les contributions à la guerre du Golfe.

tant même tous ses records de baisse vis-à-vis du yen. La question reste donc entière de savoir si le geste allemand sera efficace, s'il peut avoir des effets durables en l'absence d'une stratégie cohérente et constante de la part des États-Unis, allant d'interventions concertées sur les marchés jusqu'à l'annonce d'un plan, destiné à réduire les déficits grandissants de leurs balances commerciales et des paiements extérieurs.

On sait déjà que le Comité de l'open market (Réserve fédérale) qui s'était réuni mardi 28 mars n'avait pas jugé nécessaire de remonter une huitième fois les taux d'intérêt à court terme, passés de 3 % à 6 % depuis février 1994. Une telle hausse aurait pourtant eu

comme effet de soutenir le dollar, en attirant les capitaux à court terme. On comprend mal les raisons de la Fed. Car outre qu'un renforcement de la croissance américaine n'apparaît pas du tout évident comme le montre le bond impressionnant de la production nationale au quatrième trimestre (+5,1 % en rythme annuel), les marchés s'inquiètent régulièrement de la moindre déclaration officielle donnant à penser que les autorités monétaires ne sont pas complètement mobilisées par la lutte contre la hausse des prix.

Les marchés, qui comprennent mal que Washington, déjà aux prises avec d'énormes déficits extérieurs, se soit financièrement beaucoup engagé - directement ou par l'intermédiaire du FMI - dans le plan de sauvetage du Mexique, un plan qui risque fort de devoir être étendu à d'autres pays d'Amérique latine sans oublier, bien sûr, les pays d'Europe de l'Est et leurs gigantesques besoins.

**COMPÉTITIVITÉ DÉGRADÉE** Selon le Wall Street Journal, la demande de capitaux des pays émergents a été multipliée par quatre ces dernières années, augurant une concurrence qui n'existerait plus au début de la décennie. En d'autres termes, la crise actuelle des changes qui bouleverse les rapports de compétitivité entre pays - c'est bien ce que répètent avec un peu de plus d'insistance les industriels allemands - pose à nouveau le problème des excès commis dans les pays émergents en matière d'investissements, à une époque où les capitaux étaient abondants et la demande faible dans le monde. Le temps est arrivé où les pays industrialisés ont de nouveau besoin d'investir, rendant l'épargne plus rare et plus chère, révélant les engagements excessifs de nombreux pays en développement, incapables de supporter le coût renchéri de

leurs emprunts. La crise mexicaine peut à l'évidence se renouveler dans d'autres pays.

Les autorités monétaires américaines, pourtant les mieux informées du monde, ne semblent pas avoir pris l'entière mesure de la contradiction née d'une situation intérieure profondément déséquilibrée et « d'interventions extérieures » aussi coûteuses que déstabilisantes. Pour rassurer les marchés qui voient ces contradictions, Washington avait dû annoncer un échéancier crédible de réduction de son déficit commercial, passé d'un peu moins de 100 mil-

### Des interventions efficaces

Les États-Unis n'ont pas toujours boudé les interventions sur les marchés des changes pour faire descendre ou monter le cours du dollar lorsque celui-ci était jugé trop élevé ou au contraire trop bas. Il y a exactement dix ans, le torchon avait commencé à brûler avec un dollar à 3,47 marks et à 10,61 francs. Des parités atteintes à la fin du mois de février 1985, qui eurent des résultats tellement catastrophiques en termes d'échanges commerciaux et de paiements extérieurs, que la nouvelle équipe conduite par James Baker ne se fit pas prier pour souscrire sept mois plus tard l'accord de l'hôtel Plaza à New York sur le thème « le dollar doit baisser ». Ces accords du 22 septembre 1985 décidèrent des interventions concertées. Ils furent renouvelés un peu plus tard par ceux du Louvre (22 février 1987) sur le thème « le dollar a assez baissé ». Preuve que le système peut fonctionner dans les deux sens.

liards de dollars en 1992 à quelques 170 milliards l'année dernière, l'OCDE prévoyait 187 milliards de dollars cette année. Bilan aussi inquiétant du côté de la balance des paiements courants, qui a affiché un déficit de 154 milliards de dollars l'année dernière, soit plus du double de ce qu'il avait été enregistré en 1992 (68 milliards), preuve que les États-Unis - que ce soit les ménages, les entreprises ou le secteur public - n'épargnent pas assez par rapport aux besoins du pays.

Ainsi, depuis 1982, le pays a accumulé une dette extérieure voisine de 1 250 milliards de dollars, le Ja-

pon amassant dans le même temps 780 milliards de dollars d'avoirs. Un déséquilibre qui explique largement - outre l'omniprésence du dollar dans tous les pays du monde - la dégradation progressive du billet vert, qui à travers des hauts et des bas, s'est dévalué depuis 1988 de 30 % par rapport au yen et de 13 % par rapport au deutschemark.

À défaut d'un nouveau relèvement des taux d'intérêt par la Fed et dans l'attente d'une stratégie globale de réduction des déficits extérieurs, les autorités monétaires américaines auraient pu au moins chercher à organiser des interven-

tions sur les marchés des changes en concertation avec les autres grandes banques centrales. De ce point de vue, l'échec de la concertation internationale est patent et l'on se demande ce que pourront bien se dire les représentants des sept grands pays industrialisés (G7) lorsqu'ils se retrouveront à Washington dans trois semaines pour la réunion du FMI.

Si l'utilité des interventions concertées sur les marchés des changes est discutée sur le long terme, notamment aux États-Unis, leur efficacité à court terme n'est guère douteuse. Comme elles sont souvent gardées secrètes, on ne sait si la Fed est intervenue ces dernières semaines pour faire remonter le dollar. Mais il semble bien que dans la crise qui secoue les marchés des changes depuis trois mois, l'essentiel des efforts ait été supporté par les pays dont les monnaies ne cessent de s'apprécier, et d'abord par le Japon.

**UN RÉEL PROBLÈME** L'attitude des autorités américaines pose un grave problème. Car de l'évolution du dollar vis-à-vis du yen et des monnaies du SME, va dépendre l'épanouissement de la reprise économique en Europe et au Japon, ou son affaiblissement. L'expérience a le plus souvent montré que les États-Unis n'aiment pas - pour des raisons idéologiques notamment - intervenir sur les marchés des changes. Outre-Atlantique, le credo officiel a presque toujours été que le taux de change qui se forme spontanément sur le marché est le « bon prix ». Cette vision des choses, qui était clairement celle de l'administration Reagan première époque (1981-1984) et de son sous-secrétaire au Trésor, Beryl Sprinkel, monétariste pur et dur, a tout de même connu des exceptions, comme le prouvent les accords du Plaza (1985) et du Louvre (1987).

Il n'est pas certain que l'équipe qui entoure Bill Clinton soit décidée à mener une politique de dollar plus fort. Les besoins de l'économie américaine restent prioritaires, et d'abord le soud d'exporter et de ne pas casser la croissance économique. L'Europe va donc devoir d'abord compter sur elle-même. En attendant de réduire ses taux d'intérêt et ses déficits publics tout en préparant une Union monétaire dont l'existence limitera progressivement les volte-face du dollar.

Alain Verhulst

## Le geste de la Bundesbank n'a pas eu d'effet durable

« JE NE PENSE PAS que notre décision puisse être en mesure de changer significativement l'évolution des devises », avait expliqué jeudi 30 mars Hans Tietmeyer en commentant la baisse des taux directeurs allemands annoncée quelques heures plus tôt. Le président de la Bundesbank ne croyait pas si bien dire, puisque le calme n'est pas du tout revenu sur le marché des changes.

Après quelques heures de répit, le billet vert est retombé brutalement. Il a atteint, vendredi 31 mars, son plus bas niveau historique de 86,10 yens face à la devise japonaise. Face à la monnaie allemande, le dollar est revenu de 1,4130 à 1,3630 mark et face au franc de 4,95 à 4,78 francs. Ce repli du billet vert a ravivé les tensions sur les devises européennes. La lire a reculé de 1200 à 1238 liras pour 1 mark. La couronne suédoise a touché vendredi après-midi un record à la baisse à 5,3875 pour 1 deutschemark.

Le franc français a, pour sa part, mieux résisté et a fini la semaine à 3,50 pour 1 deutschemark, mais certains professionnels soupçonnent la Banque de France d'être intervenue sur le marché des changes.

### LES OPÉRATEURS PRIS À CONTREPÉD

De nombreux économistes avaient cru jeudi après-midi que la baisse surprise des taux directeurs allemands allait offrir un dénouement heureux à la crise que traverse le marché des changes. Le deutschemark, devenu moins rémunérateur, le dollar allait pouvoir se redresser. Ce scénario optimiste ne s'est pas vérifié. « Le plus étonnant et le plus inquiétant », observe le directeur de la salle des marchés d'une grande banque française, « c'est que le violent rebond du dollar observé immédiatement après la baisse des taux allemands a fait très mal aux opérateurs de marchés car elle les a pris à contre-

pied. » Les investisseurs internationaux ont profité du rebond éphémère du dollar pour revendre celui-ci à des niveaux attractifs.

Les marchés financiers interprètent la baisse des taux directeurs de la Bundesbank et l'assouplissement de la politique monétaire japonaise (la Banque du Japon a fait baisser vendredi matin le taux de l'argent au jour le jour de 2,25 % à 1,75 %) comme une réponse à l'immobilisme de la Réserve fédérale américaine (Fed), et donc, comme une preuve éclatante de l'absence de concertation entre autorités monétaires internationales. « Il manque la pièce maîtresse, c'est-à-dire une hausse des taux américains », observe un économiste.

Mardi 28 mars, le conseil de la politique monétaire de la banque centrale américaine avait décidé de laisser inchangés ses taux directeurs. Aux yeux des professionnels, seule une chute de Wall Street ou du marché obligataire américain serait susceptible d'im-

poser la politique monétaire de la Fed dans le sens d'une plus grande rigueur.

D'autres experts soulignent que la baisse des taux directeurs allemands rend désormais la Bundesbank moins sensible à la faiblesse du dollar. L'impact négatif que pouvait avoir la réévaluation du deutschemark sur la croissance de l'économie allemande a été largement compensé par la réduction des taux directeurs. « On pourrait presque dire que la Bundesbank a pris ses profits sur le deutschemark en assouplissant sa politique monétaire », résume Philippe Brossard, économiste au Crédit lyonnais.

Une Réserve fédérale américaine indifférente à la faiblesse du dollar, une Bundesbank devenue moins sensible à la vigueur du mark, une Banque du Japon totalement désorientée... Le marché des changes risque de connaître des séances très animées.

P.-A. D.

## Les Allemands rappellent que l'UEM doit être un engagement à long terme

QUAND, EN 1979, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont fondé le système monétaire européen, la démocratie chrétienne allemande, alors dans l'opposition, avait dénoncé une « zone inflationniste ». Elle avait tort, reconnaît maintenant Wolfgang Schäuble, président du groupe CDU-CSU au Bundestag : « La vérité, c'est que le SME a contribué à promouvoir la stabilité en Europe. » Pour les Allemands, il ne fait aucun doute que l'Union économique et monétaire (UEM) doit concourir au même but, au-delà de la phase préparatoire actuelle. La stabilité est plus que la condition préalable à la monnaie unique, elle doit être l'objectif permanent de l'UEM après l'entrée dans la troisième phase.

Dans cette perspective, les critères de convergence définis par le traité de Maastricht sont des don-

nées durables qui ne sauraient être négligées une fois la troisième phase réalisée, en 1997 ou en 1999. Autrement dit, l'UEM est un engagement à long terme en faveur d'une politique de stabilité et de rigueur. C'est pourquoi, dans la conception allemande, il existe un lien étroit et nécessaire entre l'UEM et l'Union politique. Il faut d'abord un consensus sur les principes généraux que le gouvernement allemand définit ainsi : défense de l'économie de marché, excluant toute idée de planification « à la française », réduction du rôle de l'État dans l'économie, donc privatisation, refus de la dévaluation compétitive et du contrôle des mouvements de capitaux.

Les États participant à l'UEM devront accepter une concertation régulière de leurs politiques économiques - c'est le sens des

programmes de convergence - et se soumettre à une surveillance étroite de leurs politiques budgétaires de la part de leurs partenaires et de la Banque centrale européenne.

### RAPPELS À L'ORDRE ET AMENDES

En cas de dépassement des déficits autorisés, les États fautive font l'objet de rappels à l'ordre et, en cas de récidive, de sanctions, éventuellement sous forme d'amendes. Le traité de Maastricht ne prévoit pas de solidarité financière entre les membres de l'UEM, qui reviendrait à faire payer par les contribuables des pays vertueux les dépenses excessives des États laxistes.

Dans l'hypothèse de la monnaie unique, les États seront privés d'un certain nombre d'instruments de pilotage économique dont ils disposent actuellement pour

compenser des différences de compétitivité. Ils ne pourront ainsi agir ni sur les taux de change (fixes par définition à l'intérieur de la zone) ni sur les taux d'intérêt, puisque les décisions seront du ressort de la BCE.

Ce qui ne veut pas dire que tous les aspects de la politique économique et financière devront être « communautarisés ». Dans la mesure où les gouvernements nationaux ne pourront plus agir sur les taux de change et les taux d'intérêt, disent les Allemands qui réclament à l'UEM, il sera nécessaire de préserver la flexibilité pour certaines actions, afin de tenir compte de la diversité des situations. Ainsi la politique des revenus et la politique sociale - au-delà du seuil minimum assuré par la Charte sociale européenne - resteront nationales, comme la politique fiscale. Ni le taux des pré-

vements obligatoires ni les systèmes d'imposition ne devront être uniformisés, afin que chaque État dispose encore de moyens d'ajustement nécessaires pour améliorer sa position concurrentielle au sein de l'Union européenne.

La discipline extrêmement stricte que l'Allemagne entend « exporter » chez ses partenaires ne s'acquiert pas du jour au lendemain. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a coutume de dire, à l'adresse des Français qui se targuent des efforts de rigueur faits depuis 1983, que la crédibilité exige plus que quelques années. On comprend dans ces conditions qu'il envisage un délai « de trois ans au moins » entre le début de la troisième phase de l'UEM et l'introduction de la monnaie unique.

Daniel Vernet

## La croissance s'est accélérée aux États-Unis au 4<sup>e</sup> trimestre 1994

LE PRODUIT intérieur brut (PIB) des États-Unis a progressé de 5,1 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1994 par rapport au trimestre précédent. Ce nouveau bond a surpris par son ampleur. La croissance qui avait déjà été de 4 % au troisième trimestre, selon les chiffres définitifs, s'est donc accélérée en fin d'année. L'indice de prix lié au PIB, le défateur, qui est l'une des mesures de l'inflation, s'est établi à 1,3 % en rythme annuel. Sur l'ensemble de 1994, le PIB a augmenté en moyenne de 4,1 %, après 3,1 % en 1993, enregistrant ainsi sa plus forte progression depuis 1984, année où la croissance avait atteint 6,2 %.

La révision en nette hausse de la croissance au quatrième trimestre est due notamment à une augmentation des investissements en biens d'équipement (avions commerciaux) et à une amélioration de la balance commerciale, a indiqué le département du commerce. L'économie américaine a donc continué de croître - au moins jusqu'à la fin de 1994 - à un rythme très supérieur à 2,5 % l'an, qui selon les calculs est le rythme au-delà duquel la croissance engendre des tensions inflationnistes, les capacités en équipement et en emplois étant sur-utilisées. Cependant en février dernier, les commandes industrielles considérées comme un bon baromètre de l'activité manufacturière ont baissé de 0,2 % par rapport à janvier, accusant leur premier recul depuis quatre mois. (AFP)

صلى الله عليه وسلم

6  
3  
3

338  
3154  
653

## La Forpronu, divisée en trois, reste dans l'ex-Yougoslavie

Un nouveau mandat sera défini pour les « casques bleus » de Croatie

Le mandat de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie est renouvelé. Mais, en votant vendredi 31 mars les résolutions 981, 982 et 983, le Conseil de sécurité a restructuré la Forpronu en trois forces distinctes. Elles seront cependant placées sous un commandement militaire et une direction politique uniques.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondante  
Conscients du danger que pourrait entraîner le départ des contingents de l'ONU de leur région, les autorités des Républiques de l'ex-Yougoslavie ont accepté le renouvellement du mandat des « casques bleus » qui a expiré à la fin du mois de mars. Le Conseil de sécurité a donc adopté vendredi 31 mars, à l'unanimité, trois résolutions qui restructurent la force des Nations unies dans le territoire de l'ex-Yougoslavie en trois opérations distinctes pour la Croatie, la Bosnie et la Macédoine. Les nouveaux mandats sont valables pour une période de huit mois allant jusqu'au 30 novembre 1995.

Malgré des appels des dirigeants bosniaques - qui veulent une force plus interventionniste -, les mandats pour la Bosnie ainsi que pour la Macédoine restent inchangés. Le mandat pour la Croatie devrait être défini sur le terrain. L'impression prévaut que les « casques bleus » restent difficilement applicables, mal définis, sans ressources suffisantes. « Nous savons très bien que les mandats ne sont pas tout ce que les intéressés auraient pu souhaiter, a admis un diplomate onusien, mais le choix pour eux était entre la Grande Serbie, la guerre généralisée, ou le statu quo : tout le monde a opté pour ce dernier. »

Bien que distinctes, les trois forces préservent l'unité de commandement et de direction politique sur l'ensemble du théâtre opérationnel. Le général français Bernard Janvier et le diplomate japonais M. Yasushi Akashi assurent respectivement les directions militaire et politique des forces. Chaque opération sera aussi dotée d'un commandement militaire ainsi que d'un représentant civil séparé. Le quartier général des forces demeure à Zagreb.

### VIVES PROTESTATIONS

La force en Bosnie garde le nom actuel de la Forpronu, celle de la Macédoine sera Fordéprenu - pour Force de déploiement préventif des Nations unies. La force en Croatie, après des semaines de débat, s'intitule, malgré les vives protestations des Serbes séparatistes de la Krajina, Onurc - pour Opération des Nations unies pour le rétablissement de la confiance. Cette force devrait être composée d'environ huit mille soldats dont mille à la frontière. Il n'a pas encore été décidé si les quatre mille autres soldats issus de l'ancien contingent de la Forpronu en Croatie seraient redéployés en Bosnie.

Le mandat de l'Onurc, selon les termes de la résolution 982, sera la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu du 29 mars 1994, l'application de l'accord économique si-

gné entre Zagreb et les Serbes de Knin et la surveillance des frontières internationales de la Croatie. Le représentant du secrétaire général, le diplomate norvégien M. Thorvald Stoltenberg, continue ses négociations pour l'application du mandat avec les deux parties. Les sécessionnistes serbes de Krajina sont opposés à ce que les « casques bleus » exercent un rôle de contrôle des frontières.

La résolution indique que les « casques bleus » sont chargés d'aider à contrôler les frontières en procédant à des observations et en présentant des rapports sur les mouvements de troupes et de matériels militaires. L'OTAN peut, selon la résolution, intervenir militairement « en étroite coordination avec le secrétaire général » pour défendre le personnel de l'Onurc. Les milieux militaires à l'ONU se disaient très mal à l'aise avec un mandat qui « peut être interprété de manière différente par les belligérants ».

Lors des interventions au Conseil, le groupe de contact (Allemagne, États-Unis, Russie, Grande-Bretagne et France) a fait l'objet de nombreuses critiques. Les Russes ont été visés pour leur soutien implicite aux Serbes ; les Allemands pour leur appui inconditionnel au gouvernement croate.

Afsané Bassir Pour

## Les forces russes affirment contrôler les principales villes de Tchétchénie

Après d'intenses bombardements, Goudermès et Chali sont tombées

Trois mois et demi après le début de l'intervention militaire dans la petite République indépendantiste du Caucase, l'armée russe affirme être finalement venue à

bout, vendredi 31 mars, de la résistance des combattants tchétchènes dans les villes de Goudermès et Chali, transformées en champs de ruines.

MOSCOU

de notre correspondant

« Navrantes, indécises, héroïques, inutiles » : c'est ainsi qu'un général russe qualifiait, il y a cent cinquante ans, les déjà longues années de guerre menées par son pays dans le Caucase du nord. Or, la connaissance de l'Histoire ne semble pas être le fort des dirigeants actuels du Kremlin, qui clament de nouveau victoire en Tchétchénie. Après la chute du palais présidentiel de Grozny en janvier, puis celle de la capitale elle-même un mois plus tard, c'est la prise des deux autres villes principales de la petite République, Goudermès, jeudi 30 mars, et Chali, vendredi 31 mars, qui vient d'être annoncée par le commandement russe. Celui-ci affirme désormais « contrôler » 80 % du territoire tchétchène et annonce même « la fin de la phase active des combats ».

En réalité, les troupes russes n'ont plus mené de « combats » en Tchétchénie depuis janvier : elles se contentent d'occuper des ruines, là où leurs bombardements d'aviation et d'artillerie ont d'abord fait place nette pour les « vainqueurs ». Dans les montagnes du sud, où les blindés ne peuvent pénétrer, des avions lâchent roquettes et bombes, y compris sur des camps de réfugiés. Tous ces bombardements sont désormais occultés par les médias russes. Les télévisions,

« privées » ou non, ne filment plus que les arrières russes et citent les seuls communiqués officiels. Ceux-ci ne parlent, éventuellement, que de bombardements contre « les concentrations des forces de Daudaev » et démentent que des cibles civiles soient visées.

### DES UNITÉS D'AUTODÉFENSE

Mais le « contrôle » que Moscou affirme exercer en territoire « nettoyé » est sujet à caution. Officiellement, les villages tchétchènes sont de plus en plus nombreux à passer des accords avec les forces russes, qui promettent de cesser les pilonnages s'ils forment des « unités d'autodéfense » pour chasser les « combattants » du président indépendantiste Djokhar Doudaev. En réalité, il s'agit dans beaucoup de cas de mystifications que les Russes acceptent pour sauver la face.

Ce sont, en effet, les combattants tchétchènes eux-mêmes qui s'inscrivent sur les listes de membres des groupes d'autodéfense remises aux autorités militaires russes. Dans un cas au moins, des villageois ont même reçu des armes des Russes pour former leur groupe. Dans un autre, l'émissaire du gouvernement installé à Grozny (théoriquement pro-russe mais formé de Tchétchènes), revenu dans son village pour dresser la liste réclamée en haut-lieu, est allé lui-même

dans les forêts avoisinantes persuader les jeunes maquisards locaux de s'enrôler.

Car l'armée russe, qui ne manquerait certes pas de munitions pour raser toutes les localités du pays, manque d'hommes capables d'entrer dans celles-ci (au risque de subir des pertes) et de les occuper toutes. Mais même à Grozny, comme dans les régions du nord théoriquement « pro-russes », les problèmes ne font que commencer. Un corps de policiers tchétchènes est certes en cours de constitution, mais les Russes, à juste titre méfiants, ne leur donnent pas d'armes. Des altercations ont déjà eu lieu entre policiers tchétchènes et forces de police spéciale russes, qui tentent de s'opposer au retour de plus en plus massif des réfugiés tchétchènes à Grozny.

Un retour que Moscou a été contraint d'autoriser afin de trouver des bras pour la « reconstruction » des ruines, mais qui menace à terme sa présence armée. A moins que le Kremlin n'écoute, encore une fois, la solution préconisée par Vladimir Jirinovski, récemment promu en grade par l'armée pour services rendus à la Patrie : ne pas reconstruire Grozny et en faire un champ d'exercice militaire pour d'autres guerres urbaines.

Sophie Shihab

## La droite populiste favorite des élections en Suisse italienne

BERNE

de notre correspondant

« Le Tessin aux Tessinois. » Comme naguère en Lombardie voisine, le populisme fait florès en Suisse italienne. La crise économique aidant, le slogan de la ligue locale devait marquer la campagne des élections du dimanche 2 avril dans le canton du Tessin.

Signe de l'exacerbation des tensions, la Ligue des Tessinois pourrait bien faire son entrée au gouvernement cantonal. Créée il y a cinq ans, dans le sillage des ligues d'Italie du Nord et en réaction contre les partis traditionnels, la Lega est en train de chambouler le paysage politique du Tessin.

En 1991, lors de son premier coup d'essai aux élections fédérales, elle avait d'emblée obtenu 23 % des voix, réussissant à imposer deux conseillers nationaux (députés) et l'un des deux conseillers aux États (sénateurs) du canton à Berne. Depuis, ses notes d'ordre ont influencé le choix des Tessinois. Les citoyens de cette région italophone se sont prononcés tour à tour contre l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE), contre la création d'un corps de « casques bleus » helvétiques ou encore contre un assouplissement des naturalisations.

### LE PARTI DE LA RUPTURE

En fait, la Ligue des Tessinois reflète, à sa manière, les changements intervenus dans ce canton périphérique d'à peine 300 000 habitants. Après des années d'euphorie financière et de spéculation immobilière, « la Lega, explique un sociologue, est en partie un produit d'importation d'Italie et en partie le produit de la crise ».

Les adversaires de la Lega lui reprochent d'avoir introduit en Suisse une culture politique basée sur « l'immature, l'infirmité et le spectacle ». Se présentant comme le parti de la rupture, la Lega se distingue tant par son style que par ses formules à l'emporte-pièce. Dirigée par deux « forts en gueule », un entrepreneur marquer de Lugano, Giuliano Bignaschi, et un député, Flavio Maspoli, elle ne cache pas ses sympathies idéologiques avec la droite nationaliste suisse emmenée par Christoph Blocher.

Pour permettre au Tessin de prendre en main son destin, la Lega promet, pile-mêle, de réduire les impôts et le nombre des fonc-

tionnaires, d'ouvrir des casinos, de baisser la TVA sur le tourisme et de restreindre le droit d'asile. Et, pour que tout soit bien clair, son affiche électorale proclame « Tourne le dos au passé », avec, pour l'illustrer, les rondeurs vus de dos d'une star locale du porno, candidate de la Ligue des Tessinois au Parlement cantonal.

La droite populiste ayant su exploiter les ressentiments d'une partie de la population, le système proportionnel en vigueur devrait assurer à la Lega au moins un des cinq sièges du gouvernement.

Jean-Claude Buhner

## Un transfert d'archives nationales suscite une polémique en Espagne

Faut-il rendre à la Catalogne les documents saisis par les franquistes ?

MADRID

de notre correspondant

Plus d'un demi-siècle après la fin de la guerre civile - et pratiquement vingt ans après la mort de Franco -, cette page douloureuse de l'histoire d'Espagne provoque encore des remous.

Le passé a resurgi à propos de la mémoire des événements qui, de 1936 à 1939, ont ensanglanté le pays tout entier : les archives historiques nationales, « section guerre civile » dont le siège est à Salamanque, divisent le pays. La décision prise le 17 mars par le pouvoir socialiste d'autoriser le transfert en Catalogne des documents relatifs à cette époque et réclamés depuis quinze ans par la Généralité (gouvernement) de Barcelone a réveillé les vieux démons endormis et a provoqué la polémique.

Les cinq cent sept caisses contenant la mémoire républicaine de la Catalogne avaient été saisies par les troupes franquistes après la défaite. Pendant des années, elles permirent à la dictature de pulser les renseignements nécessaires pour instruire les procès contre les communistes, les syndicalistes, les anarchistes et les franc-maçons. Aujourd'hui, le gouvernement de Catalogne considère que le retour de ce « butin de guerre » n'est que justice réparatrice. Jordi Pujol, président de cette région autonome, a comparé la nécessité de

recupérer cette « histoire intime de la Généralité » au retour en Espagne du *Guernica* de Picasso. C'était compter sans le sentiment national, l'irritation sous-jacente envers les exigences autonomes de Catalogne et la mise en avant de la préservation de l'unité des archives nationales présentée comme argument de fond.

### « GUIGNOL » HISPANIQUE

Les déclarations du ministre de la présidence, Alfredo Pérez Rubalcaba, annonçant que le gouvernement étudierait les réclamations d'autres institutions concernant les documents entreposés sur près de 3 kilomètres d'étagères dans le collège San Ambrosio ont semé l'émotion dans la population de Salamanque. « Il ne s'agit d'aucune manière d'un conflit territorial. C'est un conflit entre deux droits : celui d'une institution qui réclame ses archives et celui d'une ville qui veut garder ses archives historiques. Deux droits qui, selon le gouvernement, sont parfaitement conciliables », a tranché le ministre. Mais, déjà, le Pays basque en profite pour demander aussi la restitution de sa tranchée d'histoire. Et, demain, pourquoi pas les Asturies ou Valence ? Patrimoine national contre patrimoine régional ? La querelle est servie, et elle n'est pas sans importance dans ce royaume où les nationalismes locaux ont du poids.

Michel Bole-Richard

## L'Albanie demeure le pays le plus « optimiste » d'Europe de l'Est

DE TOUS les peuples de l'ancien bloc communiste, les Albanais sont sans doute ceux qui ont le plus souffert d'un système totalitaire au dogmatisme féroce et dur. Cinqu'ans après la chute du mur de Berlin, il est donc peu surprenant que ce soient ces mêmes Albanais qui demeurent les plus confiants en l'avenir (59 %), même si leur situation matérielle demeure l'une des plus dégradées d'Europe.

C'est ce qui ressort du dernier « Eurobaromètre » réalisé par la Commission européenne dans dix-huit anciens pays communistes en 1994. Ce rapport, qui pourrait s'intituler « États d'âme et état des lieux à l'Est », présenté vendredi 31 mars à Paris, par l'institut de marketing GfK, maître-d'œuvre de l'étude, démontre toutefois que l'optimisme des Albanais contraste avec la tendance générale, plutôt morose.

Même si les réponses négatives sont en baisse par rapport aux précédentes études menées depuis 1990, 30 % des habitants des pays de l'Est et

des pays baltes prévoient néanmoins une dégradation de leur situation en 1995. Cette « amélioration » s'explique en partie par le fait que les pays d'Europe centrale et orientale ont - pour la première fois - enregistré une croissance économique en 1994, à l'exception de la Bulgarie, où le taux d'insatisfaction (91 %) était le plus élevé avant les élections de décembre dernier, remportées par les socialistes (ex-communistes).

### UN STRESS « ENORME »

Parmi les anciens pays socialistes d'Europe, deux groupes ressortent, *grasso modo*, de cette étude. D'un côté, l'Albanie et la Roumanie, iadis les pays les plus pauvres et fermés, où respectivement 54 % et 40 % de la population estiment que la situation financière va s'améliorer en 1995 et où les partisans déclarés d'une économie de marché sont les plus nombreux (71 % et 67 %). De l'autre, en revanche, en Pologne et en Hongrie, les deux pionniers des réformes à l'Est, seuls 15 % des habitants

attendent une amélioration de leur revenus en 1995 et moins d'un quart d'entre eux pensent que la situation de leur pays est en voie d'amélioration. Du fait même de leur avance sur leurs voisins (l'agriculture polonaise a toujours résisté à la collectivisation totale et les premières mesures de libéralisation du commerce remontent à la fin des années 60 en Hongrie), « les attentes étaient plus fortes » dans ces pays, note Rudolf Bretschneider, le directeur autrichien de GfK.

Il n'y a qu'en Russie que tous les indicateurs sont au rouge : plus de deux tiers des Russes jugent de façon négative l'évolution du pays, l'économie de marché, la démocratisation, la situation des droits de l'homme et leur propre situation financière. De manière générale, remarque M. Bretschneider, « l'ensemble de ces sociétés subissent un stress énorme à tous les niveaux, car tout a changé en si peu de temps ».

Y.M.R.

“GRAND JURY”  
RTL-Le Monde

PIERRE  
MAUROY

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC  
DANIEL CARTON (LE MONDE)  
ET  
RICHARD ARZT (RTL)

DIMANCHE  
18 H 30

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9





## Après les récents attentats, les Japonais s'interrogent sur l'efficacité de leur police

Les autorités sont prises de court par de nouvelles formes de criminalité

La police japonaise a arrêté, vendredi 31 mars, deux membres de la secte Aum Shinri-kyo qui transportaient quarante boîtes de carton rem-

plies de produits chimiques, dont du sodium. Par ailleurs, un homme a été interpellé, samedi 1<sup>er</sup> avril, alors qu'il frappait à la vitre du véhicule

officiel du premier ministre Tomichil Murayama, immobilisé quelques instants à un feu rouge dans le centre de Tokyo.

**TOKYO**  
de notre correspondant  
L'agression dont a été victime, le 30 mars, le chef de la police nationale, M. Takagi Kunimatsu, accentue un sentiment d'insécurité latente dans la société japonaise. Cet attentat dont, pour l'instant, l'auteur et les motifs restent inconnus, place brutalement les Japonais devant des questions qu'ils avaient mal perçues.

La sécurité qui prévalait jusqu'à récemment dans ce pays n'a-t-elle pas conduit les autorités à sous-estimer des symptômes préoccupants d'évolution sociale ? Le Japon ne paie-t-il pas le prix d'une trop grande assurance dans sa stabilité qui s'est traduite par un laxisme en matière de prévention des atteintes à l'ordre public ? La police, qui a joué de la confiance et de la coopération de la population, ne paraît plus, depuis un ou deux ans au moins, à la hauteur de sa réputation d'efficacité : une vingtaine de cas d'agressions dont ont été victimes des hommes d'affaires n'ont pas été résolus. D'une manière générale, on note une diminution des cas de succès des enquêtes de la police par rapport au passé.

La loi antiterrorisme de 1992 a, en outre, rompu un équilibre entre la société et les hors-la-loi. Jusqu'alors, il existait de grands syndicats de crime, organisations parasitaires commettant des délits et se livrant à des activités illicites mais qui, par une sorte d'accord tacite, ne dépassaient pas un certain seuil de tolérance et en général ne s'attaquaient pas aux citoyens ordinaires.

La loi antiterrorisme, rendue nécessaire par la pénétration alarmante de la pègre dans les activités économiques légales à la faveur de la fièvre spéculative de la fin des années 80, a eu deux effets pervers : rompre les contacts des policiers avec le « milieu » et contribuer, en contraignant les grandes

bandes de truands à rentrer la tête, à faire émerger une petite criminalité non contrôlée. Dans les quartiers chauds de Tokyo ou d'Osaka est ainsi apparue une criminalité étrangère (essentiellement chinoise) dont les réseaux échappent largement à la police.

### MOYENS RENFORCÉS

Les moyens répressifs dont dispose la police ont été renforcés mais sont-ils suffisants pour faire face aux problèmes actuels, s'interroge le libéral quotidien *Asahi* ? Assurément, la police est bien informée des agissements des groupes extrémistes, de gauche comme de droite, ou de ceux d'organisations surveillées en vertu de critères datant de la guerre froide (communistes et nord-coréens). Mais est-ce de là désormais que peuvent venir des troubles ? La police paraît beaucoup plus démunie pour faire face à nouveaux groupes potentiellement dangereux, tels que des sectes.

Les découvertes faites dans les locaux de la secte Aum Shinri-kyo (qui a nié toute implication dans l'attentat du métro ou l'agression contre M. Kunimatsu) incitent à s'interroger : comment la police a-t-elle pu ignorer que cette secte détenait des substances potentiellement aussi dangereuses ? Pourquoi n'a-t-elle pas enquêté plus à fond sur des cas mystérieux d'enlèvement et de séquestration ainsi que sur l'agression au gaz dans la ville de Matsumoto qui fit sept morts en juin 1994 ? Les réticences de la police à agir, conséquence d'un respect excessif de la liberté de religion (*Le Monde* du 31 mars), relève dans le cas présent du coupable laxisme. « Le Japon ne doit pas devenir une société résignée qui accepte l'inefficacité de sa police », écrit *l'Asahi*.

Philippe Pons



## Le Conseil permanent de la francophonie est « renforcé »

A L'OCCASION du vingt-septième anniversaire de la création de l'Agence (francophone) de coopération culturelle et technique (ACCT), *Le Monde* du 19-20 mars, s'est tenue à Paris, jeudi 30 mars, une « conférence ministérielle » des pays appartenant à la francophonie. La principale décision prise au cours de cette réunion a été de conférer au président du Conseil permanent de la francophonie (CPF) – poste actuellement occupé par l'ancien chef de l'Etat béninois, Emile Derlin Zinsou – une « autorité politique sur les organes du mouvement de la francophonie et de faire de lui la voix officielle de la communauté francophone ». Jusqu'à présent, le président du CPF était seulement chargé de veiller à la préparation des sommets de chefs d'Etat ou de gouvernement.

Jacques Toubon s'est félicité, lors d'une conférence de presse, vendredi 31 mars, de ce « renforcement politique » de la francophonie, voulu de longue date par Paris mais que régnait à accepter l'autre principal commanditaire de l'ACCT, le Canada, dont un ressortissant, l'ancien jour-

naliste Jean-Louis Roy, est actuellement secrétaire général de l'Agence. Ottawa aurait préféré que fût attribué un rôle politique au secrétaire général de l'ACCT tandis que le ministre français de la culture et de la francophonie penchait plutôt en faveur de la création d'un « secrétariat général permanent de la francophonie » jouant un rôle essentiellement politique. On est finalement parvenu à un « compromis institutionnel », qui, d'après Jacques Toubon, sera « approfondi » au sommet des parlatot-français prévu à Cotonou (Bénin) début décembre.

Parmi les idées prêtées à M. Toubon pour l'avenir en matière de francophonie figure la création d'une unité armée spéciale chargée d'intervenir lors des conflits entre pays francophones ou à l'intérieur de ces pays, comme en ce moment au Burundi. Le ministre est également désireux d'élargir encore le cercle francophone, déjà passé en un quart de siècle de vingt à près de cinquante membres.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Ph. P.

## Tokyo annonce un programme limité de déréglementation

1 091 produits et 11 secteurs sont concernés

### TOKYO

de notre correspondant

Annoncé il y a deux ans comme un article de foi par les « réformistes » arrivés au pouvoir à la suite de la perte de la majorité par les libéraux démocrates, le programme de déréglementation destiné à ouvrir davantage le marché japonais aux produits étrangers, rendu public le 31 mars par le premier ministre Murayama, est loin de satisfaire les partenaires du Japon, à commencer par les Etats-Unis.

Le programme, qui porte sur les cinq prochaines années, concerne 1 091 produits et 11 secteurs industriels (tels que la distribution et les télécommunications). Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril, qui marque le début de l'année fiscale 1995. Bien qu'il comporte des échéances pour certains domaines, la plupart des me-

sures doivent être l'objet de négociations ultérieures avant leur mise en application. Les trois quarts de celles-ci sont néanmoins supposées entrer en vigueur au cours des deux prochaines années.

Sur le millier de mesures annoncées, 724 sont nouvelles. Les autres ont déjà été en application. Certaines sont supposées répondre aux demandes des partenaires du Japon (64 de la part des Américains et 46 des Européens). On relève parmi ces mesures le souci d'harmoniser les normes pour les produits industriels et agricoles en fonction des critères internationaux. Les sociétés étrangères de conseil en investissements pourront d'autre part entrer sur le marché des fonds de pension publics.

La question de la levée des restrictions sur les holdings, imposées par l'occupant américain en 1947 dans le cadre de sa politique d'abolition des conglomérats (*zaibatsu*), a été, en revanche, laissée en suspens en dépit des pressions des milieux d'affaires. De même, aucun progrès n'a été fait en ce qui concerne la réforme de la loi sur les grandes surfaces demandée par les gros détaillants et les Etats-Unis, sinon l'annonce d'une échéance (1999) pour une éventuelle révision. Aucune réforme n'a été introduite non plus en ce qui concerne le système de soutien des prix des produits agricoles, dont le coût retombe sur le consommateur.

Le quotidien *Nihon Keizai*, qui reflète les vues des milieux d'affaires, est particulièrement violent dans la critique de ce programme qui à ses yeux comporte « très peu de nouveautés » et « illustre l'absence de prise de conscience de l'urgence de restructurer l'économie nationale ».



# ROULEZ EN CABRIOLET SANS ÊTRE À DÉCOUVERT.

On croit rêver. On achète un Cabriolet Renault 19 Aria, peinture métallisée nacree bleu méthyl, jantes en alliage léger. On allume l'autoradio 4 x 6 W avec commande satellite sous le volant. On se prépare à savourer la motorisation 1.8i. On abaisse la capote bleu marine pour laisser entrer le soleil... Et là, on réalise que l'on n'est même pas à découvert. Bénéficiant d'une chance excep-

tionnelle, on s'est offert une série spéciale Aria à 104 900 F\*. Rien à faire, il n'y a pas l'ombre d'un courant d'air dans nos finances. \*Offre promotionnelle valable jusqu'au 30/04/95, réservée aux particuliers et non cumulable avec les autres offres promotionnelles en vigueur. A.M. 95. DIAC votre financement. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT présente Gif

## Cabriolet Renault 19 Aria. 104 900 F\*





**JUSTICE** La cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 31 mars, la liquidation judiciaire à titre personnel de Bernard Tapie, ordonnée par le tribunal de commerce le 14 dé-

cembre. ● L'INÉLIGIBILITÉ du député et homme d'affaires, conséquence de sa déconfiture financière, n'est donc pas remise en cause. M. Tapie a annoncé son intention de former un

pouvoir en cassation, mais reste dans l'impossibilité de briguer de nouveaux mandats. ● LA DÉCHÉANCE de ses mandats actuels (député et conseiller général des

Bouches-du-Rhône, député européen) peut désormais être engagée par la chancellerie ou par le bureau de l'Assemblée nationale, via le Conseil constitutionnel. ● LA DETTE

de M. Tapie et de ses sociétés - envers le Crédit lyonnais et le Trésor, pour l'essentiel - est estimée par la cour d'appel à plus de 1,5 milliard de francs.

## La cour d'appel de Paris bloque la carrière politique de Bernard Tapie

La chancellerie hésite à engager la procédure de déchéance du député des Bouches-du-Rhône tant que ses voies de recours ne sont pas épuisées. Son inéligibilité à de nouveaux mandats semble, en revanche, acquise

LES JURISTES n'ont pas fini de se pencher sur le cas Tapie. La décision rendue, vendredi 31 mars par la 3<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris, si elle constate sans ambiguïté la déconfiture de ce que l'on n'ose plus guère appeler le « groupe Tapie », n'en ouvre pas moins un nouveau débat : député des Bouches-du-Rhône, conseiller général du même département et député européen, Bernard Tapie doit-il ou non être d'ores et déjà déchu de tous ses mandats aux termes de l'arrêt de la cour d'appel, et ce sans attendre l'épuisement de toutes les voies de recours possibles ? Moins de deux heures après le prononcé de cette décision, l'intéressé a annoncé qu'il entendait saisir la Cour de cassation afin d'en obtenir l'invalidation, estimant que, dès lors, « il n'y a pas péril, tant sur le plan commercial que sur le plan électoral ».

En confirmant la mise en liquidation personnelle de l'ancien président de l'OM, prononcée par le tribunal de commerce de Paris le 14 décembre (Le Monde du 16 décembre 1994), les magistrats ont confirmé aussi son « incapacité d'exercer une fonction publique élective » pour une durée de cinq ans, puisque telle est la lettre de la loi du 25 janvier 1985 sur les entreprises en difficulté. Dans son arrêt,

la cour d'appel indique que « l'inéligibilité prévue par ce texte (...) s'applique de plein droit, sans que le juge ait à la prononcer ». Aux termes de cette décision, M. Tapie ne peut donc plus briguer aucun nouveau mandat, à commencer par celui de maire de Marseille.

Reste la question des mandats en cours, d'autant plus capitale pour M. Tapie que la politique est devenue son unique moyen de subsistance, pour ne pas dire d'existence. Qualifiée de « complexe » par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, cette équation a requis les compétences des experts de la chancellerie et de Matignon : la direction des affaires civiles du ministère de la justice et le secrétariat général du gouvernement, qui fait office de « conseiller juridique du premier ministre », ont été sollicités depuis plusieurs semaines, sans être apparemment parvenus à une position tranchée. « Incapable » d'exercer ses mandats, M. Tapie s'en trouve virtuellement déchu.

Encore faut-il, pour qu'elle soit effective, que cette déchéance soit constatée par le Conseil constitutionnel, puis que celui-ci en avise les différentes assemblées dont est membre l'élu désigné. Dans ce domaine, l'initiative de transmettre le dossier au Conseil constitutionnel appartient à la chancellerie ou au



bureau de l'Assemblée nationale. Or, les députés sont restés bien silencieux sur la conduite à tenir à l'égard de leur collègue des Bouches-du-Rhône. La chancellerie, elle, faisait savoir vendredi soir qu'aucune décision n'est à attendre avant plusieurs jours.

Sans doute peu optimiste sur le contenu de la décision de la cour d'appel, M. Tapie avait préventive-

ment écrit à M. Balladur, le 14 mars, pour lui demander « que soit sursis à l'engagement de toute procédure tendant à faire constater son inéligibilité, tant qu'il n'aura pas été statué définitivement sur son cas par les juridictions saisies ». Ce faisant, le député entreprenait une confusion entre inéligibilité et déchéance, c'est-à-dire entre mandats actuels et mandats éventuels... Or il semble

aller de soi, après l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, que M. Tapie ne pourra pas se présenter à la prochaine élection à venir, en dépit du pouvoir en cassation qu'il compte former.

Cette interprétation semble nettement prévaloir à la chancellerie comme à Matignon et comme chez M. Tapie lui-même, puisque celui-ci, interrogé vendredi soir sur France 3, a déjà confié que s'il n'avait pas « la certitude de pouvoir exercer la fonction une fois élu », il renoncerait à présenter sa candidature à la mairie de Marseille.

### ÉVITER L'ACHARNEMENT

Seule se pose encore, donc, la question de la déchéance. M. Tapie ayant, pour sa défense, fait valoir qu'en matière pénale, « aucune condamnation ne peut entraîner la déchéance automatique des droits civiques », la cour d'appel a donné, dans son arrêt, une réponse en forme de leçon de droit, en précisant qu'« une mesure de liquidation judiciaire [n'a] pas, à l'évidence, la nature d'une sanction pénale ». Pour autant, les juristes de la chancellerie n'excluent pas d'appliquer au député-homme d'affaires la même pratique qu'en matière pénale, sur la base de l'examen de quatre précédents - des conseillers municipaux et généraux déchus de

leurs mandats après épuisement des voies de recours. Une exception pourrait ainsi être consentie au principe de l'exécution provisoire des décisions de justice en matière commerciale, tant il est vrai que lorsqu'il s'agit du « cas Tapie », la chancellerie ne cache pas avoir le souci de ne pas donner l'impression d'un « acharnement ».

Ainsi M. Tapie pouvait-il, vendredi soir, quelques heures après la publication d'une décision de justice dont les attendus sont accablants sur la situation financière de son groupe (lire ci-dessous), continuer à parler sur son propre avenir. Sans avoir peut-être mesuré ce risque supplémentaire : au terme du processus judiciaire, si la Cour de cassation devait à son tour confirmer sa liquidation judiciaire personnelle, le député-homme d'affaires serait définitivement considéré comme déchu de ses mandats... à compter du 14 décembre 1994, date à laquelle la décision initiale fut rendue par le tribunal de commerce. Ayant entre-temps perçu les indemnités liées à l'exercice de ces mandats, il pourrait alors être conduit à en rembourser le montant, ajoutant ainsi une nouvelle dette aux précédentes.

Hervé Gattegno

## Jacques Mellick, héros du mensonge

### BÉTHUNE

de notre envoyé spécial

A Béthune, les soirs de haine, les brailards sortent de l'ombre. Peu importe qu'ils soient tout au plus une cinquantaine, minoritaires dans une cité plutôt calme : l'essentiel est qu'ils aient de la voix et du vocabulaire, manière de faire bonne mesure sous l'œil gourmand des caméras. Vendredi 31 mars, à l'heure de l'apéro du soir, ils étaient là, massés devant le palais de justice comme autant de corbeaux à l'entrée du champ. Ils guettaient la sortie de Jacques Mellick, leur maire, « Monsieur le maire », jugé sur ses terres pour subornation de témoin à l'encontre de son ancienne attachée parlementaire, Corinne Krajewski, dans le cadre de l'affaire VA-OM (Le Monde daté 19-20 mars).

Au terme d'une audience de six heures, c'est justement cette jeune femme qui descendit la première les marches du palais. La clique des forts en queue se mit à beugler vengeance : « Connasse ! Connasse ! », puis, après ses premières larmes, « Salope ! Salope ! ». Comme elle était ralentie par les photographes, il était temps de lancer l'offensive finale. Un retraité : « Tu n'es même pas une socialiste ! » Un moustachu en survêtement : « Pétoise, tu es la honte de Béthune ! » Une jeune maman, un enfant dans les bras : « Va te faire foutre ! »

Descendit alors Jacques Mellick, seigneur en son fief, buste droit et regard fier. Ses fidèles acclamaient leur héros du mensonge : « Mellick ! Mellick ! », accablant sa chute en donnant à cette sortie des allures pathétiques, entre fin de règne et fin de ripaille ? Il est vrai que la ville savait à quoi s'en tenir : une heure

plus tôt, le procureur de la République, Christian Roussel, avait requis contre lui une « longue peine » de prison avec sursis (le maximum prévu par la loi en matière de subornation de témoin étant de cinq ans) et, surtout, l'inéligibilité pour une période de deux ans.

Béthune risque donc de perdre son maire, coupable d'avoir voulu servir d'alibi à Bernard Tapie. Le tribunal, dont le jugement sera rendu le 14 avril, devra dire si, à l'approche de sa déposition à Valenciennes, Jacques Mellick a exercé des pressions sur Corinne Krajewski, également citée comme témoin dans le dossier VA-OM. Il lui aurait en effet demandé de persister dans le mensonge en affirmant qu'elle se trouvait bien avec lui à Paris, le 17 juin 1993, chez M. Tapie. Il aurait aussi évoqué le travail de son épouse à la mairie de Béthune et insisté sur le fait que, en cas de témoignage contraire au sien, elle porterait la responsabilité de la défaite des socialistes aux prochaines élections.

### « JE N'AI NI TUE, NI VOLÉ, NI TRICHÉ »

Si le député (PS) du Pas-de-Calais admet avoir fourni un faux témoignage à la justice en prétendant qu'il était avec M. Tapie le 17 juin 1993, s'il reconnaît avoir rencontré son ancienne collaboratrice à deux reprises le 16 mars, veille de leurs dépositions, il ne voit pas de quel côté de la balance il se situe. Mais il paraît, devant le tribunal de sa ville, avec un tel retard de crédibilité, qu'il a dû adopter un profil bas. Oublié, donc, le Mellick « révolutionnaire ». C'est un maire, le leur, que les magistrats ont découvert. Un élu pensait, soucieux de donner une autre image de sa personne. Il fallait avoir vé-

cu la folle matinée valencienne du 17 mars pour prendre la mesure du changement de ton et d'attitude.

Dans une salle d'audience à la sonorisation défectueuse, des employés ou des anciens employés de la mairie vinrent s'exprimer en faveur de M. Mellick, contre la thèse soutenue par M<sup>me</sup> Krajewski. M<sup>me</sup> Dupond-Moretti, avocat de la jeune femme après avoir été celui de Jacques Glassmann, le joueur grâce auquel l'affaire VA-OM a été révélée, put ironiser sur « l'équipe très soudée » de la mairie.

M. Mellick, deux fois, dix fois, a répété qu'il n'avait « jamais exercé de chantage à l'emploi », thème sensible dans cette région de chômage, qu'il avait « toujours protégé » ses collaborateurs, qualité appréciée sur ces terres solidaires. « Je n'ai ni volé, ni triché », martela-t-il enfin : ce qui n'a pas empêché le procureur Roussel de rejeter l'explication du mensonge initial (M. Mellick prétendait qu'il avait voulu aider M. Tapie pour sauver l'entreprise Testut, implantée à Béthune).

Le simple examen des faits le plaçait en réalité dans une position périlleuse. En rappelant le « contexte » d'une affaire qu'il avait lui-même vécue en tant qu'avocat de Jacques Glassmann, M<sup>me</sup> Dupond-Moretti livra d'ailleurs au tribunal une tout autre image de ce vote béthunois du scandale VA-OM. Pareille mise au point paraissait effectivement judicieuse tant le décalage semblait flagrant entre Valenciennes et Béthune, où régnait une forme de « loi du silence ». Sauf pour les brailards, bien sûr.

Philippe Broussard

## Plus de 1 553 770 000 francs de passif

EN CONFIRMANT la mise en liquidation judiciaire de Bernard Tapie, la cour d'appel de Paris a prononcé le plus sévère des réquisitoires contre la gestion du député et homme d'affaires. Les cinq années du 31 mars tirent un trait sur son aventure financière, au terme de laquelle les magistrats chiffrent le « passif global connu » à 1 553 773 272 francs au moins, « sous réserve des déclarations de créances à venir ». Ainsi établissent-ils l'« incapacité » de M. Tapie à faire face à ce passif global.

De fait, les magistrats relèvent que « l'ensemble des actifs immobiliers et mobiliers, tant des sociétés concernées que des époux Tapie, pourrait difficilement être réalisé pour plus de 500 millions de francs, soit le tiers du passif à apurer ». Au passage, ils signalent que M. Tapie « fait état d'un patrimoine personnel, notamment mobilier, qui aurait été évalué jusqu'à 400 millions de francs et qu'il mentionne, selon ses diverses conclusions, pour 150 millions ou pour au moins 200 millions, alors que sa valeur d'acquisition se situait de 52 millions environ ».

La Financière et Immobilière Bernard Tapie (FIBT), propriétaire de son hôtel particulier parisien et du Phocée, présenterait un passif d'environ 387 millions de francs ;

la société Bernard Tapie Gestion (BT Gestion), petite structure de conseil en entreprises, affiche une dette de 24 millions de francs ; la société Groupe Bernard Tapie (GBT), qui contrôle les derniers actifs industriels - Testut, Terrailon, La Vie Claire - via le holding Bernard Tapie Finance (BTF), présente un solide débiteur de plus de 690 millions de francs.

### « LOGIQUE LIQUIDATIVE »

De cette jungle de sigles et de dettes, les magistrats de la cour d'appel ont extrait quelques certitudes, fondées sur les constatations des liquidateurs désignés par le tribunal de commerce. Les plans de redressement proposés par le député et homme d'affaires sont à ce point considérés comme peu crédibles que les magistrats évoquent, à propos de la déconfiture de GBT, la « logique liquidative » de M. Tapie. La cour note toutefois que la liquidation de cette dernière société « ne peut en aucune manière compromettre les chances de redressement de BTF » - c'est-à-dire des entreprises industrielles avec leurs salariés -, mais c'est pour mieux répondre à un argument de M. Tapie : le tribunal de commerce ayant reconnu à BTF une chance de se redresser, le député et homme d'affaires invoquait « l'imbrication » de ses différentes sociétés pour accorder cette chance à l'ensemble de son groupe, donc à lui-même.

Aux termes de la décision du 31 mars, qui entraîne la liquidation judiciaire de FIBT, GBT et BT Gestion, M. Tapie se trouve, en sa qualité d'associé desdites sociétés, entraîné dans leur chute et à son tour en liquidation judiciaire. En revanche, la responsabilité de M. et M<sup>me</sup> Tapie au tant que « commerçants » - en l'occurrence marchands de biens, au travers de leurs sociétés patrimoniales - visée le 14 décembre par le tribunal de commerce pour les placer une seconde fois en liquidation, a été dégagee.

Dès vendredi soir, M. Tapie s'est employé à convertir ce petit succès de forme en victoire, déclarant qu'il n'était plus victime que d'un « effet mécanique » et qu'il suffirait de redresser ses sociétés pour que cet effet soit annulé. On l'aura compris, les conclusions de la cour d'appel de Paris ne sont pas aussi optimistes.

P. R. D.

H. G.



« La qualité partout pour tous ! Avec des horaires et diplômes nationaux. »

COLLÈGES

LYCÉES

SNES/FSU

Syndicat national des enseignants de second degré

## M. Hory retire sa candidature à l'élection présidentielle

UNE HEURE tout juste sépare l'annonce de la confirmation de la mise en liquidation judiciaire de Bernard Tapie par la cour d'appel de Paris, de celle du retrait de la candidature à l'élection présidentielle de Jean-François Hory. Le rideau est tombé en même temps, vendredi 31 mars, sur le tandem victorieux des élections européennes.

Dans un communiqué rendu public en milieu d'après-midi, M. Hory indique qu'il a décidé de se retirer parce que « la gauche française court le risque de ne pas figurer au second tour de l'élection présidentielle » et qu'il refuse d'« en porter la responsabilité ». Le candidat de Radical se dit également « très déterminé à faire barrage à la droite et éviter à notre pays un choix entre le conservatisme agité et le conservatisme compassé » et affirme que son mouvement « prendra toute sa part dans l'effort de rassemblement

des citoyens de gauche ». Quelles que soient les explications officielles données à ce renoncement et les accusations lancées contre l'ostracisme des médias, la décision de vendredi est d'abord la sanction de l'échec d'une stratégie et d'un candidat.

Cinq semaines après son entrée en campagne, M. Hory n'était pas parvenu à donner de la crédibilité à sa candidature, créditée de 0,5 % à 1 % d'intentions de vote dans les sondages.

A la suite des réserves exprimées, dès le début, par un certain nombre de personnalités de Radical favorables à Lionel Jospin, puis le lâchage, décisif, de Bernard Tapie, les défections s'étaient multipliées à l'intérieur du parti, rendant même difficile la réunion des cinq cents signatures nécessaires au dépôt de la candidature. Quant aux nouvelles recrues de Radical, attirées par le succès de juin 1994, elles ne sont pas montrées plus fi-

dèles : après Noël Mamère et André Salmon, ce fut au tour d'Antoinette Fouque d'abandonner le compagnonnage avec Radical au profit de M. Jospin.

Après avoir entraîné son parti dans l'aventure Tapie, M. Hory le laisse aussi exsangue qu'en 1993. Il a revendiqué sa « part de responsabilité personnelle » dans l'échec et annoncé que Radical se prononcera, lors de la réunion de son conseil fédéral, le 5 avril, sur « l'évaluation » de sa tentative de candidature.

Un communiqué diffusé tardivement, vendredi, précise toutefois que M. Hory reprend « dès ce soir la présidence effective de Radical », qu'il avait abandonnée à Jean-Michel Baylet pour la durée de la campagne. M. Baylet, comme Michel Crépeau, s'est félicité de la « décision sage » prise par M. Hory.

صبراً من الامل

6  
3  
3

338  
315  
53

## Philippe Séguin prend date auprès de Jacques Chirac

« Pense à ce peuple !... »

**ÉPINAL.** Jacques Chirac s'est-il trouvé un modèle ? Après avoir rendu visite, dans l'après-midi, à quelques-uns des nombreux sites sportifs ou culturels qui accueillent les élèves des écoles à horaires aménagés, le maire de Paris a rendu un hommage appuyé, vendredi 31 mars, à son collègue d'Épinal, Philippe Séguin. « Ici, à Épinal, les esprits républicains dominent. Voilà l'image de la cité que l'on aimerait construire pour notre pays. Voilà un bel exemple pour bâtir une France pour tous », a-t-il affirmé.

A l'occasion de ce déplacement dans les Vosges, département dont tous les parlementaires RPR, à l'exception du président de l'Assemblée nationale, ont donné leur préférence à Edouard Balladur, M. Chirac a surtout rencontré des enfants, au bord d'un tamarin ou d'une piscine, au bas d'un mur d'escalade, dans un gymnase et dans les serres municipales. Il a pu constater que le nombre des journalistes qui suivent ses déplacements ne cesse de grandir. Des confères de la presse étrangère, quelques éditeurs et un conseiller diplomatique britannique étaient de la partie à Épinal. « Si je suis élu... », s'est risqué à dire, « avec beaucoup de réserve », le candidat, pour annoncer devant trois ou quatre mille personnes que, dans cette hypothèse, il adressera un message aux deux Assemblées afin de les inviter « à légiférer outremer et à dépenser outremer ».

**LES GUIGNOLS DE L'INFO.** Fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est imposée depuis de longs mois, l'ancien président du RPR, s'en tient à un discours austère, sobre, à Épinal, sur les institutions, « quitte à laisser un peu ses auditeurs, lesquels attendent en vain quelques bons mots. Tout au contraire, M. Chirac a gommé de son discours écrit, vendredi, l'unique allusion à ceux qui l'accusent de démagogie

et qui « le soir, sur les estrades, sèment à tous vents ». Il est vrai qu'en matière de polémique électorale, M. Séguin avait auparavant rempli son office en provoquant les boîtes du public à la seule évocation de « l'actuel premier ministre ». Allant jusqu'à imiter la marionnette de Nicolas Sarkozy dans « Les Guignols de l'Info » - « Pour-quoi ? Eh ! bien, je vais vous le dire » -, le président de l'Assemblée nationale a répliqué aux accusations selon lesquelles M. Chirac serait un « professionnel de la politique ». « Si l'on veut dire par là, a-t-il déclaré, qu'il considère sa charge d'élu comme une exigence et une responsabilité noble pour lui consacrer tout son temps, alors, je veux bien convenir que ce n'est pas donné à tout le monde. » M. Séguin a ajouté : « La façon dont certains s'y prennent pour "faire peuple" suffit à démontrer combien ils sont loin du peuple. » Le maire d'Épinal a carrément accusé, sans le nommer, le premier ministre de mensonge : « On nous ment quand on dit que la France va mieux. »

M. Séguin a pris date pour l'avenir en affirmant : « Le président, s'il veut être celui de tous les Français, doit attirer sur son nom bien ou du moins de ce qui était sa famille d'origine. La majorité présidentielle de demain n'a donc pas vocation à rester forcément contenue dans les limites de la majorité parlementaire. » S'autorisant pour « une dernière occasion » à tutoyer M. Chirac, le président de l'Assemblée nationale a lourdement insisté sur ce conseil en forme de mise en garde : « Cher Jacques Chirac, demain, si, comme je l'espère, tu gagnes cette élection, ne te laisse pas voler ton message ! Ne te laisse pas voler la victoire ! N'oublie pas le pacte républicain !... Pense à ce peuple, qui est de droite, tout autant qu'il est de gauche !... Pense à ce peuple qui ne veut pas se démobiler un soir de mai ! »

« C'est un propos que je n'oublierai pas », a répondu M. Chirac.

Jean-Louis Saux

## Le maire de Paris promet de renouveler le personnel politique

LES FRANÇAIS seront sans doute privés du débat télévisé triangulaire - Edouard Balladur, Jacques Chirac, Lionel Jospin - que plus d'une chaîne rêve d'organiser. Le premier ministre-candidat et le candidat socialiste réclament cette joute, mais le maire de Paris ne veut pas en entendre parler (lire ci-contre). Faute de face-à-face, les électeurs ont droit, jour après jour, à un débat à distance dans lequel les petites phrases, décriées mais prises, sont autant de messages, sinon de « missiles », envoyés au concurrent.

Ainsi, lors de son passage à l'émission « La Marche du siècle » sur France 3, le 29 mars, M. Chirac a décoché un propos qui n'avait rien d'improvisé sur le thème des « équipes nouvelles » qui dirigeraient le pays dans l'hypothèse de sa victoire à l'élection présidentielle. « Il ne pourrait être question (...) de prendre les mêmes et de recommencer », a glissé l'ancien président du RPR. Le même soir, Alain Juppé, président par intérim du mouvement néogaulliste, en déplacement à Angoulême, déclarait que « le temps est venu d'une nouvelle génération de responsables gouvernementaux ». Afin que le message soit parfaitement perçu, Jean-Louis Déché, premier secrétaire général adjoint du RPR, soulignait le trait, le lendemain, à Montauban. « S'il est élu, Jacques Chirac fera appel à des femmes et des hommes neufs pour conduire le changement », insistait le porte-parole du parti.

Ce tir groupé répondait, en premier lieu, à la dénonciation par M. Balladur, le samedi précédent, des « hommes du passé » qui, selon l'expression du général de Gaulle, « font leur petite cuisine sur leurs petits réchauds » (Le Monde du 28 mars). Le propos visait, en poin-

tilé, M. Chirac, mais il avait également une autre portée car, depuis un moment, le maire de Paris, conforté par son comité politique (Alain Juppé, Philippe Séguin, Alain Madelin), ne veut pas laisser s'insinuer un doute ou un malentendu au sujet du « rassemblement » auquel il aspire et du « changement » qu'il préconise.

**PAS DE PASSE-DROITS.** Selon son entourage, le rassemblement doit concerner les Français, et non pas les « cénacles parisiens » ni le « microcosme », pour reprendre un mot de Raymond Barre. De même le changement doit se faire avec des têtes nouvelles, celles, en particulier, de ceux qui entourent M. Chirac depuis le début de son combat.

En clair, les ralliés sont certes les bienvenus, mais ils ne peuvent miser sur des passe-droits. Ceux qui, comme Charles Pasqua, vantent le bon choix et la réussite de la campagne de M. Chirac (Le Monde du 21 mars) ou qui, comme Simone Veil, s'inclinent prestement dans l'opération de sondage de la majorité si M. Balladur ne figure pas au second tour (Le Monde du 17 mars) ne doivent se faire aucune illusion. Il en va de même pour tous les autres ministres qui, dans leur grande majorité, se sont rangés derrière le premier d'entre eux.

Tel est le message. Et, pour ajouter à sa clarté, un proche du ministre des affaires étrangères ajoute que « M. Juppé est moins gêné de siéger, au gouvernement, à côté de M. Balladur qu'à côté de M. Pasqua ». Eliu chef de l'Etat, M. Chirac ferait donc « monter » la jeune classe - les nouveaux députés de mars 1993 - aux postes de commande de la République.

Olivier Biffaud

## Edouard Balladur multiplie les promesses en faveur des personnes âgées

Le premier ministre s'avance à son tour sur le terrain « social »

Les personnes âgées et les veuves ont été, vendredi 31 mars, l'objet des attentions d'Edouard Balladur, qui a envisagé une revalorisation des

retraites en 1996 et une augmentation du taux de réversion des pensions au conjoint survivant. Le premier ministre refuse, par ailleurs, toute

mise en cause du SMIC, car il estime qu'une « dérégulation à l'américaine » aurait des conséquences nuisibles en France.

**LE PREMIER MINISTRE-CANDIDAT** a-t-il compris que sa victoire ou son échec dans la course à l'Elysée se jouent en grande partie sur le terrain social ? A entendre les déclarations qu'il a faites depuis quelque temps, une évidence s'impose : tout en mettant les Français en garde contre les « faiseurs de miracles », il se soumet chaque jour davantage aux lois de toute campagne électorale, qui veulent que les candidats multiplient les promesses.

Edouard Balladur a d'abord infléchi sa position sur les salaires pour rester dans la course au « mieux-disant » social, que Jacques Chirac mène en tête depuis le début de la campagne. Il cultive, maintenant, l'électorat des personnes âgées, qui lui est

resté jusqu'à présent fidèle (31 % des plus de soixante-cinq ans se disent prêts à voter pour lui au premier tour, selon un récent sondage de Louis-Harris pour l'Information).

M. Balladur les a mises à l'honneur, vendredi 31 mars, lors de l'inauguration de la maison de retraite de l'hôpital de Poitouise (Val-d'Oise). « Avec le retour à l'équilibre des comptes de l'assurance-vieillesse [elle sera quand même déficitaire de 27 milliards de francs sur 1994-1995], les retraités pourront participer aux fruits de la croissance, pour la première fois, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, a-t-il annoncé, mais la priorité doit être accordée à la revalorisation des pensions modestes. »

M. Balladur entend que l'allocation

tion-dépendance, expérimentée dans douze départements, soit, à la fois, « suffisante pour couvrir le coût de la dépendance et versée à domicile comme en établissement, pour offrir le libre choix ». Le candidat laisse entendre que le montant de l'allocation expérimentale actuelle (4 300 francs par mois sous condition de ressources) pourrait être relevé ; il confirme qu'elle ne devra pas être réservée aux seules personnes âgées restant à leur domicile ; comme certains conseils généraux en ont décidé pour l'allocation compensatrice existante.

M. Balladur s'est engagé, aussi, à porter le taux de la pension de réversion des veuves à 60 % dès l'an prochain (54 % actuellement) et à veiller « à ce que les conditions

de versement de l'allocation-veuve soient réexaminées et que les plafonds de ressources, ainsi que les plafonds de cumul des droits, soient révisés afin d'être fixés à un niveau juste et équitable ».

**« DU CAS PAR CAS »**

Ces promesses d'empêchent pas le premier ministre de peaufiner l'image d'un candidat faisant du social dans la quinzaine. « Il faut se garder de s'engager dans la voie d'une dérégulation du travail à l'américaine, a-t-il déclaré, vendredi, dans un entretien accordé à l'Agence France-Presse. Jamais je n'ai voulu, si peu que ce soit, mettre en cause le SMIC et je ne le mettrai pas en cause. Il ne faut pas, sous prétexte qu'il faut lutter pour l'emploi, détruire toutes les protections sociales. »

M. Balladur juge que l'assouplissement des règles inscrites dans la loi quinquennale sur l'emploi est « suffisant pour un fonctionnement souple de l'économie ». Il affiche la même modération sur la réduction du temps de travail, estimant que « s'il y a mesure d'ajustement et générale, cela créera du chômage », et qu'il vaut mieux faire du « cas par cas par la négociation contractuelle ». Enfin, il se montre très prudent sur les fonds de pension et se démarque une nouvelle fois de M. Chirac en réaffirmant que les dépenses de santé ne doivent pas augmenter plus vite que la richesse nationale.

Pascal Robert-Diard

Jean-Michel Bezat

## « Il nous reste cinq semaines »

**BORDEAUX.** de notre envoyé spécial. Une semaine jour pour jour après Jacques Chirac, le candidat Edouard Balladur a fait, lui aussi, vendredi 31 mars, le déplacement à Bordeaux. Cette journée était placée sous le signe de la politique sociale. Devant près de quatre mille personnes, M. Balladur a vivement rétorqué au président de la République, qui, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Mutuelle de la fonction publique, mercredi 29 mars, était intervenu sur le sujet. « Une voix auguste a cru

bon de me faire la leçon sur les acquis sociaux, a relevé M. Balladur. S'agissant de protection sociale, d'assurance-vieillesse ou de retraite, je n'ai de leçons à recevoir de personne. »

A l'adresse de Jacques Chirac, M. Balladur a réaffirmé son souci de mener une campagne de « vérité » et de « lucidité ». « C'est parce que je respecte les Français que je ne veux pas leur vendre du vent », a-t-il déclaré. Il s'est montré optimiste sur l'issue de la campagne, en affirmant : « Il nous reste cinq semaines, puisque le second tour est le 7 mai. » Auparavant, François Bayrou avait

défendu le bilan du gouvernement en déclarant : « Si vous n'êtes pas candidat, votre politique aurait toutes les vertus. »

Contrairement à son adversaire RPR, M. Balladur n'avait eu droit qu'à une visite privée d'un quart d'heure dans le bureau du maire de la ville, Jacques Chaban-Delmas, qui a pris position en faveur de M. Chirac. M. Balladur affirmait que le maire « avait exprimé le souhait » de le rencontrer, ce que l'entourage de M. Chaban-Delmas démentait.

## Trois fois deux, une fois six

**Y AURA-T-IL**, oui ou non, un débat télévisé entre les principaux candidats, ayant le 23 avril, premier tour de l'élection présidentielle ? Depuis quinze jours, TF1 et France 2 rivalisent de propositions, affînées et peaufinées, qui viennent s'em- plir sur les bureaux des états-majors de campagne. Pour tenter de séduire les futurs bretteurs, toutes les figures géométriques ont été essayées par les deux chaînes : « trois fois deux » (Balladur-Chirac, Chirac-Jospin, Balladur-Jospin), « une fois trois », Jeudi 30 mars, TF1, dans une ultime tentative, a même tenté le « une fois six ». Dans la masse, se dit-on à TF1, l'absence de Jacques Chirac se verra moins.

C'est, en effet, le nœud du débat de Paris qui oblige à toutes ces contorsions. A la fin janvier, alors qu'il connaissait l'infortune des sondages, Jacques Chirac réclamait un face-à-face télévisé avec le premier ministre-candidat. « Il est tout à fait essentiel que les Français comprennent qu'il ne s'agit pas d'une querelle de personnes », expliquait-il à l'époque. Edouard Balladur avait alors décliné l'invitation. Aujourd'hui, M. Chirac veut parler le moins possible et n'entend donc pas se perdre dans un débat télévisé. « Il y a six mois, nous avons été vertement renvoyés dans nos cardes sur deux arguments, explique-t-on au QG chiracien : d'abord, on ne débat pas dans son propre camp ; ensuite, il n'y a pas de raison de ne pas inviter les autres candidats. On imagine assez, en outre, ce que pourrait donner aujourd'hui une querelle à deux sous l'œil goguenard d'un Lionel Jospin assis à la même table... »

Aujourd'hui en position de challenger, le chef du gouvernement déploie ses dernières forces pour organiser cette rencontre. Le premier ministre-candidat a confirmé qu'il est d'accord pour un « débat à trois ». Par lettre du 29 mars, rendue publique le lendemain, il en a même informé le candidat so-

cialiste, Lionel Jospin. Le 30 mars, Daniel Vaillant, directeur de campagne de M. Jospin, a confirmé oralement à Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France-Télévision, qu'il est d'accord pour un débat à trois. L'état-major du candidat socialiste pourrait même envisager un débat entre Lionel Jospin et les deux candidats RPR à tour de rôle.

Entre-temps, Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF1, a lancé l'idée d'un « grand débat à six ». Il l'a fait savoir par lettre, le 30 mars, aux intéressés : Edouard Balladur, Lionel Jospin, Jacques Chirac, Robert Hue, Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers. Il espère au moins cinq réponses positives. « Mais attention ! Ce sera la dernière tournée », souffle Gérard Carreyrou. Vendredi 31 mars, à 20 heures, seuls Robert Hue et Jean-Marie Le Pen avaient répondu positivement à cette offre de la dernière chance. TF1 a fixé aux candidats le lundi 3 avril comme date limite.

Arlane Chemin



# 8H15

## LE CRIBLE

NORBERT RALIT - GERARD SAINT-PAUL

ILS PASSENT LEUR INVITÉ AU CRIBLE POUR

# NE RIEN LAISSER PASSER

Pour connaître la liste des fréquences, appez 36.15 RMC







UNE DIPLOMATIE EN QUÊTE D'INFLUENCE

## La construction européenne est restée au cœur de la politique étrangère

La fin de la guerre froide a modifié le jeu de la France

**R**ÉCEMMENT, un chercheur américain du Centre d'études stratégiques de Washington interrogeait :

« Est-ce que la France compte encore ? » Sur une scène internationale de plus en plus mondialisée, un pays qui représente moins de 1 % de la population du globe et 0,5 % de ses terres immergées compte-t-il encore ?

La guerre froide enterrée, avec l'écroulement de l'URSS, de quel poids diplomatique pèse une nation qui s'était fait une spécialité de vouloir jeter des ponts entre l'Est et l'Ouest ? Un pays qui voulait, de temps à autre, faire croire qu'il n'appartenait pas tout à fait au bloc occidental ou s'efforçait, à tout le moins, d'y occuper une position originale afin d'empêcher que les affaires de la planète ne soient réglées par un condominium américano-soviétique ? Un pays qui avait appris à faire entendre sa voix, à manifester « sa différence », dans un système bipolaire qui n'existait plus ?

La question du chercheur américain Steven Philip Kramer (CSIS, « Does France Still Count ? », *The Washington Papers*, n° 164) peut encore se formuler ainsi : la France a-t-elle toujours les moyens d'une « diplomatie gauloise » ?

En gros, les années Mitterrand ont assuré la continuité de cette ambition française, celle de « compter » sur une scène internationale marquée par la présence des deux Supergrands. On s'est permis d'afficher, au moins au niveau rhétorique, un côté volontiers lyrico-liers-mondiste (c'est le discours de Mexico) de nature à manifester notre indépendance au sein du camp occidental.

On a présenté, en revanche, un profil d'allié fidèle des États-Unis lorsqu'il s'agissait de crise des euro-missiles de faire pièce aux tentatives d'intimidation des Soviétiques en Europe. En bonne tradition gaulliste, on est resté dans l'Alliance atlantique sans en rejoindre la structure militaire intégrée. Ou si on l'a, ces derniers mois, un peu réintégré, ce fut sans le dire.

On a voulu maintenir une zone d'influence privilégiée au Maghreb, avec de piètres résultats pour empêcher l'évolution que l'on sait en Algérie. On s'est efforcé de conserver un réseau d'influences en Afrique francophone où la France entretient des liens anciens, et souvent douteux, avec des régimes de plus en plus contestés (le courage des soldats français qui ont participé à l'opération Turquoise n'efface pas le drame du Rwanda).

A la table des Grands, on a préservé cette petite « différence » qui a permis à Paris de dire tout haut aux États-Unis des choses que bien d'autres membres de l'Alliance pensaient tout bas et de faire beaucoup de bruit sur la question des dissidents soviétiques là ou d'autres Européens (l'Allemagne, notamment) étaient plus silencieux.

Dans l'espace laissé par la

France s'efforce de conserver un certain poids sur la scène internationale. Après avoir tiré profit de la division de l'Europe, sa diplomatie doit faire entendre sa

voix dans un monde plus complexe et chaotique que celui de la guerre froide, où l'influence d'un pays ne se mesure plus seulement en termes politiques et militaires.

confrontation entre les États-Unis et l'URSS, dans une Europe marquée par la division de l'Allemagne, la France a fait entendre sa voix sans doute au-delà de ce que ses moyens auraient dû lui permettre.

Mais dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, que pèse une diplomatie volontariste quand les rapports de forces s'établissent autant en influence économique, financière et culturelle que dans la stricte sphère du politique et du militaire ? L'étalon du pouvoir n'est plus la seule possession de l'arme atomique ou le nombre de divisions que peut mobiliser un pays (encore que ce dernier élément compte toujours, comme on l'a vu au moment de la guerre du Golfe).

**L**y a d'autres instruments de mesure. La France, combien de multinationales ? Combien de séries télévisées diffusées de par le monde ? Combien de films à l'affiche, de Los Angeles à Bombay ? Mesurée au palmarès des prix Nobel en sciences exactes et des brevets en logiciels informatiques, jugée en nombre d'habitants de la planète encore francophones, appréciée à l'aune de ses capacités exportatrices en matière de culture populaire, jugée sur la qualité de devise-refuge que peut présenter le franc (par rapport au mark ou au yen), la France aurait perdu de son poids.

Ce serait même là l'une des causes de sa déprime des années 90. Alain Duhamel range au nombre des « peurs françaises », dont il a dressé le répertoire, la « crainte du déclin », le « pressentiment de l'insignifiance, voire de l'effacement français » au XXI<sup>e</sup> siècle, dans un monde où les critères de la puissance ont changé, où Sony et Microsoft sont devenus des acteurs d'une scène internationale qui n'est plus seulement dominée par les États.

Si encore il s'agissait des mêmes États, la France, un des plus vieux et des plus solides États-nations d'Europe, serait assurée de pouvoir beaucoup « compter ». Mais là encore, la donne a été bouleversée. La croissance économique, l'émergence de nouveaux centres de pouvoir – politiques, financiers, commerciaux –, tout cela survient dans des zones où la France est largement absente : Asie, Amérique latine, Europe centrale et orientale.

La France, membre du G7 (qui regroupe les pays dits les plus industrialisés), reste l'une des toutes premières économies mondiales ; détentrice de l'arme nucléaire, elle

fait partie du « club » qui (avec la Chine, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie) monopolise encore les cinq sièges de membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais ses zones d'influence immédiate – là où elle « compte encore » – correspondent aux cercles de misère et de turbulence de l'époque : Afrique noire, Bassin méditerranéen.

C'est oublier l'Europe qui, plus que jamais, fut, ces dernières années, le terrain d'exercice privilégié de l'influence française – politique, économique, commerciale. C'est là que la France réalise maintenant l'essentiel de son commerce extérieur, là qu'elle joue, en partenariat étroit avec l'Allemagne, un rôle prépondérant.

Quand le couple franco-allemand est en phase, la France, au sein de l'Europe, obtient des résultats sans comparaison mesure avec son poids réel. Hors de ce cadre, Paris n'aurait jamais eu gain de cause, dans les domaines de l'agri-

voies de la part de ses alliés. Mais qui lui vaudrait d'être présente : n'est-elle pas le plus gros contributeur de « casques bleus » en mission de par le monde ?

En respectant « le principe de réalité » (qui la range au niveau des puissances moyennes) tout en poursuivant ses « idéaux » (dont elle veut croire à l'universalité), la France, dit encore Alain Juppé, est capable d'obtenir sur la scène internationale « des résultats qui n'ont aucun rapport avec une simple arithmétique de la puissance ». Et l'un des moyens de réaliser cette synthèse entre idéal et principe de réalité serait de bâtir l'Europe ; l'Europe comme médiateur, véhicule de la continuité de l'ambition française sur la scène internationale. Les trois principaux candidats à la présidence le disent à peu près dans les mêmes termes.

**D**ÉPUIS quelques années, la construction d'une Europe qui ne

### Moins de 1,5 million de Français expatriés

Les Français s'expatrient peu, moins que les ressortissants des grands pays voisins d'Europe de l'Ouest. Voici une estimation de la carte des Français à l'étranger.

En Europe, près de la moitié des Français expatriés ont élu domicile en Europe, soit environ 852 000 personnes, dont 183 000 en Belgique, 165 000 en Allemagne, 130 000 en Grande-Bretagne et 109 000 en Suisse. En Afrique, la population française a tendance à décroître. Les Français expatriés dans l'Afrique francophone sont estimés à 124 000, les principales communautés résidant en Côte d'Ivoire (20 000), à Madagascar (18 000) et au Sénégal (16 000). Au Maghreb, la population française serait de quelque 100 000 personnes. Les États-Unis hébergent la communauté française la plus importante (242 000 personnes), le Canada 108 000 et seulement 80 000 Français vivent dans toute l'Amérique latine. Enfin l'Asie-Océanie compte une centaine de milliers de Français (la plupart d'entre eux sont installés en Australie, 60 000).

culture et de la culture, lors de la féroce bataille qui l'opposait aux États-Unis au moment des négociations du cycle de l'Uruguay (le dernier grand accord de libéralisation du commerce international conclu dans le cadre du GATT).

C'est au travers de la construction d'une Europe unie, dont elle veut faire un nouveau pôle de puissance, que la France entend « régler cette adéquation difficile entre l'ampleur de ses ambitions (...) et la réalité de ses moyens ».

L'expression est d'Alain Juppé.

**L**e dernier des ministres des affaires étrangères de l'ère Mitterrand, par la grâce de la cohabitation, aura incarné avec brio cette tradition française d'une diplomatie volontariste ou activiste qui vaut à la France autant de critiques moqueuses que de remarques en-

soit plus seulement un géant économique mais aussi un partenaire politique des Grands – Chine, États-Unis, Japon, Russie – est au cœur de la diplomatie française. C'est l'objectif du traité de Maastricht ratifié en septembre 1992. Il suppose l'avènement d'une politique extérieure et de défense commune, donc, aussi, un début d'armée européenne qui devra trouver sa place dans le dispositif d'alliance avec les États-Unis, l'OTAN, ou à ses côtés (ce sera l'un des grands débats de la fin de ce siècle).

En toile de fond de cette quête française d'une Europe unie, il y a, toujours, la crainte de l'éternel retour de l'hégémonie allemande : si l'Allemagne n'est pas arrimée à une Europe forte, elle dominera une partie du Vieux Continent ; si on ne fait pas l'écu, le mark sera la monnaie européenne, etc.

Sur ce chemin, il y a eu et il y aura des déceptions. Au moment précis de l'après-guerre froide – la décomposition de la Fédération yougoslave – où il aurait fallu que la France par Europe interposée fasse quelque chose, l'UE, par manque de moyens, de volonté et d'entente entre ses membres, a été incapable d'éviter le pire.

Plus grave peut-être : la volonté d'exister encore, de « compter », par le biais d'une Europe constituée en grande puissance politique et militaire – et pas seulement économique – à côté des États-Unis et des autres Grands, cette volonté n'est pas forcément partagée avec la même ferveur sur le Vieux Continent.

Là est la limite de l'exercice entamé par la France pour que perdure une influence menacée, écrivait, dans *Le Monde* du 7 février, Guillaume Parmentier, spécialiste des questions diplomatico-militaires : la « recette » concoctée par Paris pour pallier l'effacement de sa puissance – « échanger de la souveraineté contre de l'influence » – est fondée, explique-t-il, sur un présupposé parfois contestable « selon lequel les intérêts et les politiques de la France et de ses partenaires de l'UE convergent nécessairement ».

La Grande-Bretagne n'a pas le même tropisme européen que la France. L'Allemagne a ses attaches tout à l'est du continent. Les candidats à l'Union européenne comme la République tchèque, la Hongrie ou la Pologne – bref, ceux qui ont éprouvé la botte soviétique – ont vertement fait savoir à François Mitterrand, à Prague en juin 1992, qu'ils n'avaient aucune envie de voir l'Europe se constituer en entité indépendante des États-Unis.

**A** Bruxelles, la France est seule quand elle veut maintenir l'aide de l'Union européenne à l'Afrique ; ses partenaires pencheraient plutôt pour une redistribution de l'assistance en faveur de l'Europe du Centre et de l'Est, etc.

Enfin, sur le front intérieur, le débat et les résultats sortis du référendum sur le traité de Maastricht ont manifesté les réticences européennes d'un grand nombre de Français.

Mais l'Europe se fait, lentement, laborieusement. La direction prise paraît irréversible. Et, jusqu'à présent, personne, à Paris, n'a proposé meilleur chemin, pour que la France « compte encore », que celui de la construction européenne.

Alain Frachon

FIN

### Repères

1981

● 18 octobre : à la veille du sommet de Cancun (Mexique) pour un nouvel ordre économique mondial, M. Mitterrand prononce à Mexico un discours sur les relations Nord-Sud.

1982

● 4 mars : M. Mitterrand est le premier chef d'État européen à se rendre en Israël. Devant la Knesset, il se déclare favorable au principe d'un État palestinien.  
● Août : le premier contingent français arrive à Beyrouth pour participer à l'évacuation des combattants de l'OLP.

1983

● 20 janvier : devant le Parlement de Bonn, M. Mitterrand lance un appel au respect de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, et se prononce pour l'installation de nouveaux missiles américains en Allemagne.

1984

● Août : pour relancer l'action en faveur de la francophonie, le conseil des ministres décide la création de trois organismes, dont l'Institut International présidé par le chef de l'État.

1985

● 2-3 décembre : le conseil européen de Luxembourg adopte l'Acte unique comportant notamment la perspective du Grand Marché en 1993.

1986

● Février : opération « Épervier » : la France intervient au Tchad.

1989

● Avril : le rapport du « comité Delors » propose trois étapes pour parvenir à l'Union monétaire.  
● Novembre : chute du mur de Berlin.

1990

● 4 avril : le président de l'OLP, M. Arafat, est reçu à l'Élysée par M. Mitterrand.

1991

● 19 avril : MM. Kohl et Mitterrand appellent leurs partenaires européens à accélérer la création de l'Union monétaire et à s'orienter vers une Union politique.

1992

● 15 septembre : opération « Daguet » : après l'invasion du Koweït par l'armée irakienne, M. Mitterrand décide de participer à l'intervention multinationale et annonce l'envoi en Arabie saoudite de plus de quatre mille soldats.

1991

● Octobre : MM. Kohl et Mitterrand annoncent un projet de création d'un corps d'armée franco-allemand.

1992

● 10 décembre : l'accord sur le traité d'Union européenne est signé par les Douze au sommet de Maastricht.

1992

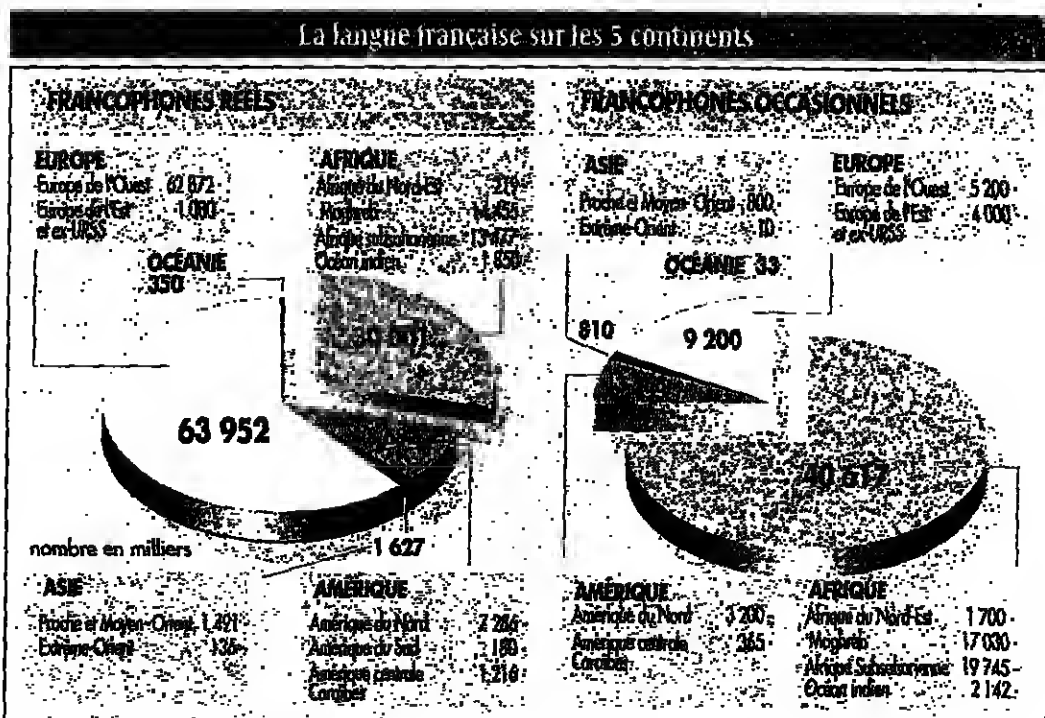
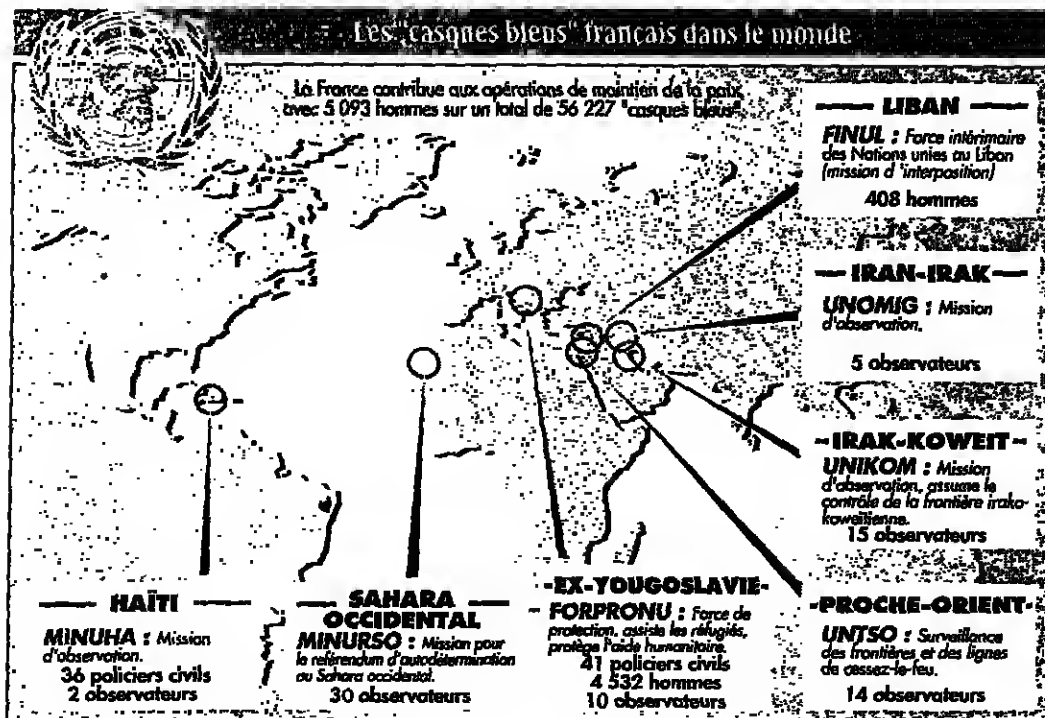
● 20 septembre : les Français approuvent par 51,5 % des voix le traité sur l'Union européenne.

1993

● 21 janvier : MM. Kohl et Mitterrand célèbrent le trentième anniversaire du traité de l'Élysée, signé le 22 janvier 1963 entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer.

1994

● Juin : opération « Turquoise » : après les massacres au Rwanda, la France envoie des soldats pour protéger une zone de sécurité pour les réfugiés.



صكنا من الامل

La Haute-Normandie placée sous le...

338  
315 +  
653







**LAÏCITÉ** A la demande du consistoire israélite de France et de deux associations religieuses, le Conseil d'Etat examinait, vendredi 31 mars, les termes du décret du

18 février 1991 relatif aux « droits et obligations des élèves dans les établissements publics locaux d'enseignement du second degré ». Il devait en particulier dire si ce texte,

qui refuse aux élèves une autorisation d'absence afin d'observer le shabbat, est ou non contraire à la liberté religieuse et si, en conséquence, il convient d'accorder des

dispenses pour les cours du samedi. **● FAISANT RÉFÉRENCE** à l'affaire du « foulard islamique », le commissaire du gouvernement, Yann Aguilu, qui ne s'exprime pas au nom du

gouvernement, a estimé qu'autoriser ces absences remettrait en question le principe selon lequel « la loi de la République s'impose aux préceptes religieux ».

## Le Conseil d'Etat examine la question de l'école le jour du shabbat

A la suite de la demande de dérogation présentée par le consistoire israélite de France, le commissaire du gouvernement estime qu'il ne faudrait pas s'engager dans la voie d'un enseignement « à la carte » où chacun, selon ses convictions, choisirait ses disciplines et ses horaires de présence

**FAUT-IL** autoriser les élèves de confession israélite à s'absenter de l'école le samedi, jour du shabbat ? L'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat s'est penchée sur cette question, vendredi 31 mars, devant un public venu en nombre. Le commissaire du gouvernement (magistrat qui, en dépit de son titre, n'est nullement lié au gouvernement), Yann Aguilu, a répondu qu'il faut par principe refuser ces absences, sous peine de remettre en question le principe selon lequel « la loi de la République s'impose aux préceptes religieux ». Ses conclusions, toutefois, n'engagent nullement la juridiction elle-même, qui rendra son arrêt d'ici une quinzaine de jours.

La question de savoir si l'on peut concilier « le temps de l'école et le temps de Dieu », c'est-à-dire l'obligation d'assiduité scolaire et la liberté religieuse, était soulevée par deux affaires. La première était défendue par le Consistoire central israélite de France et deux associations religieuses. Ces trois requérants demandaient que le Conseil d'Etat annule un article du

décret du 18 février 1991 relatif aux « droits et obligations des élèves dans les établissements publics locaux d'enseignement du second degré ». Pour eux, ce texte, qui définit l'obligation d'assiduité, est contraire à la liberté religieuse, car il ne prévoit pas que les élèves bénéficient d'autorisations d'absence afin d'exercer un culte qui commande le repos le samedi. La seconde affaire concernait un élève de terminale, Youathan Koso, qui n'avait pas pu s'inscrire en mathématiques supérieures au lycée Masséna de Nice parce qu'il voulait être dispensé d'assister au cours le samedi (*Le Monde* du 23 février 1994).

Le commissaire du gouvernement a rappelé que la jurisprudence nationale confère un caractère « relatif » à la liberté religieuse : celle-ci peut être mise en balance avec d'autres considérations telles que le maintien de l'ordre, l'intérêt du service public ou les contraintes d'une activité professionnelle. L'avis rendu par le Conseil d'Etat sur l'affaire du foulard islamique, en 1989, prévoit

d'ailleurs que le respect de la liberté de conscience est limité, entre autres, par l'obligation d'assiduité.

### LE PRAGMATISME DÉCONSEILLÉ

La jurisprudence européenne affirme, elle aussi, la relativité de la liberté religieuse. En outre, la Cour européenne estime qu'il est possible de restreindre les manifestations de cette liberté lorsque le système éducatif donne aux élèves la possibilité d'exercer librement leur religion dans un autre établissement. L'affaire présentée au Conseil d'Etat trouverait une solution simple devant la Cour européenne, a observé M. Aguilu, car « des lors que les intéressés ont la possibilité de suivre, dans les écoles confessionnelles, une scolarité mieux adaptée à leurs convictions religieuses, ils ne sauraient se plaindre des contraintes existant dans les établissements publics ».

Première réponse possible, le Conseil d'Etat pourrait juger que les absences doivent être, par principe, accordées, comme le demandent les requérants ; mais il conférerait ainsi à la liberté reli-

gieuse un caractère absolu, ce qui serait contraire à la jurisprudence. Il pourrait, deuxième réponse possible, dire que les fournisseurs de la solution retenue dans l'affaire du foulard, mais, dans ce cas, « quels critères prendre en compte ? », demande M. Aguilu, qui cite : « La nature des cours qui ont lieu le samedi matin ? L'âge ou le niveau scolaire des élèves ? Le nombre d'enfants concernés ? ». Il déconseille cette solution parce qu'il juge qu'elle porte « en germe un risque d'atteinte au principe d'égalité ».

C'est donc — troisième réponse possible — un refus de principe que M. Aguilu préconise. Il explique que l'obligation d'assiduité est le corollaire de l'obligation scolaire. « Si l'on choisit, dit-il, de participer à la communauté scolaire, on doit en accepter les contraintes. La participation aux cours, condition préalable de la transmission du savoir et du contrôle des connaissances, est la première d'entre elles ».

L'obligation d'assiduité souffre quelques dérogations à l'occasion des fêtes religieuses. Une circulaire du ministre de l'éducation nationale en date du 12 décembre 1989 prévoit ainsi que des autorisations d'absence sont accordées, à titre exceptionnel, pour certaines fêtes qui s'inscrivent dans un calendrier établi au niveau national. Cependant, selon le commissaire du gouvernement, la question du repos hebdomadaire ne peut être ramené à celle des fêtes religieuses, celle-ci en raison de son caractère systématique.

Le maître des requêtes ajoute qu'il n'est pas possible de traiter l'affaire du shabbat sans avoir à l'esprit l'existence d'autres demandes latentes, provenant de différentes communautés religieuses. Il observe que la pratique du repos le samedi a jusqu'à présent reposé sur une certaine tolérance, comme le montre l'absence de contentieux, et que l'affaire présentée au Conseil d'Etat est « la manifestation d'un problème réel et nouveau, celui de l'attitude de l'Etat face à des commu-

nautés dont l'identité tend à s'affirmer plus fortement à travers un certain renforcement du sentiment religieux ».

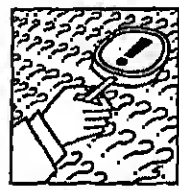
M. Aguilu conclut que « tout doit être fait pour rechercher en amont une règle commune, acceptable par tous », et qu, une fois fixée, « devrait s'imposer à tous de la même façon ». L'administration doit faire son possible pour respecter les exigences liées aux convictions religieuses des élèves lorsqu'elle fixe le calendrier des examens ou qu'elle procède aux inscriptions dans les classes n'ayant pas cours le samedi.

En aval, l'assiduité est de rigueur. Reconnaître un droit à la dérogation serait « s'engager dans la voie d'une école "à la carte", où chacun, selon ses convictions, choisirait ses disciplines et ses horaires de présence ». Après avoir proposé de rejeter les requêtes, M. Aguilu a achevé son exposé sur un vieil adage arabe, « *Dina di malouta dino* », signifiant : « La loi du pays où tu résides est la loi ».

Rafaële Rivais

## La République et le droit des minorités

**APRÈS** le foulard, le shabbat. La revendication d'élèves israélites pratiquants d'une dispense des cours du samedi, examinée, vendredi 31 mars, par le Conseil d'Etat ne suscitera pas le cataclysme provoqué, en 1989, par l'affaire des « foulards islamiques ».



ANALYSE

Le statut de la religion juive dans la société française n'est pas comparable à celui de l'islam, facilement transformé en épouvantail et porteur de craintes profondes aux origines complexes. Pourtant, la question soulevée devant la plus haute juridiction administrative apparaît autrement plus simple que le contentieux des fameux « fichus » qui défrayaient régulièrement la chronique. Au-delà de la revendication ostentatoire d'une foi religieuse dans le cadre de l'école publique, c'est la demande d'un statut personnel particulier autorisant des absences régulières qui se trouve posée. Avec, en toile de fond, le vaste débat sur le respect du droit des minorités dans la République.

La question de la compatibilité entre le respect du shabbat et la scolarité dans l'enseignement public n'est pas nouvelle pour les Français pratiquant la religion juive. La plus grande tolérance était de règle, jusqu'à ces dernières années. Des chefs d'établissement fermaient les yeux sur les absences du samedi. Certains élèves juifs élaboraient un compromis entre les prescriptions religieuses et les exigences scolaires. « *Mai-même, (...) j'allais en cours le samedi mais je n'écrivais pas...* », rappelait, dans un entretien accordé au *Monde* en 1989, le grand rabbin Joseph Sitruk, qui fréquentait le lycée Masséna de Nice, celui-là même dont il est question au Conseil d'Etat.

Pour les élèves comme pour les personnels, un *modus vivendi* était généralement trouvé localement. A tel point que la justice n'avait jamais été saisie de cette question. Depuis longtemps aussi, l'éducation nationale, toute laïque et obligatoire qu'elle est, a

su proposer à ses élèves musulmans et juifs des menus sans porc. Chaque année, elle publie une liste des commémorations arméniennes, des fêtes juives et musulmanes qui peuvent donner lieu à des autorisations d'absence sauf en cas de « perturbations de déroulement de la scolarité ». Pour les élèves concernés, l'école n'est donc pas obligatoire. Le jour de la célébration du Noël arménien, de l'Aïd el Fitr ou de Yom Kippour, par exemple.

Si la question du samedi se trouve aujourd'hui posée, c'est que l'affaire du foulard et la frénésie qui l'a entourée ont généré à la fois de nouveaux comportements et des demandes inédites. Depuis 1989, les principaux et fournisseurs ont nettement raidi leur attitude, au point que le refus d'autoriser les absences régulières est devenu la règle.

La crainte des chefs d'établissement est évidemment de voir se multiplier les demandes ou seulement incompatibles avec une scolarité normale et les exigences des emplois du temps, mais génératrices de replis communautaires ingérables. Après le shabbat des juifs, le vendredi des musulmans, se disent-ils. L'apparition de demandes musulmanes d'exemption de certaines disciplines (éducation physique, piscine, biologie), voire de certains cours (Voltaire et la philosophie des Lumières, éducation sexuelle), conduit les responsables de la vie scolaire à redoubler de prudence et à refuser de s'engager dans une négociation. Au point de rendre difficilement praticables les arrangements autrefois évidents.

Parallèlement, il semble que les débats sur le « foulard islamique » aient eu pour conséquence inattendue de réveiller les ardeurs de jeunes juifs pieux. Certains observateurs notaient ainsi une floraison de calottes sur des têtes de collégiens et lycéens, à la dernière rentrée, après la publication de la « circulaire Bayrou » interdisant le port de « signes ostentatoires ». Cette tendance a d'ailleurs été encouragée par les propos d'Edouard Balladur assurant que la kippa, à la différence du « foulard islamique », n'avait pas le caractère d'un « signe ostentatoire ».

La revendication d'une dispense systématique des cours du samedi pose à l'institution scolaire et à la société tout entière des questions autrement plus dérangeantes. La remise en cause de l'organisation de la semaine scolaire et de l'obligation d'assiduité met en jeu l'existence même de l'enseignement. Pris à l'échelon individuel, les absences du samedi ne causent un préjudice qu'à celui qui les observe, en compromettant la réussite scolaire, singulièrement dans une classe de maths sup<sup>9</sup> où les indispensables « colles » préparent les concours font systématiquement la joie des samedis. Mais elles n'ébranlent pas la République et ne gênent pas les autres élèves.

**Après le débat sur le foulard islamique, c'est la demande d'un statut particulier qui se trouve présentée**

Considéré à l'échelon de la société en revanche, la reconnaissance de la liberté de bifurquer tous les samedis des emplois du temps ouvrirait, à l'évidence, la voie à d'autres exigences « communautaires ». Se poserait alors la question des critères d'acceptation ou de refus de ces « exceptions culturelles » réclamées par différentes obédiences religieuses.

Le contentieux ouvert devant la haute juridiction du Palais-Royal donne l'occasion à l'Etat de préciser sa conception de la laïcité dans le contexte nouveau de la poussée de revendications religieuses diverses. Une situation bien différente de celle qui prévalait voici un siècle, lorsque la République luttait pour s'affranchir de la domination d'une religion unique, froie rétrospective de l'histoire, l'école publique apparaissait alors comme l'instrument et le symbole de l'éman-

cipation et de l'intégration des minorités protestantes et juives. Aujourd'hui, la République doit relever un tout autre défi, celui de la mise en cause des règles de vie communes sous la poussée de revendications communautaires et d'exigences religieuses. Ainsi se profile la menace d'une école en libre-service où chaque élève choisirait son emploi du temps et ses enseignements au gré de ses convictions. Les risques de glissements ne se limitent d'ailleurs pas à la sphère scolaire, à l'heure où Jean Paul II fait le procès des lois sur l'avortement votées démocratiquement.

Pour autant, la laïcité, qui porte aussi en elle le respect de toutes les opinions et croyances, ne peut signifier leur négation. Le redéploiement de la carte des religions en France, l'émergence de l'islam et le renforcement général des pratiques suppose aussi des aménagements. Le calendrier des fêtes légales peut-il continuer à ne prendre en compte que le culte chrétien ? L'école publique doit-elle continuer de considérer les cultures et traditions religieuses comme des tabous ? Comment éviter l'engrenage des exigences particulières à l'école sans inciter à la multiplication des établissements communautaires ?

Un arrêt du Conseil d'Etat, fût-il de principe, ne peut évidemment pas offrir une solution générale à ces interrogations. Pourtant, pour être utile, la décision attendue dans l'affaire du shabbat devrait marquer des orientations claires, applicables concrètement par les enseignants et l'administration. L'incompréhension née des ambiguïtés de l'avis du Conseil d'Etat rendu en 1989 à propos du « foulard islamique » constitue, à cet égard, un précédent redoutable. L'éducation nationale attend des consignes claires, une règle facilement applicable. Comme c'est le cas de plus en plus fréquemment, le juge est sommé d'apporter une réponse à la fois opérationnelle et juridiquement étayée à un problème de société que l'effacement des repères communs ne permet plus de régler facilement sur le terrain.

Philippe Bernard

**■ EXPULSION** : le commissariat de police de Saint-Dizier (Haute-Marne) a été bloqué durant plusieurs heures, vendredi 31 mars, par une manifestation d'environ deux cent cinquante personnes protestant contre la rétention d'un couple de commerçants algériens menacé d'expulsion à la suite d'un arrêté préfectoral confirmé par le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne. Installés en France depuis 1965, Boudall et Aïcha Daoud avaient séjourné en Algérie de 1989 à 1993. Le préfet a accepté de revenir sur cette décision et s'est engagé à leur fournir un visa touristique avant la régularisation de leur situation.

**■ GARD** : un ancien directeur de l'Office des HLM, Gilbert Sarzi, est la quatorzième personne mise en examen par le juge Christian Lemoine dans l'affaire des HLM du Gard. Il est soupçonné « d'infraction aux règles des marchés publics » tandis qu'un entrepreneur et sa fille, Roger et Yvonne Perez, ont fait l'objet d'une procédure pour « faux usage de faux » et « entrave à la liberté des marchés publics ». Une partie du dossier des HLM du Gard passera devant le tribunal correctionnel de Nîmes, le 3 mai, avec la comparution de Claude Pradille, sénateur et maire (PS) de Sauve, écroué depuis le 5 janvier, et de dix autres prévenus.

**■ LYON** : un incendie dans un immeuble du centre de Lyon, vendredi 31 mars en fin de matinée, a provoqué la mort de deux personnes, un homme de trente-cinq ans et une fille de six ans, tandis qu'un autre enfant de cinq ans a été hospitalisé dans un état grave à l'hôpital Edouard-Berriot. Le feu s'est déclaré dans un appartement du quatrième étage occupé par une famille africaine.

**zone**  
INTERDITE

Patrick de Carolis reçoit en direct

**Lionel Jospin**

Dimanche à 20h45 sur



سكنا من الامم

6  
3  
3

338  
315  
653



# HORIZONS

DÉBATS

## Un entretien avec Tony Anatrella

« L'individualisme va du souci de soi à l'idée qu'il n'y a plus de vie devant soi »

**PSYCHANALYSTE**, chercheur en psychiatrie sociale, spécialiste de l'adolescence, Tony Anatrella porte souvent des diagnostics vigoureux, parfois surprenants et anticonformistes, sur l'état de la société. Ses principaux ouvrages sont : *Interminables adolescences* (Le Cerf-Cujas, 1991) ; *Non à la société dépressive* (Flammarion, 1993) ; *Le Sane oublié* (Flammarion, 1992). Il décrit, sur un ton vif et provocant, la crise des ressources intérieures et de la subjectivité dont pâtit, selon lui, l'homme d'aujourd'hui. Il explique toutefois que la « société dépressive » n'est pas une fatalité.

« Vous tentez de mesurer les conséquences sur le lien social des ruptures d'identité et d'idéal qui se produisent chez les individus. Quels sont les principaux symptômes sur lesquels s'appuie votre diagnostic de « société dépressive » ? »

« Les Français ne vivent pas bien subjectivement. Ils se plaignent évidemment des contraintes agressives de la vie urbaine ou de la mort du monde rural, mais aussi du stress morbide, du doute de soi, du climat social délétère, de la perte d'un projet de vie, de la duperie, du désespoir politique, du manque de confiance, autant d'éléments qui rendent le lien social difficile. Nous perdons aussi le savoir-faire dans le domaine éducatif. Beaucoup de parents ne savent pas se situer en adultes face aux enfants et aux adolescents. Les convictions sont floues et les désirs provisoires. D'où le succès des magies, des astrologues, des sectes, des extraterrestres, des possessions, des vies multiples, etc. La crise de l'autorité paralyse aussi le lien social et le désamorçage. C'est ainsi que de nombreuses conduites de « fantaisie », voire de transgression, sont interprétées comme des marques d'originalité, alors qu'elles ne sont que des signes d'associabilité. »

« La hausse du taux des suicides est un des signes flagrants de ce mal de vivre subjectif, avec douze à quatorze mille morts par an en France. Le phénomène augmente chaque fois que la société ne parvient plus à signifier la relation de ses membres entre eux. De même, le développement d'une violence pour casser et détruire « gratuitement » et non pas pour crier à l'in-



« A quel attribuez-vous ce manque de ressources de l'homme d'aujourd'hui pour faire face à des difficultés, personnelles ou conjugales, qu'il ne sait plus, à vous entendre, traiter ni maîtriser ? »

« A une perte de repères existentiels et à une crise profonde de la subjectivité et de l'intériorité. La pensée symbolique, qui normalement achève la maturation psychique, est saccagée dans la communication actuelle. On passe son temps à déconstruire, à désacraliser, à démythifier, davantage pour nier que pour comprendre, et à solliciter la pulsion à l'état premier, au nom de la spontanéité qui

tiques à propos de l'interdit, comme si les interdits fondamentaux se confondaient avec l'oppression. Il suffit que quelqu'un rappelle l'existence de lois morales objectives pour que cela suscite chez certains des hurlements qui sont l'expression d'une souffrance de la structure psychique de l'idéal du moi. Devant ces phénomènes, certains s'inquiètent du manque de « repères », pendant que d'autres veulent les trouver en eux-mêmes, de façon illusoire. Les repères existent, mais nous nous préparons à ne plus savoir y recourir à cause de la défaillance de cette structure psychique. »

« Les maladies de la subjectivité, dont on parle tant, que sont la boulimie, l'anorexie, les dépressions, les séparations, les crises identitaires et surtout la toxicomanie, qui, en l'espace de trente ans, a évolué de façon considérable, en sont les exemples. Les psychologies et les pathologies ont un caractère plus psychotique que névrotique et manifestent des difficultés à rejoindre le monde extérieur. D'où la dominance de personnalités floues, évanescences et sans limites. »

« Aujourd'hui, on consomme des drogues non plus pour s'évader mais pour se stimuler, être plus fort, à l'aise avec soi-même. La drogue touche tous ceux qui manquent de ces matériaux culturels et symboliques qui permettent de créer une identité, nourrir une

« Il y a une interaction entre l'un et l'autre. La société sollicite certaines structures psychiques comme le narcissisme. Elle conditionne un type de développement qui favorisera ou non le lien social. Nous avons construit en quarante ans ce que nous sommes aujourd'hui. Nous avons créé les conditions psychiques à la toxicomanie. Il n'y a pas de fatalité, nos modes de vie en sont à l'origine. Dans une société qui apparaît à beaucoup en panne d'intelligence et dans l'oubli de ses fondements anthropologiques pour construire son identité, le sujet soi-disant libre se retrouve subjectivement aliéné. »

« D'où le succès d'un psychologisme ambiant que l'on retrouve dans les émissions de confidences sur les ondes. Des animateurs, parfois sous couvert de médecine, manipulent en public la vie psychique de chacun. Cette incitation à livrer sa vie intime en société est une transgression de l'intériorité. On confond les discours et les lieux où ils peuvent s'exprimer. Il est grave de ne plus savoir vivre la distinction entre le public et le privé, le dedans et le dehors, le for interne et le for externe. »

« Cette absence de différence relève d'une tendance psychotique entretenue par des confidences publiques. Beaucoup se complaisent dans l'écoute perverse qui se dégage de l'émission

l'histoire. Il perd sa conscience historique au point de croire que les catastrophes naturelles, les nouvelles maladies et les guerres viennent d'apparaître avec lui. Face aux problèmes de l'existence, il ne sait pas s'inspirer de l'expérience et

« La morale n'a jamais été la solution aux problèmes de la société. La « génération morale » est une fiction »

des leçons du passé : c'est la fuite en avant, comme si la solution magique allait s'imposer d'elle-même dans un avenir hypothétique. Un sentiment diffus plane sur la pensée contemporaine, comme s'il se dégageait une honte de nos origines et de notre passé qui ne permettrait pas de concevoir l'avenir. Pourtant, preuve n'est plus à faire que, sans passé, il est difficile de se construire une histoire. »

« De ce fait, l'homme, aujourd'hui, évite souvent toute relation institutionnelle qui pourrait l'engager au-delà de lui-même et le socialiser. Il préfère se maintenir dans un présent qui dure. C'est ici qu'apparaît l'individualisme, qui va du souci de soi à l'idée qu'il n'y a plus de vie devant soi. Chacun veut se suffire à soi-même et créer sa vie à partir de rien. Beaucoup souffrent de ce que j'appelle « la névrose de choix de vie ». Ils ne savent pas quoi faire de leur existence ni d'eux-mêmes. Ils vivent au jour le jour, en s'ennuyant et en se rassurant dans l'auto-érotisme. Cette attitude est souvent le symptôme d'images parentales peu fiables et fragiles, telles qu'elles sont renvoyées dans le discours social. Les troubles de la filiation dont se plaignent de nombreux jeunes en sont le signe. »

« Cette crise de la subjectivité n'a-t-elle pas également des conséquences sur la manière dont l'homme vit sa sexualité ? »

« Le développement massif de l'érotisme, à travers le voyeurisme de la vidéo et des radios, est évidemment le signe d'un appauvrissement de l'imaginaire érotique. Il manifeste un manque de ressources internes chez ceux qui ont besoin de stimulants pour occuper leur espace intérieur, alors que, pour d'autres, la pornographie devient vite ennuyeuse quand elle fait

de la sexualité une technique ou une nécessité hygiénique. Ce sont ces deux modèles que nous retrouvons dans la prévention inefficace contre le sida, avec le préservatif qui a rang de sexe supplétoire. Le sexe est instrumentalisé sans être signifié par la qualité de la relation avec l'autre. La surdoudisation masque une angoisse de mort et la difficulté de communiquer avec autrui. »

« Si le préservatif est l'un des modes de protection à recommander dans un souci sanitaire, c'est le discours qui l'entoure, et la façon dont la société s'empare de la sexualité des jeunes, qui pose des problèmes psychiques, sociaux et moraux. On ne veut pas s'interroger, encore moins répondre à la question : « Quel modèle de la sexualité sommes-nous en train de fabriquer à travers la prévention du sida ? » Ne voit-on pas que la propagande sur le préservatif ne fait qu'accroître l'angoisse de la castration chez de nombreux individus, qui adoptent des conduites à risques alors qu'ils sont informés. Curieusement, cette prévention prépare un nouveau puritanisme et de nouvelles inhibitions sexuelles. Malheureusement, il est quasiment impossible de faire réfléchir sur ces enjeux la plupart des militants et des éducateurs sanitaires. »

« Quelles solutions envisagez-vous pour l'avenir ? Certains sont tentés par des réaffirmations morales fortes. Est-ce aussi votre cas ? »

« La morale n'a jamais été la solution aux problèmes de société. La « génération morale » est une fiction. L'avenir dépendra de notre capacité à rebondir par rapport à cette crise de l'intériorité et de l'identité. Va-t-elle permettre une maturation ou, au contraire, déboucher sur de nouvelles régressions ? Les solutions existent. Sur le terrain, des changements s'opèrent dans les comportements et des expériences sont engagées, en parti-

« Le top model a remplacé le maître à penser. Quand on ne sait plus penser, on présente son corps »

justice. C'est une « violence-transgression » qui traduit une difficulté à investir les « objets » de la réalité autrement qu'en les détruisant. Il faut agresser, dégrader et briser des liens pour se donner l'impression d'exister en érotisant la violence. Le discours cynique, associé et perverti qui circule sur certaines radios, dites pour adolescents, valorise le caractère archaïque de ces conduites et montre que l'on ne sait plus ce qui fait loi pour assurer le lien social. »

« Il faudrait enfin parler des « déliaisons » qui frappent, avec une ampleur extraordinaire, l'univers conjugal et familial. Le divorce, on le sait, est en augmentation constante. Il est d'un coût énorme, jamais chiffré, que ce soit d'un point de vue financier, mais aussi psychologique ou médical. Les praticiens le savent bien. Corrélat de tout temps, la modification des attachements affectifs, la violation du pacte conjugal, le concubinage ou différentes formes de polygamie ont existé. Mais la nouveauté est peut-être qu'aujourd'hui la société, en privatisant la sexualité, accorde une égale valeur à toutes ces pratiques. De nombreux adultes ne savent plus traiter leurs difficultés relationnelles, conjugales, affectives et sexuelles autrement que sur le mode de la cassure et de la rupture juvénile. »

serait plus vraie que la réflexion. Le top model a pris le relais du maître à penser. Quand on ne sait plus penser, on présente son corps. Réfléchir « prend la tête » et donne la migraine à une société qui ne sait plus discerner la signification de ce qu'elle vit et promet. »

« Regardez le fonctionnement de la télévision, qui transforme en spectacle les problèmes de société avec, pour ne citer qu'elles, les émissions comme « Chéla ouate », « Ça se discute », « Tout est possible », où l'on additionne des témoignages sans analyse ni réflexion. L'animateur, comme dans les AG lycéennes des années 70, distribue la parole, alimentée par des sondages ou des « micros-trottoirs », et les échanges sont ponctués de cris, de sifflets et de chansons. Ces émissions développent plus une pensée binaire (pour ou contre, oui ou non) qu'une pensée dialectique et réflexive et, comme dans les raisonnements adolescents, la sincérité est confondue avec l'authenticité. La télévision modélise ainsi une pensée émotionnelle. »

« La plupart des lois objectives et des lois morales qui favorisent le lien social, la conscience historique et la communication universelle, angoissent ceux qui les vivent comme des menaces imaginaires d'impuissance. Ils développent des discours et des conduites névro-

« Oubliant ses fondements anthropologiques pour construire son identité, le sujet soi-disant libre se retrouve subjectivement aliéné »

intérieurité. La société n'offre rien de valable à l'intérioriser si ce n'est soi-même. Cette autoconsommation de soi s'appuie maintenant sur les psychotropes. Le débat sur les drogues dures ou douces, légales ou illégales ou sur les produits de substitution est surréaliste et erroné. Le pragmatisme biologisant actuel fait complètement l'impasse sur les problèmes psychiques qui conduisent au besoin de dépendance toxicomaniaque. »

« On ne sait trop, à vous entendre, si cette crise de la subjectivité contemporaine tient à l'excès d'individualisme ou à la société. »

« Bas les masques », là où un praticien ne s'autorise pas à poser des questions. Le pire, c'est de croire que « c'est utile » et un modèle du genre, alors que l'on saccage le vécu singulier dans l' Exhibitionnisme. Un film ou une pièce de théâtre ont, pour réfléchir l'existence, une autre valeur symbolique que le fait de se mirer dans le vécu de l'autre. On se nourrit de la subjectivité de l'autre parce que l'on ne sait pas vivre la sienne. »

« Quels sont les effets sur l'homme de cette carence de structures mentales ? »

« L'homme contemporain ne sait plus se reproduire et durer dans

culier dans le domaine de l'éducation, mais le ne suis pas certain que la société veuille les entendre et les prendre en compte. »

« Nous restons aveuglés par les modèles des années 60 et nous manquons trop de motivations collectives dans cette crise qui est aussi morale et religieuse. La reprise économique n'y changera rien. Nous avons à nous libérer d'une sociologie de circonstance, qui se contente de justifier la pseudo-modernité sans mesurer les problèmes intersubjectifs dans le domaine de ce qui fait loi, de la famille, de l'éducation, de la sexualité, etc. Nous sommes prisonniers d'un sentimentalisme social et humanitaire qui occulte les enjeux majeurs, laissant vacante la place symbolique du père, c'est-à-dire du tiers qui favorise la différenciation et ouvre sur le réel. »

« La véritable exclusion se situe dans cette carence, si bien que l'accès aux réalités, au sens de l'autre, et à la signification des conduites devient difficile. Nous nous maintenons dans le maternage, en cherchant la valorisation dans l'exploitation des misères du monde, sans pour autant résoudre les problèmes. Des adultes, des politiques, des enseignants, et même des prêtres, n'osent plus parler à partir de cette symbolique paternelle. Il ne faudra pas s'étonner que ce vide soit colonisé par des objets magiques et déshumanisants. Saurons-nous tirer les conséquences des questions posées et nous inscrire dans une perspective qui se substitue à l'implosion suicidaire dans laquelle nous sommes ? C'est possible. Tout dépend de notre volonté collective de vivre et de savoir anticiper ou pas l'avenir ! »

Propos recueillis par Henri Tincq

# Le Monde

## Irritations polonaises

**L**ES Polonais, qui auraient bien vu leur président aux côtés des représentants des quatre grandes puissances (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France), dont François Mitterrand, le 8 mai à Berlin, auront droit à une consolation : leur ministre des affaires étrangères s'adressera quelques jours auparavant au Parlement allemand réuni en séance solennelle. Władysław Bartoszewski, qui fut emprisonné par les nazis puis par les communistes, a quelques titres à célébrer la fin de la deuxième guerre mondiale. Ainsi prend fin un pénible « malement » entre Varsovie et Bonn, où les dirigeants allemands n'ont pas, une fois encore, brillé par leur doigté.

Sans doute l'année 1995, avec toutes ces commémorations, est-elle particulièrement délicate ; il faut fêter la victoire sur le nazisme qui fut pour les Allemands à la fois une défaite et une libération, souligner leur ambition de vivre en paix avec leurs voisins, tout en respectant la douleur de leurs compatriotes que la fin de la guerre a chassés des terres de l'Est. La bonne volonté du chancelier Kohl n'est pas en cause. Il a eu raison de rappeler aux sociaux-démocrates qui le critiquaient des dirigeants du SPD ne réservaient pas le meilleur accueil à Lech Wałęsa pour ne pas gêner les « communistes réformistes », garants de la sacro-sainte stabilité européenne. Mais c'est toujours avec une certaine maladresse qu'il froisse des susceptibilités à fleur de

peau. Mettre les Polonais sur le même plan que les autres « petits peuples » européens, en occultant qu'ils ont été les premières victimes de l'agression hitlérienne, qu'ils ont lutté pendant toute la guerre contre l'occupant et qu'ils se sont retrouvés après 1945 sous un régime communiste dans une patrie rattachée par les grandes puissances, ne pouvait que raviver de mauvais souvenirs.

Les hésitations manifestées en 1990 par Helmut Kohl pour reconnaître définitivement la frontière Oder-Neisse ne sont pas oubliées à Varsovie. Depuis la réunification, les Allemands et les Polonais se sont efforcés de normaliser leurs relations ; le gouvernement de Bonn soutient les efforts de la Pologne pour entrer dans l'Union européenne et, plus discrètement, dans l'OTAN. Il doit cependant ménager la Russie, dans un souci d'équilibre entre Moscou et Varsovie qui est la gageure traditionnelle de la diplomatie allemande. Une phrase malheureuse peut remettre en cause des trésors d'habileté ; quand, en recevant Boris Eltsine, Helmut Kohl parle de la Russie comme de « notre grand voisin », les Polonais se rappellent immédiatement que l'Allemagne et la Russie ont eu jadis une frontière commune... en Pologne. On ne saurait soupçonner le chancelier d'une telle arrière-pensée, mais la réconciliation germano-polonaise, plus encore que la réconciliation franco-allemande, est trop fragile et trop récente pour ne pas être l'objet de soins attentifs. Et le tact en fait partie.

## Le boulet Tapie

**L**A gauche n'eu finit pas de payer les arriérés du second septennat de François Mitterrand. L'arrêt de la cour d'appel de Paris sur Bernard Tapie vient ainsi alourdir la facture personnelle de l'homme d'affaires, mais aussi le passif de tous ceux qui l'avaient accueilli, il y a exactement sept ans, comme l'un des plus beaux rejets de la gauche de gouvernement et de la France unie. C'est en juin 1988, en effet, aussitôt après la réélection de François Mitterrand, que le businessman-vedette des années 80 avait été transformé en candidat anti-Le Pen à la députation dans la ville de Marseille.

Aujourd'hui en liquidation personnelle et commerciale, avec un montant de dettes astronomique - 1,5 milliard de francs si l'on en croit les comptes de la cour d'appel -, indigible à tout nouveau mandat et menacé d'être déchu de ceux qu'il détient, M. Tapie fait figure de bilan de faillite à lui seul. Le hasard des calendriers judiciaires a situé le même jour la comparution de son compère Jacques Mellick devant le tribunal de Béthune pour subornation de témoin. Ancien ministre comme M. Tapie, M. Mellick est de ces élus qui avaient été tentés de « prendre le maquis » au côté de l'homme d'affaires au moment où Michel Rocard, en avril 1993, avait enlevé à Laurent Fabius la direction du Parti socialiste.

Il ne manquait au tableau que Jean-François Hory. L'ex-président de Radical a choisi le même jour pour annoncer son

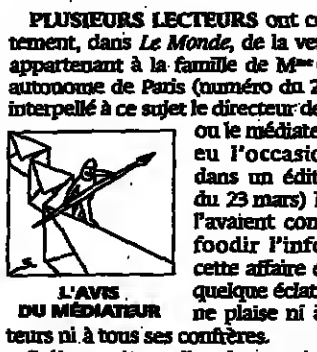
retrait d'une compétition présidentielle dans laquelle il peinait à franchir, en intentions de vote mesurées par les sondages, la quantité dite epsilon. Si l'on se souvient de la rencontre, à l'été 1993, des anti-Rocard du PS, dont MM. Fabius et Lang, et de MM. Hory et Tapie, entourés de l'affection de l'Élysée, on imagine le sourire amer avec lequel l'ancien premier ministre a dû prendre connaissance des dernières nouvelles.

Écarté de la candidature à l'Élysée à la suite de son échec aux élections européennes, Michel Rocard n'avait pas hésité, en plusieurs occasions, à mettre en cause les méthodes de François Mitterrand - « Les Français ont un compte à régler avec le président de la République », disait-il à la veille des élections législatives de mars 1993 - et à tirer des conclusions sévères du comportement des dirigeants mitterrandistes du PS. Lionel Jospin, qui se rattache, lui, au mitterrandisme, n'en a pas moins été rude dans sa critique. Peut-être, aujourd'hui, donner un semblant d'existence, en quelques semaines, à une vision nouvelle et différente de la gauche socialiste ?

Entre le naufrage de la SFIO de Guy Mollet dans l'affaire algérienne et la renaissance du Parti socialiste, il s'était écoulé plus de dix ans. Les rythmes politiques semblent s'accélérer, certes, mais la tâche impartie au candidat socialiste paraît pour le moins ardue. Le spectacle donné par la droite ne fait que rendre plus fort le besoin d'une autre pratique de la politique.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec direction et conseil de surveillance. Directeur : Jean-Marie Colombani, président du directeur, directeur de la publication : Dominique Althuy, directeur général : Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction : Eric Paillasson, directeur de la gestion : Anne Chastebourg, directeur délégué : Rédacteurs en chef : Thomas Ferracci, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction : Bruno de Camas, Laurent Girelman, Dominique Vigor, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig. Manuel Luchet, directeur du Monde des débats ; Alain Rollin, conseiller de la direction ; Daniel Varret, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction. Rédaction : André Laurens. Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffand, vice-président. Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lecoq (1991-1994). Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des journaux du Monde, Le Monde-Éditions, Jean-Marie Colombani, président du directeur. RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL : 11, RUE PALAISEAU 75005 PARIS CEDEX 15. Tél. : (01) 46-45-25-26 Télécopieur : (01) 46-45-25-99 Telex : 206-3046. ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 92085 NANTY-LES-BAINS CEDEX. Tél. : (01) 46-45-25-26 Télécopieur : (01) 46-45-25-99 Telex : 206-3046.

## Le trouble et la transparence



L'AVIS DU MÉDIATEUR

Plusieurs lecteurs ont contesté le traitement, dans *Le Monde*, de la vente de terrains appartenant à la famille de M. Chirac au Port autonome de Paris (numéro du 22 mars) et ont interpellé à ce sujet le directeur de la publication ou le médiateur. *Le Monde* a eu l'occasion d'exposer dans un éditorial (numéro du 23 mars) les raisons qui l'avaient conduit à approfondir l'information sur cette affaire et à lui donner quelque éclat, bien que cela ne plaise ni à tous ses lecteurs ni à tous ses confrères.

Il n'y aurait pas lieu de revenir sur l'exigence de transparence - de transparence pour tous - qu'il avançait alors, si elle n'appelait pas, de notre part, la réclamation : *Le Monde* est tenu de s'expliquer sur la manière dont il demande des explications, et ceux qui nous y invitent doivent obtenir satisfaction.

La conjonction préélectorale aggrave d'autant plus la fonction interpellatrice de la presse que nombre d'affaires, ces dernières années, ont révélé, sous une corruption généralisée, du moins un laxisme couvrant la confusion entre l'intérêt public et des intérêts privés. A telle enseigne que les responsables politiques en ont pris conscience et se sont mis en devoir d'assainir ce qui devait l'être. Dans la même ligne, les candidats à l'élection présidentielle se sont prêtés, en ce qui concerne leur patrimoine et, pour certains leurs revenus, à une publicité qui, jusqu'alors, n'était pas de mise dans la société française. Et qui, pour beaucoup, reste malvenue.

La logique de cet effort de transparence, que *Le Monde* juge sain, conduit à renchérir dans le

questionnement. C'est ainsi que les explications de M. Chirac sur ses revenus, que nous avions trouvées limpides, n'en appelaient pas moins d'autres questions. Elles ont été posées et certaines ont obtenu des réponses. C'est un précédent significatif et, à notre sens, positif. Il nous vaut, cependant, des reproches (mais aussi des encouragements) auxquels nous ne sommes pas insensibles, surtout lorsqu'ils mettent en cause, non notre volonté d'en savoir plus, mais l'éventuelle tentation d'en abuser.

Quelques lecteurs accusent *Le Monde*, à la limite du procès d'intention (comme certains le reconnaissent), d'instruire un... procès d'intention contre M. Chirac. L'accusation n'est pas toujours politiquement neutre, mais peu importe. Le grief porte surtout sur la présentation en première page de cette affaire et sur le titre du résumé renvoyant aux développements dans le corps du journal. Cet appel de « une » annonçait : « M. et Mme Chirac ont tiré profit d'une vente de terrains au Port de Paris ». En quoi est-il contestable ?

Il serait hypocrite de prétendre que *Le Monde* se refuse à mettre en valeur, en première page, les informations dont il a la première dans ses domaines de prédilection (la politique internationale et intérieure, l'économie, la culture, etc.). En l'occurrence, il s'agissait de compléments d'information, que nous avions recherchés et obtenus, assortis des nouvelles questions qu'ils pouvaient soulever, concernant les revenus de l'un des principaux candidats : cela valait bien de figurer à la vitrine du journal.

Reste la formulation du titre, au-dessus d'un court texte purement informatif. *Stricto sensu*, seule M. Chirac était concernée par la vente de terrains appartenant à sa famille, et non son

mari. Sur ce point, nous avons eu tort de parler du couple à propos de la réalisation des biens de l'épouse, même si la plus-value est comprise dans l'imposition globale du foyer fiscal.

Vous mentionnez le Port de Paris, nous disons aussi, pour introduire un élément de suspense, aux dépens du maire, alors qu'il s'agit d'un établissement autonome. A cela nous avons répondu que c'est, précisément, le fait qu'un haut personnage public puisse être plus ou moins sonné par une transaction avec directement concerné par une transaction avec un établissement public qui réveille la vigilance. Et nous avons donné tous les éléments disponibles du dossier.

Enfin, il y avait l'expression « tirer profit » : au sens propre, elle est fondée, mais nous ne saurions ignorer qu'elle a une connotation insidieuse dans un pays où le profit est traditionnellement suspect, quand il se découvre. Sans doute aurions-nous dû mieux tenir compte des interprétations auxquelles elle risquait de se prêter.

La présentation engage le fond et, en l'espèce, il s'agit de savoir si *Le Monde* s'est servi de sa capacité de médiation pour un autre but que celui d'obtenir des éclaircissements sur la situation d'un candidat, comme il l'a fait avec d'autres. Notamment avec Edouard Balladur, qui n'était pas pour autant en faute avec la loi. Manier l'information n'est jamais neutre, même quand on prétend le faire avec équité, mais il y a un monde, qui n'est pas le nôtre, avec la volonté de la manipuler. *Le Monde* a d'autres moyens bien plus directs de s'exprimer et il n'a pas besoin, pour cela, de pêcher en eaux troubles avec l'alibi de la transparence.

André Laurens

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### CE QUE JE N'AIME PAS LIRE DANS MON JOURNAL

*Le Monde* du 22 mars sur M. Chirac sur la vente d'un terrain appartenant à sa famille me paraît exemplaire de ce que je n'aime pas lire dans « mon » journal.

Tout d'abord, ce titre en première page, qui donne le ton : « M. et Mme Chirac ont tiré profit d'une vente de terrains au Port de Paris ». Pour celui qui ne va pas plus loin, il est clair que Port de Paris = maire de Paris = Chirac ; lecteurs, déduisez-en ce que vous voulez... Et ce mot de « profit » qui sent si fort son illégitimité - pour dire le moins - actuellement... Bien entendu, on va me répondre que l'argent, que je fais un procès d'intention, qu'il y a à qu'à lire l'article pour voir que ses auteurs font une présentation complète et objective des faits.

Voire. En page 7, il n'est plus question de M. Chirac, mais seulement de son épouse (...). Pourquoi alors l'avoir cité en première page ? L'article commence par un exposé des faits, dont l'explication est qualifiée de limpide.

En effet, si les choses se sont effectivement passées comme vous l'écrivez, elles sont assez simples : sans rien connaître à cette affaire ni à l'immobilier, on imagine sans peine qu'elles se soient déroulées de cette façon. C'est sans doute trop simple pour les auteurs de l'article, qui y voient des choses « inhabituelles », « singulières » et « étranges », etc., en un mot, suspectes... mais ils ne le disent pas, prudence !

Et pourtant, dans tous les arguments développés, on ne découvre rien qui puisse justifier ces qualificatifs. Que la SAPC ait été créée pour la circonstance ne semble pas douteux, il y a beaucoup de sociétés qui sont créées pour un seul projet immobilier. Que les deux ventes, de la famille à la SAPC, puis de la SAPC au Port autonome, soient concomitantes paraît également tout à fait normal et de bonne gestion (...). L'action « de concert » entre le promoteur et le Port de Paris est en effet tout à fait vraisemblable : une affaire de ce genre est en général le résultat de longues négociations, qu'il y a-t-il d'étrange à cela ? Quant aux évaluations, elles ont été faites par les Domaines, qui ont par la réputation d'être particulièrement tendres ou infuenciables. Vous signalez l'existence des délais de paiement accordés au Port autonome - il faut être objectif -, mais leur incidence n'est pas calculée, et pourtant ce calcul est facile à faire, et il aboutit à un montant d'intérêt très important, mais cela ne va pas dans le sens de la démonstration puisque le bénéfice est diminué d'autant.

Et comme on ne peut rien trouver du côté de la mairie de Vigneux (le maire est communiste, donc peu soupçonné de sympathie chiraquienne), ni du Port

de Paris, qui n'est pas vraiment dirigé par un chiraquien grand teint, ni même du conseil d'administration de l'EPIC, où la Ville de Paris est très minoritaire, on sort un rapport de décembre 1993 signalant une « mainmise excessive » de la Ville de Paris sur le Port, sans donner aucune explication et en ajoutant que leurs rapports sont « conflictuels ». Comprenez qui pourra...

Les journalistes posent la question : que sont devenus les 15 millions de bénéfices de la SAPC ? Ils ne répondent pas, mais dans l'encadré on parle du promoteur et de ses liens avec des filiales ou sous-filiales de la Lyonnaise et de la Générale des Eaux : nous y voilà, snivez mon regard, il doit bien y avoir du financement occulte du RPR là-dessous... On n'avance aucune preuve, donc on ne le dit pas explicitement ; on se contente de « penser tout haut ».

Encore une fois, je ne connais de cette affaire et de ses protagonistes que ce que vous écrivez. Je suis un simple citoyen, ni assujéti à l'ISF ni inscrit au RPR ou à un autre parti, et personne ne m'a chargé de défendre M. Chirac ou son épouse, ils n'ont évidemment pas besoin de moi pour ça ! Je voterai Chirac, certes, mais ce n'est pas cela qui me guide dans ma démarche : je pense que « mon » journal ne devrait pas publier des articles aussi peu documentés et remplis d'insinuations fondées sur des rapprochements plus ou moins hasardeux : la seule chose vraiment claire au milieu de ces « étranges » supposées, c'est qu'on cherche à porter tort à M. Chirac à travers sa belle-famille.

On me dira que je lis entre les lignes, et que rien de ce qui est écrit ne peut donner lieu à pareille interprétation. Je n'en suis pas sûr.

Bruno Sterlin  
Paris

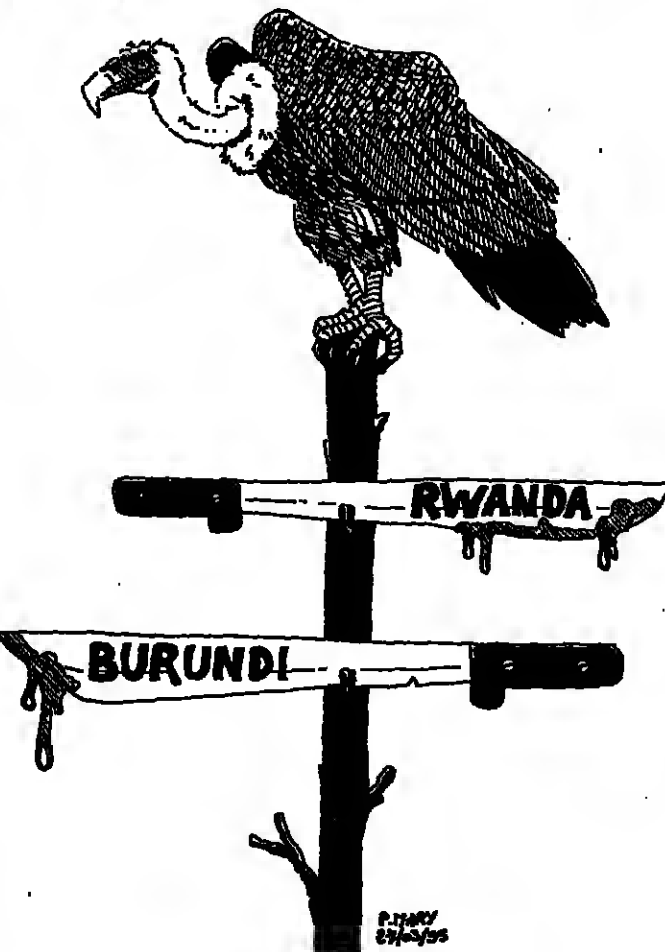
#### L'AIR DE LA CALOMNIE

L'accroche de première page de l'enquête consacrée à une vente de terrain par la famille de M. Chirac ne m'apparaît pas très « franche du collier », si vous me passez cette expression. Comme il vous arrive souvent lorsque vous voulez jouer les « chevaliers blancs », on sent que Basile n'est pas loin et l'on entend distinctement l'air de la calomnie. Certes, les choses s'éclairent un peu page 7 mais, mal... de la page une, on retient que les Chirac ont fait affaire avec le Port autonome de Paris... C'est toujours ça de dit qui se répète... La rumeur, la rumeur, Monsieur...

Ce n'est pas le meilleur côté de votre journal...

Michel Davet  
Levallois  
Hauts-de-Seine

#### TRAIT LIBRE



### EFFET D'ANNONCE

*Le Monde* se plaint à juste raison du niveau de la campagne présidentielle : pourquoi donc l'absorber encore avec un titre racoleur en première page sur le profit qu'aurait tiré M. et Mme Chirac de la vente de terrains au Port autonome de Paris, alors que l'article, nécessairement technique et donc relativement indigeste, contreditait ce que ce titre laissait entendre ?

Il fallait être un lecteur curieux et assez au fait de l'immobilier pour constater que :

- M. Chirac n'était aucunement impliqué.

- M. Chirac ne l'était qu'indirectement et à faible degré par sa famille.

- Le Port autonome ne dépend pas de la Ville de Paris, ses responsables ne doivent rien aux Chirac. La promesse de vente avait été signée trois ans avant que le bénéficiaire ne dénoue son opération, l'achat n'étant passé devant notaire qu'au moment de la revente, comme il est fréquent chez les marchands de biens.

*Le Monde*, qui a produit tant de scoops importants, avait-il besoin de cet effet d'annonce des plus douteux ?

Georges Winter  
Saint-Germain-en-Laye,  
Yvelines

### L'ANTIQUAULISME

L'antiquaisme est au *Monde* ce que la satire est au *Canard enchaîné*. Il est inné et naturel. La liberté d'expression et de critique existe, et c'est un bien inestimable. Mais, depuis que Jacques Chirac est entré en campagne, le 4 novembre, il n'est pas un seul article qui n'ait, d'une manière ou d'une autre, recélé des critiques plus ou moins directes, voire quelques flèches empoisonnées. Même lorsqu'un article paraît favorable (et pour quel ne pourrait-il l'être, en toute objectivité ?), il y a toujours, dans sa conclusion, comme un regret d'avoir été trop positif, un trait féroce, une allusion insidieuse.

Le numéro du 22 mars a franchi la ligne jaune. Titre accrocheur, à la « une » (...). L'insinuation est évidente, pour être retenue du lecteur ou du passant pressé, car l'article lui-même, en page intérieure, ne révèle rien d'anormal.

Cela est non seulement très regrettable, mais aussi quelque peu inique (...). La recherche de la transparence, tout à fait légitime, ne doit pas entraîner de dérapages dommageables.

Si Jacques Chirac semble, aujourd'hui, commencer à rassembler les Français, c'est qu'il incarne, aux yeux de ceux-ci, une nouvelle espérance après qu'on l'ait longtemps anéantis de mitterrandisme.

Au contraire du candidat socialiste de 1981 et de 1988 qui se « adressait qu'au seul « peuple de gauche », le candidat gaulliste en appelle à tous les Français (...).

Claude Costes  
Boulogne, Hauts-de-Seine

صلى الله عليه وسلم

6  
3  
3

338  
315 +  
= 53







**SOCIAL** La distribution du courrier continue à être perturbée dans le Midi et le Centre, à la suite de mouvements de grève locaux qui se prolongent à La Poste. ■ **INQUIETS**, les

postiers mettent en avant des conditions de travail dégradées, des réductions d'effectifs et s'interrogent sur l'avenir de leur service public. Soumise à l'impératif d'équilibrer ses

comptes et confrontée à une concurrence de plus en plus sévère, La Poste multiplie les réorganisations pour aller de l'avant. La réflexion engagée autour

du « bureau de poste de l'an 2000 » active les craintes. ■ **DANS LE VAR**, le conflit perdure depuis le 25 février. Dans les Bouches-du-Rhône, il entame sa troisième semaine. Dans ce

département, le courrier accuse un retard de deux à trois jours. A Orléans, le mouvement qui se prolonge depuis plus d'une semaine a dérivé sur le terrain juridique.

## La montée des conflits locaux à La Poste révèle un malaise général

La logique commerciale qu'adopte l'établissement public pour se préserver de la concurrence passe mal sur le terrain et depuis le début de l'année les régions sont agitées de mouvements revendicatifs

LES POSTIERS grognent. Sporadiquement, localement, et parfois durement. Ici, c'est l'impossibilité de poser quatre semaines de congés annuels d'affilée. Là, ce sont des plages horaires jugées « aberrantes ». Et les journées de travail scindées en deux vacations aux heures de pointe (tôt le matin et en fin d'après-midi) entrecoupées de longues pauses de quatre, cinq, voire six heures et les difficultés d'organisation familiale. Là encore, c'est le recours aux contractuels (« on est parfois obligé de les appeler au jour le jour »), pour tenir des emplois non pourvus à la suite de départs en retraite.

Ailleurs, ce sont les receveurs, des chefs d'établissement traditionnellement peu revendicatifs,

qui grondent. Ils figurent parmi les grands bénéficiaires d'une réforme des classifications assez contestée à La Poste. Pourtant, nombreux sont ceux qui évoquent désormais un « vrai ras-le-bol ». Certains prennent même la plume pour dénoncer « le caractère hystérique de certaines campagnes commerciales », le dévoiement de leur métier, les objectifs « irréalistes » qui leur sont fixés.

### PERTE D'IDENTITÉ

Depuis le début de l'année, les micro-conflits se sont multipliés sur ces thèmes. Avant le Midi et le Centre, c'était la Bretagne, avec les Côtes-d'Armor, le Sud-Ouest avec un conflit dur en Haute-Garonne. Paris ou la banlieue ont connu aussi leurs soubresauts. Au siège de La

Poste, à Boulogne, on relativise. « Il y a un climat d'inquiétude générale et, sur le terrain politique, le bras de fer que se livrent les syndicats CGT et SUD dans certaines régions nourrit les tensions ».

Dernière les exaspérations ponctuelles sur l'organisation du travail et les rapports hiérarchiques se cachent aujourd'hui des inquiétudes plus profondes. La Poste change. Ses agents, qui ont développé une vraie culture de service public, ont de plus en plus le sentiment de perdre identité et repères.

A marche forcée, La Poste adopte « une logique commerciale » et passe « à une réalité de marché ». Cette ancienne administration a été transformée en entreprise publique autonome par la réforme Quilès de 1990. Elle est

dotée, depuis octobre 1994, d'un contrat de plan, ce document qui fixe les règles du jeu entre l'exploitant public et sa tutelle. Soumise à un impératif financier très fort - l'équilibre des comptes -, La Poste évolue dans un environnement de plus en plus concurrentiel qui devrait être élargi encore par les projets de dérégulation du secteur, en discussion à Bruxelles.

« Nous réalisons 85 % de notre chiffre d'affaires courrier - 62 milliards de francs - avec les entreprises. Certains de ces clients ont des factures de plusieurs centaines de millions de francs ! Si nous l'ignorons, nous sommes morts. Et le service public avec ! » explique Claude Bournaud, le directeur général de La Poste.

Les réorganisations s'accroissent.

Après la réforme des centres de tri et leur automatisation, il y a eu la refonte de la filière messagerie, désormais distincte de celle du courrier. Les responsables ont été déconcentrés pour être davantage à l'écoute des marchés locaux et ont entraîné des effets pervers.

### BRUTALITÉ

Délégués régionaux, directeurs départementaux qui chapeautent groupements postaux et bureaux ont ainsi acquis une large autonomie en matière d'organisation du travail, de concours, recrutement et promotion. Tous de réaliser leurs objectifs, ces responsables « mettent la pression » sur leurs troupes. Parfois, extrêmement maladroitement, avec brutalité. Pour de nombreux agents, « La

Poste ne ressemble plus à la Poste ». Les recommandations qui ont accompagné le lancement des colis prêt-à-poster (type Diligo et Distingo) ont été mal reçues. Les anciens colis ont été retirés de la vue du public et les guichetiers sont invités à proposer systématiquement ces nouveaux produits. Leur zèle est surveillé puisque des clients anonymes - en fait des sortes de contrôleurs - peuvent être envoyés dans les bureaux pour juger de leur dynamisme commercial.

Le projet du bureau de poste de l'an 2000 attise aujourd'hui d'autres inquiétudes. Il devrait prendre forme, l'été prochain, après les élections municipales, et une fois passés, sans doute, les décrets d'application de la loi sur l'aménagement du territoire, dont la publication est prévue pour juin. « Cela se fera en concertation avec les postiers », assure-t-on au siège. On parle de concentrer la distribution en détachant les facteurs des bureaux de poste, de transformer les bureaux en agences commerciales, un peu à l'instar de celles de France Télécom. Des kiosques multimédias pourraient y être installés permettant la réservation de billets d'avions, de trains... s'adressant de fait à un autre type de clientèle. Les agents, eux, redoutent qu'« on ne vide les bureaux » et qu'« on ne rompe totalement avec l'esprit service public ».

Caroline Momot

## Des grèves dures à Marseille, Orléans et Toulon

■ **DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE**, le conflit des postiers entame sa troisième semaine. Partie de la recette principale de Marseille, jeudi 16 mars, la grève a rapidement touché les 282 bureaux de poste du département ainsi que le centre de tri de la gare Saint-Charles où le taux de grévistes dépasse 50 %. Six syndicats protestent contre la suppression programmée d'un millier d'emplois. Dans les boîtes aux lettres marseillaises, le courrier accuse un retard de deux à trois jours. Vendredi 31 mars, la direction départementale et les syndicats ont, pour la première fois, noté des négociations qualifiées « sérieuses ». Afin de « restaurer un climat de confiance », Bernard Le

Larin a accepté de geler jusqu'en mai 1996 les suppressions d'emplois programmées à la recette principale de Marseille.

■ **A ORLÉANS**, le syndicat CGT a été condamné le 30 mars « à cesser toute entrave sous astreinte de 50 000 F par jour de retard » par le TGI de la ville, à la suite de la saisie en référé de la juridiction par la direction de La Poste, qui estime que l'accès à un centre de tri a été entravé « par des groupes de grévistes » et notamment par « des délégués syndicaux CGT ».

Après neuf jours d'une grève touchant essentiellement la Poste d'Orléans, le centre de tri de Fleury-lès-Aubrais ainsi que quelques bureaux de l'agglomération, le mouve-

ment, lancé à l'initiative des syndicats CGT, FO et SUD (Solidaire, unitaire et démocratique), a été rejoint jeudi par la CFDT. Les syndicats protestent contre un projet de La Poste d'Orléans de réorganiser la distribution et de vouloir supprimer 61 emplois, selon la CGT. Le conflit a pris une tournure juridique à la suite de la condamnation de la seule CGT, alors que FO et SUD, impliqués également dans le conflit, ont été mis hors de cause par le tribunal.

■ **DANS LE VAR**, les premiers arrêts de travail ont eu lieu le 25 février à Hyères où la grève des facteurs perdure. Depuis, elle a essaimé à Toulon et dans sa périphérie, jusqu'à bloquer la distribution du courrier.

Les négociations entre l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO) et M. Brayac, directeur départemental de La Poste, sont passées par toutes les phases : de la crispation à l'exaspération jusqu'à l'introduction, par M. Brayac, contre l'intersyndicale d'une action en référé « d'heure à heure » devant le tribunal de grande instance de Toulon afin de réagir à l'occupation du centre de tri de La Valette, utilisé comme centre de transit des colis postaux pendant cette grève.

De nos correspondants  
Luc Leroux à Marseille  
et José Lenzini à Toulon  
(avec AFP)

## Pain Jacquet est repris par Limagrain

Son fondateur, Gérard Joulin, qui n'a plus la confiance des banques, quitte la société

LE GROUPE coopératif Limagrain a repris dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril la société Pain Jacquet, fondée par Gérard Joulin. Celle-ci, qui détient 35 % du marché du pain de mie en France avec les marques Jacquet et Duroi, était au bord du dépôt de bilan depuis des mois. Selon le plan de reprise, élaboré sous l'égide du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), Limagrain reprendra les branches opérationnelles de Pain Jacquet (pain de mie, biscuits, pâtes surgelées) et injectera environ 150 millions de francs dans l'affaire.

Les quelque trente-cinq banquiers qui avaient prêté près de 500 millions de francs abandonnent une partie substantielle de leurs créances ou les transfèrent en obligations remboursables en actions. Gérard Joulin, qui voulait devenir président du conseil de surveillance de Pain Jacquet à l'occasion du changement de statut de la société, va quitter le groupe. Il conservera la holding Pain Jacquet devenue une coquille vide. Il a toutefois évité le pire. Selon des proches du dossier, un dépôt de bilan mettant en cause sa responsabilité aurait été financièrement ruineux pour lui.

L'acquisition en 1987 d'un

concurrent allemand, Rugenberger, est à l'origine des malheurs de Pain Jacquet. A l'époque, l'entrepreneur français est ravi de racheter une affaire allemande et de faire boomer son chiffre d'affaires de 700 millions à plus de 2 milliards de francs.

### SANS ESPOIR

Née du rapprochement en 1972 de sept boulangeries industrielles du nord de l'Allemagne, Rugenberger est mal en point. Au fil des ans, Gérard Joulin engloutit plus de 100 millions de francs pour tenter de la redresser. En vain. « Ru-

genberger est le quatrième sur le marché allemand, mais aucun de ses concurrents ne gagne d'argent, car la distribution impose des marges très faibles. Il n'y avait donc aucun espoir de rendre l'affaire profitable », explique un observateur. Le 1<sup>er</sup> mars 1995, Gérard Joulin se décide à déposer le bilan de sa filiale allemande, qui réalisait un chiffre d'affaires de 260 millions de marks (environ 910 millions de francs).

Deuxième cause d'échec, Gérard Joulin a voulu réaliser des investissements ultramodernes dans deux usines, l'une de pain de mie

### Le « Napoléon » de l'agroalimentaire

« Gérard Joulin était surnommé le Napoléon de l'agroalimentaire. C'est l'écroulement d'une gloire nationale », Guy Nébot, président de l'IDIA, qui a longtemps financé Gérard Joulin, est affligé par l'effondrement de l'apprenti boulanger qui avait transformé sa petite boulangerie parisienne en leader français du pain industriel.

L'entrepreneur n'a pas su se transformer en gestionnaire. Autocrate, il a toujours refusé d'ouvrir largement le capital de Pain Jacquet à des partenaires extérieurs. Il s'est longtemps soucié de racheter les parts de son père et ses frères, sans penser à recapitaliser sérieusement la société. Ce boulanger hors pair a aussi commis l'erreur de s'implanter en Allemagne, sans disposer d'une équipe de management capable de diriger ce qui était devenu une multinationale. Ancien membre du conseil général de la Banque de France, actif dans les instances patronales agroalimentaires, Gérard Joulin vivait sur les lauriers de sa gloire. Mais sa société n'était plus gérée.

Arnaud Leparmentier

## BASF achète les médicaments du groupe Boots

APRÈS QUATRE MOIS de négociations avec la première chaîne de pharmacie britannique Boots, le chimiste allemand BASF a conclu le 31 mars l'acquisition de sa division de médicaments vedettes sur ordonnance pour 840 millions de livres (6,7 milliards de francs). Ce rachat permettra au groupe de Leverkusen de remonter de dix places dans le classement mondial des laboratoires pour accéder au trentième rang.

Préset au travers de Kool dans quatre domaines d'activités (cardio-vasculaire, système nerveux central, immunologie-oncologie et gastro-entérologie), le groupe trouve chez Boots des analogues, des anti-inflammatoires, des antidépresseurs, et un produit de synthèse utilisé pour les déficiences de la glande thyroïde (Le Monde du 16 novembre 1994).

Le rachat concerne, au niveau mondial, non seulement les médicaments sur ordonnance, mais aussi les marques, les activités de recherche et développement, la production et la distribution de

principes actifs. Le chiffre d'affaires de BASF Pharma va ainsi augmenter de 50 %, passant de 2 à 3 milliards de marks (10,5 milliards de francs) et aux 2 700 salariés du groupe vont s'en ajouter 5 700 autres.

Au niveau géographique, BASF se renforce en Grande-Bretagne, mais aussi aux Etats-Unis, en Espagne et en France. Les ventes de Knoll dans l'Hexagone feront un bond spectaculaire passant de 290 à 680 millions de francs. Ce laboratoire détient ainsi 1 % du marché pharmaceutique national.

La décision de Boots de céder sa branche de médicaments vedettes sur ordonnance a été accélérée par ses déboires en 1993, année au cours de laquelle il lui a fallu retirer du marché le Manoplax, un traitement des maladies cardiaques. La première chaîne de pharmacie britannique va désormais se concentrer sur la distribution de produits de santé et soins de corps ainsi que sur les médicaments de confort.

Dominique Gallots

### EN BREF

■ **CHAUSSON** : la filiale à parité de Renault et PSA a désormais un « interlocuteur unique » nommé le 31 mars par les pouvoirs publics. Edmond Robin, chef du service développement de l'emploi industriel au ministère de l'Industrie, est chargé « du suivi des différents projets industriels et des négociations entre l'intersyndicale, l'administration judiciaire, la direction de l'entreprise et les actionnaires ». Les négociations devaient reprendre lundi 3 avril pour « déterminer les conditions dans lesquelles des emplois ou des mesures sociales seront proposées » aux 1 050 salariés de Creil (Oise).

■ **REPSOL** : l'ouverture du capital de l'entreprise pétrolière espagnole va être portée de 15 % à 19 %, a annoncé, le 31 mars à Madrid, le gouvernement. Après cette deuxième privatisation partielle depuis 1989, la participation du secteur public dans cette entreprise sera réduite de 40 % à 21 %. En 1989, Repsol avait vendu 4 % de son capital au Banco Bilbao Vizcaya, puis avait placé en Bourse 26 % de son capital. La compagnie pétrolière de Mexico (Pemex) détient pour sa part 5 % du capital. En 1992, l'Etat avait réduit sa participation de 23 % lors d'une émission d'obligations convertibles.

■ **EDF-GDF** : des agents de l'établissement public occupent depuis le 30 mars le centre de traitement informatique de Marseille et bloquent les facturations pour la clientèle des centres. Les manifestants, qui agissent à l'appel de la CGT, « exigent notamment le règlement de la situation financière de la Mutuelle complémentaire d'action sociale (CMCAS) qui accuse un trou de 50 millions de francs ». Selon le secrétaire général de la CGT Marseille-Provence, Maurice Durand, 600 000 personnes sont couvertes par cette mutuelle en France.

Philippe Lemaître

## Le quota d'automobiles japonaises en Europe va augmenter de 1,7 %

BRUXELLES  
(Union européenne)  
de notre correspondant

En 1995, le Japon pourra exporter 1 105 000 voitures vers l'Union européenne (UE), soit 1,7 % de plus que ses livraisons autorisées de l'année précédente, alors que le marché des Quinze devrait progresser de 4,3 % pour atteindre 13 276 000 véhicules (voitures + véhicules commerciaux de moins de 5 tonnes). Tels sont les résultats des négociations entre la Commission européenne et les autorités japonaises qui se sont achevées vendredi 31 mars, et dont l'objet était d'arrêter les modalités d'application pour l'année en cours de l'ac-

cord d'autolimitation conclu avec Tokyo en 1991. Les Japonais se sont engagés à limiter leurs exportations d'automobiles vers l'UE jusqu'à la fin du siècle.

En 1993, le quota d'exportations vers l'UE à Douze avait été fixé à 993 000 véhicules, mais les constructeurs japonais n'étaient pas parvenus à le remplir. Le marché communautaire continue à se redresser cette année, mais à partir des niveaux très bas de 1993. Les mauvaises performances de l'industrie européenne au cours des années passées ne lui ont pas permis d'accomplir des efforts suffisants pour se hisser au niveau de ses concurrents nippons. Dans ces

conditions, il était attendu que les Européens réclament, et obtiennent, un relèvement des quotas d'exportation japonais nettement inférieurs au taux de progression du marché.

### TROIS NOUVEAUX MEMBRES

La pression exercée par Tokyo a été d'autant moins vive que les constructeurs japonais, notamment en raison de la hausse du yen, éprouvent des difficultés à tirer pleinement parti des quotas qui leur sont accordés.

Elément nouveau cette année, l'accord a été élargi aux marchés des trois nouveaux membres de l'Union, à savoir l'Autriche, la Fin-

lande et la Suède, de telle façon que la demande de voitures japonaises dans ces trois pays puisse être satisfaite sans restriction.

L'accord de 1991 prévoit une ouverture progressive des cinq marchés de l'UE, qui, jusque-là, étaient protégés. Pour l'année 1995, les quotas vers ces pays ont été fixés aux niveaux suivants : 186 000 pour la Grande-Bretagne (+ 0,9 %) ; 89 600 pour la France (+ 10,3 %) sur 1994, soit un taux de pénétration du marché évalué à 3,9 % ; 56 800 pour l'Italie (+ 20,8 %) ; 42 900 pour l'Espagne (+ 20,8 %) ; 39 000 pour le Portugal (quota inchangé).

Philippe Lemaître

صكا في الامم

TOKYO

NEW YORK

6  
3  
3

338  
315  
53







# Crédits, changes et grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### La Banque mondiale très attendue

LA DÉCISION inattendue de la banque centrale allemande de réduire son taux d'escompte de 4,5 à 4 % risque de coûter assez cher à la Banque mondiale, qui s'apprête à lancer un grand emprunt international de 3 milliards de marks et d'une durée de dix ans. Au milieu de la semaine, on estimait généralement un rendement de 0,12 point de pourcentage de plus que les fonds d'Etat de la République fédérale d'Allemagne. On pense aujourd'hui qu'il lui faudra offrir au moins 0,14 point de mieux. Et entre-temps le niveau général de l'intérêt à long terme a beaucoup monté. Les obligations du Trésor allemand rapportent 7,18 % à la veille du week-end contre 7,11 % jeudi matin quand l'opinion prévalait que la Bundesbank ne modifierait rien à sa politique monétaire.

Cette évolution (une baisse du rendement de l'argent qui a provoqué une hausse des rendements à long terme) traduit l'inquiétude de nombreux spécialistes qui craignent que la Bundesbank ne sorte de son rôle, qu'elle ne réagisse à des événements extérieurs et qu'elle ne relâche sa vigilance à l'égard de l'inflation. Lorsque le doute s'insinue sur ce plan, les investisseurs privilégient les place-

ments courts et refusent de s'engager plus avant à moins d'obtenir des compensations de plus en plus élevées en fonction de l'éloignement des échéances.

Quoi qu'il en soit, le prochain emprunt de la Banque mondiale s'annonce comme une des opérations décisives de l'année. Sa taille et le prestige de son débiteur le mettent en évidence et chacun espère que ce sera une réussite. D'autres débiteurs attendent de savoir quel sort lui sera réservé avant de se lancer. Il s'agit d'une transaction de type planétaire et la Banque mondiale tient à ce que ses titres soient facilement négociables et le demeurent. Elle a tout mis en œuvre pour éviter de répéter l'expérience d'un précédent emprunt de ce genre dont les titres ont été enfouis au fond de nombreux portefeuilles d'où ils ne devaient pas sortir avant leur remboursement. L'affaire sera dirigée par deux établissements : un allemand, la Deutsche Bank, et un américain, Goldman Sachs.

#### INTÉRÊT POUR LE DOLLAR

Le récent regain d'intérêt pour les placements en dollars s'est confirmé la semaine passée. Plusieurs emprunteurs de premier plan ont levé des fonds dans la de-

visé américaine pour des montants plus ou moins élevés et des durées variées. Les emprunts les plus courts ont été offerts en souscription publique en Europe. Les plus longs ont trouvé une audience plus étendue allant jusqu'en Asie, non seulement au Japon mais également en Chine continentale, à Hongkong, en Malaisie ou à Singapour.

La plus volumineuse de ces opérations de type classique se monte à 500 millions de dollars et sera remboursée dans dix ans. Son débiteur est un des principaux établissements publics allemands, Kreditanstalt für Wiederaufbau, qui proposait un rendement légèrement supérieur à 7,50 % l'an, soit 0,26 point de pourcentage de mieux que les obligations du Trésor américain. La direction de l'emprunt était assurée par la Deutsche Bank.

La Caisse centrale du Crédit immobilier de France, pour sa part, a retenu le comparément des emprunts à taux variable où elle a obtenu 400 millions de dollars pour une durée de cinq ans. L'intérêt changera tous les trois mois en fonction de l'évolution du taux de l'argent tel qu'il est redéfini par le taux du Libor auquel s'ajoutera une marge de 0,15 point de pourcentage. La transaction était confiée à deux banques internationales, CS First Boston et HSBC. Il lui a été fait un très bon accueil. Le débiteur a coché un contrat d'échange de façon à obtenir les fonds en francs français qu'il lui faudra rembourser à 25,5 centimes de plus que le taux de référence du Pibor à trois mois.

Christophe Vetter

## MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### La surprise allemande

ELLE L'A FAIT ! Qui donc ? La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank), jeudi, en fin de matinée, son conseil prenait tout le monde par surprise, qualifiée naturellement de « di-vine », en abaissant d'un demi-point son taux d'escompte, ramené de 4,50 % à 4 %, tandis que son taux des prises en pension à court terme (RE-PO) revenait de 4,85 % à 4,50 %, et que le Lombard, baissé auparavant du chenal des taux, restait inchangé à 6 %. De plus, le REPO deviendra variable dans quinze jours, ce qui permettra à la Bundesbank de le faire baisser davantage si l'attitude de capitaux internationaux sur le marché allemand s'avérait trop importante. Un communiqué officiel a indiqué que ces mesures se justifiaient par le bon comportement de la masse monétaire M3, dont la croissance est revenue dans la fourchette précédemment fixée, et par le « changement de l'environnement monétaire ». Naturellement, les banques centrales de la zone mark - Belgique, Pays-Bas, Autriche - ont immédiatement suivi.

Ces mesures ont été interprétées, outre la nécessité de freiner la hausse du deutchmark et de donner un peu d'air à l'économie, comme un soutien au dollar et à l'Europe des monnaies, à commencer par la France. Elles ont été considérées comme une réponse à l'immobilisme de la Réserve fédérale

des Etats-Unis, dont le comité de politique monétaire (Open Market Policy Committee), réuni le 28 mars, a laissé inchangés ses taux directeurs, dans l'attente, semble-t-il, d'informations supplémentaires sur l'évolution de la croissance américaine. Selon les milieux financiers internationaux, la Fed, si elle devait relever ses taux une septième fois, ne le ferait qu'en mai prochain, et encore, tant elle craint de « surchauffer » et de trop freiner la croissance, voire de la transformer un jour ou l'autre en récession : un vrai cauchemar !

Par ailleurs, un phénomène inquiétant se produit : la lente remontée des rendements du marché obligataire américain se poursuit : de 7,08 % à 7,25 % sur dix ans et de 7,35 % à 7,46 % sur trente ans, en liaison avec la baisse

R.R.

#### MATIF

Echéances 31/03	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Cours de compens.
<b>MOTIONNEL 90 %</b>					
juin 95	1 640,41	112,96	112,96	112,96	112,96
sept 95	1 094	112,94	112,94	112,94	112,94
oct 95	602	112,94	112,94	112,94	112,94
nov 95	1 494	99,23	99,23	99,23	99,23
<b>BOURSE 3 MOIS</b>					
juin 95	51 257	93,14	93,14	93,14	93,14
sept 95	13 628	93,49	93,49	93,49	93,49
oct 95	7 253	93,50	93,50	93,50	93,50
nov 95	1 494	93,23	93,23	93,23	93,23
<b>BOURSE LONG TERM</b>					
juin 95	3 422	82,70	82,70	82,70	82,70
sept 95					

## DEVICES ET OR

### Lourde rechute du dollar

AFFREUX ! En quelques heures, le dollar a reperdu les maigres gains qu'il avait tirés de la diminution, jeudi, des taux directeurs de la Bundesbank, retombant même, vendredi, en dessous de ses niveaux antérieurs, déjà très faibles. Il a battu tous ses records de baisse vis-à-vis du yen et s'est rapproché dangereusement de celui établi le mercredi 8 mars à 1,35 DM. C'est précisément cette lourde rechute qui a le plus impressionné les marchés.

Ces derniers, après le maintien mardi des taux directeurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui avait déçu et donc déprimé la devise américaine, attendaient impatientement la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank du 30 mars, comptant bien sur un abaissement de son taux pour venir en aide au « billet vert ». Ce coup-là, ils ne furent pas déçus, et le dollar se trouva dopé... pendant une quinzaine d'heures.

Car, dès le lendemain matin, vendredi 31 mars, après avoir bondi la veille de 1,3750 DM à 1,4220 DM, il commençait à rechuter, tombant l'après-midi à 1,3750 DM. A Tokyo, c'était pire : un sursaut le hissait d'abord de 88,50 yens à 89,50 yens, puis c'était la chute à 86,50 yens, après un point bas à 86,20 yens, nouveau record absolu, cela malgré les interventions répétées de la Banque du Japon.

Toujours à Tokyo, on incriminait les ventes de dollars effectuées par les investisseurs et les compagnies d'assurances japonaises avant la fin de l'exercice fiscal le 31 mars, et, aussi, d'importants dégagements émanant d'investisseurs américains, sans oublier les fonds de performance (Hedge Funds) d'origine atlantique.

#### CRISE DE CONFIANCE

En principe, ce serait la révision en hausse de la croissance du pro-

duit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis au quatrième trimestre 1993 (5,1 % contre 4,6 %) qui aurait fait craindre, à nouveau, la surchauffe et un regain d'inflation, crainte démentie par l'annonce d'une augmentation de 1,3 % seulement du défateur (indice tendanciel des prix).

Pourtant, bien des signes montrent que la croissance des Etats-Unis se ralentit : les ventes de logements neufs ont enregistré une chute spectaculaire de 14 % (en rythme annuel) en février, et diminué de 20,3 % par rapport à celles de février 1994, par suite, certes, des intempéries en Californie, mais, surtout, en raison de la forte hausse du coût du crédit hypothécaire depuis un an.

Ajoutons-y une baisse de 0,2 % des commandes des entreprises en février, après +0,7 % en janvier, un recul de l'indice de confiance de l'université du Michigan, ramené à 90,3 en mars contre 95 en fé-

vrier, et un recul de l'indice des directeurs d'achats de Chicago, 55,0 en mars contre 62,7 en février. En fait, ce qui continue à se produire, c'est une crise de confiance dans le dollar, aggravée par la possibilité d'un ralentissement de la croissance et d'une possible chute de Wall Street, que plusieurs « gourous », notamment M. Prechter, voient se profiler dans la zone des 4100 de l'indice Dow Jones, actuellement à 4160.

#### THÉORIES D'ELLIOTT

Patrick Artus, directeur des études économiques de la Caisse des dépôts, ne cesse de rappeler que la dette oette externe des Etats-Unis dépasse 1 000 milliards de dollars, redoutable masse dont les déplacements, même réduits, peuvent être meurtriers. Jusqu'où le dollar peut-il aller ?

En analyse technique, Philippe Caben, de la direction des marchés du Crédit lyonnais, le

« pape » français des familiers des « vagues d'Elliott » reste pessimiste. Pour lui, le fait que la devise américaine n'ait pu, en deux rebonds successifs, dépasser 1,42 DM donne un important signal de baisse pour les trois prochaines semaines. Il n'exclut pas de la voir glisser à 1,32 DM, voire 1,28 DM, « sans miracle ». Cela terminerait une descente amorcée en février 1985 à 3,47 DM, record absolu, avant une hausse pour de nombreuses années, à partir du second semestre 1995, vers la véritable valeur économique du dollar, soit 1,80 DM à 2,20 DM, toujours selon les théories d'Elliott (1932) et des suites mathématiques de Leonard de Pise, le fameux Fibonacci (du onzième siècle).

#### DOPAGE DU FRANC

En Europe, les décisions de la Bundesbank, tout en dopant, initialement, les marchés de taux et d'actions, ont un peu allégé la

pression sur les devises faibles, lire et peseta, avec, toutefois, de nouvelles pressions en fin de semaine, en liaison avec la chute du dollar.

C'est sur le franc français que le dopage a été le plus spectaculaire. Jeudi, le cours du mark à Paris, déjà revenu la semaine dernière de 3,57 F à 3,53 F, voire 3,52 F, rebondit, d'un « coup », de 3,53 F à 3,48 F, son cours de la mi-février 1995. Élément réconfortant, le nouvel accès de faiblesse du dollar, vis-à-vis du mark notamment, ne se répercutait guère sur le franc, le mark ne remontant qu'à 3,4940 F à la veille du week-end.

François Renard

#### L'OR

	Cours 31-3	Cours 24-3
Or fin (c. barre)	61 000	61 000
Or fin (en lingot)	60 700	60 690
Pièce française (20 F)	33	33
Pièce française (10 F)	33	33
Pièce suisse (20 F)	351	351
Pièce latine (20 F)	351	351
Pièce turque (20 F)	348	348
Souverain Elizabeth II	446	446
Demi-souverain	301	301
Pièce de 20 \$	3305	3305
Pièce de 10 \$	1 652,50	1 652,50
Pièce de 5 \$	653	653
Pièce de 50 pesos	2 250	2 250
Pièce de 20 marks	431	431
Pièce de 10 florins	366	366
Pièce de 5 roubles	266	266

Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le palladium en effervescence

L'ENGOUEMENT pour les téléphones mobiles, les ordinateurs personnels et les écrans de télévisions grand format dans les pays développés explique l'ampleur de l'envolée d'un métal qui passe habituellement inaperçu : le palladium. En moins de trois ans, son cours a pratiquement doublé. Durant le seul mois d'avril, la hausse a atteint près de 15 %. Mercredi 29 mars à Londres, au fixing, l'Once Troy (31,1035 grammes) gagnait 8,75 dollars, à 176 dollars. Tendance identique sur le New-York Mercantile Exchange (NYMEX), la seule Bourse à coter un contrat à terme sur le palladium. L'once de métal a gagné 3,20 dollars à 173,45 dollars. Jamais depuis six ans, les cours n'avaient atteint de tels sommets. A la fin des années 80, rappellent les intervenants, ils se situaient aux alentours de 80 dollars

l'once. Le palladium est un platinoïde. Il est issu des mines de platine - comme le rhodium. C'est un métal deux fois plus léger que le platine, son concurrent pour plusieurs types d'utilisation, deux ou trois fois moins cher que lui, et doté d'une résistance satisfaisante. Son principal défaut est d'être plus sensible à la corrosion par le plomb que le platine. Et d'avoir des propriétés de catalyseurs moins durables que ce dernier. Conducteur, il est surtout utilisé pour la fabrication de condensateurs multicouches sur céramique. Ce qui explique que les Japonais, grands maîtres de l'électronique grand public, sont les principaux consommateurs de palladium. Le tiers de la demande mondiale provient de l'archipel nippon.

Car si les cours grimpent, ne servent les spécialistes, ce n'est pas le

fait de purs spéculateurs en quête de gains rapides. Le marché du palladium n'est pas suffisamment liquide pour eux. Ils se tiennent donc à l'écart et l'abandonnent aux utilisateurs. Pour moitié, la demande mondiale est le fait des industries électriques et électroniques. Suivent, par ordre d'importance décroissante, la dentisterie, les constructeurs automobiles, enfin la bijouterie-joaillerie.

#### MENACES JAPONAISES

Côté production, le numéro un mondial est la Fédération de Russie. Sur les 4,3 millions d'onces de palladium extraites en 1993, près de 2,3 millions étaient d'origine russe, soit plus de la moitié. Le reste, selon les chiffres de Johnson Matthey, le plus grand groupe mondial de commercialisation de métaux du groupe platine, se répartit entre l'Afrique du Sud (1,4 million) et le continent nord-américain (essentiellement le Canada. Les Etats-Unis ne possédant qu'une seule mine de grande taille).

Aux niveaux de prix actuels, les Japonais commencent à s'interroger sur les possibilités qui existent de substituer au palladium des métaux moins coûteux. Le groupe d'électronique Kyocera Corporation a d'ores et déjà annoncé qu'il souhaitait trou-

ver une solution meilleur marché pour la fabrication des condensateurs sur céramique. Mais l'antenne est ancienne. Lorsque, l'automne dernier, les cours du palladium frisaient 160 dollars l'once, la menace avait déjà été évoquée. Il s'agissait, semble-t-il, d'amener la Russie à mettre sur le marché une partie de ses stocks de palladium pour faire baisser les cours.

En réalité, il n'y pas eu de déstockage massif, les cours ont crevé le plafond de 160 dollars, et les Japonais sont toujours acheteurs sur le marché. Cette fois-ci sera-t-elle la bonne ? Les spécialistes en doutent et font observer que la hausse du yen face au dollar rend les importations moins onéreuses qu'il y paraît pour Tokyo. Résultat, c'est le plafond de 200 dollars l'once - un prix jamais vu depuis près d'une quinzaine d'années - qui est désormais agité par les milieux spécialisés anglo-saxons.

Quel sera le comportement de Moscou au cours des prochaines semaines ? Les spécialistes n'en savent trop rien. Il paraît acquis que la Russie détient encore des quantités importantes de palladium. Le principal débouché pour ce métal avant la disparition de l'ancienne Union soviétique était en effet le complexe militaro-industriel. Ses achats sont

devenus insignifiants et donnent raison à première vue à ceux qui prédisent une invasion du marché par le palladium russe.

Il n'en reste pas moins que cette vision se heurte à un obstacle physique. Le marché réclame du palladium en poudre. C'est la présentation requise par l'industrie de l'électronique et les constructeurs automobiles. Or le métal détenu par la Russie l'est sous forme de lingots

bruts, ce dont le marché n'est pas demandeur. Quels que soient les aléas du marché mondial à moyen terme, une certitude demeure : plusieurs des propriétés du palladium n'ont pas été complètement explorées notamment pour la production de vitamines, d'antibiotiques, d'arômes et de parfums. Son avenir est assuré dans tous les cas.

Jean-Pierre Tuquoi

#### LES MATIÈRES PREMIÈRES

Variations hebdomadaires

INDICES	31/3	30/3
Dow-Jones composite	166,92	166,77
Dow-Jones à terme	220,61	221,56
MÉTALLS (Londres)		
Cuivre comptant	2 986	2 982
Cuivre à 3 mois	2 955	2 952
Aluminium comptant	1 872	1 871
Aluminium à 3 mois	-	-
Plomb	-	-
Plomb à 3 mois	-	-
Etain	3 780	3 780
Etain à 3 mois	1 815	1 815
Zinc	1 088	1 088
Zinc à 3 mois	1 066	1 066
Nickel	7 670	7 590
Nickel à 3 mois	7 670	7 590
MÉTALLS PRÉCIEUX (New York)		
Argent	4,73	4,73

	Cours 31-3	Cours 24-3
Pétrole	0,80	0,80
Palladium	166,25	167
<b>GRANDES ET DÉVIÉS</b>		
Bê (Chicago)	1,24	1,24
Mais (Chicago)	2,41	2,41
Grain de soja (Chicago)	-	-
R de terre (Chicago)	335,10	335,10
Orge (Londres)	108	107
<b>SOFTS</b>		
Cacao (New York)	1 373	1 355
Café (Londres)	3 079	3 099
Sacré blanc (Paris)	-	-
<b>OLÉOMÉTIQUES</b>		
Coton New York	1,10	1,10
Soja d'orage	1,02	1,02
<b>LE PÉTROLE</b>		
Brut (Londres)	Cours 31-3	Cours 24-3
WTI (New York)	16,73	16,70
Crude Oil (New York)	-	-

صكيا بن الامال

63/3

388  
315  
653



## Timides embellies au nord de la Loire

L'ANTICYCLONE des Açores régnera sur le pays, repoussant les perturbations au-delà des frontières. Mais l'air chaud et humide de basses couches persistera près des frontières du Nord et dans le Nord-Est. Sur le reste du pays, la journée de dimanche sera bien ensoleillée. Seuls quelques hrouillards matinaux seront observés en Bretagne et près des côtes de la Manche. Les conditions anticyclo-

niques persisteront lundi et offriront une journée printanière semblable.

Dimanche matin, la grisaille dominera sur la Basse-Normandie, l'Île-de-France, la Champagne-Ardenne, l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté, la Bourgogne jusqu'au Lyonnais et au Bourbonnais. Sur la Bretagne, le Maine et l'Anjou, des brumes et brouillards matinaux se dissiperont localement. Sur la Vendée, le Poitou-Charentes, le Limousin, l'Aquitaine jusqu'à la région toulousaine, les brouillards matinaux laisseront rapidement place à un bel ensoleillement. Sur les Pyrénées centrales, le Quercy-Rouergue, le Languedoc-Roussillon, le sud de l'Auvergne, la Savoie, le Dauphiné, le Vivarais, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le soleil sera présent dès le lever du jour.

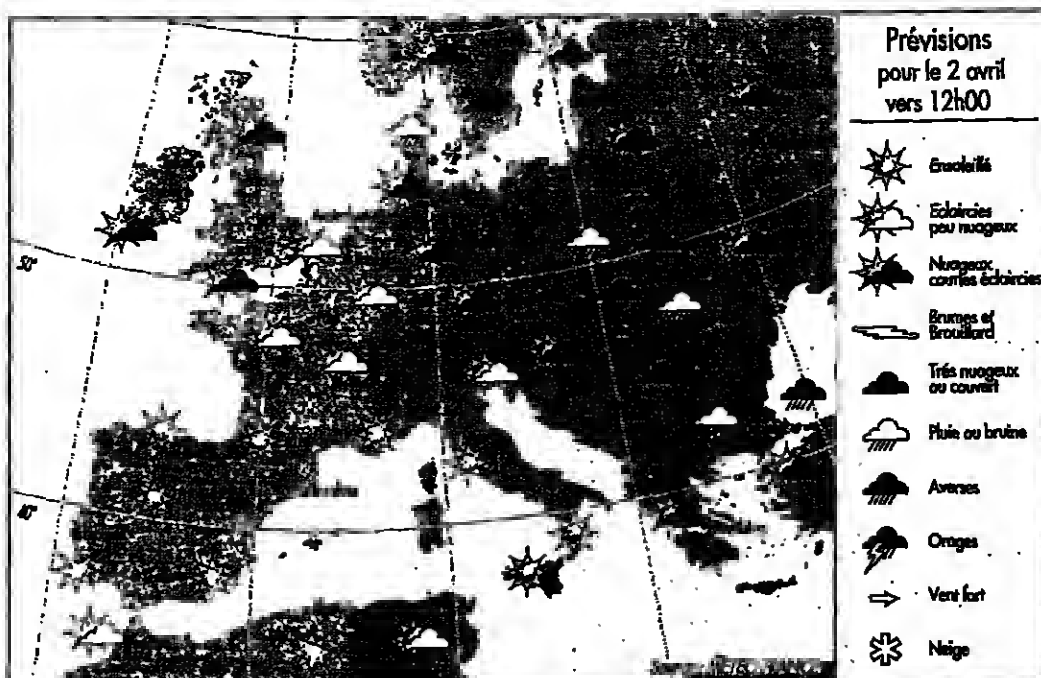
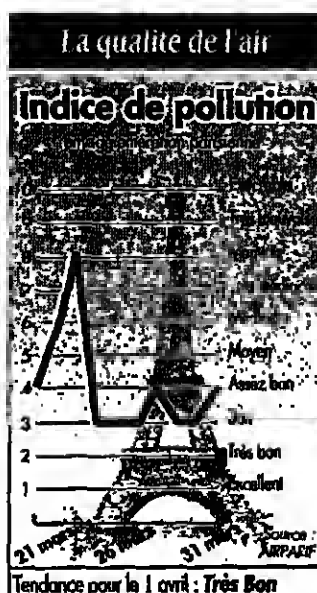
L'après-midi, les nuages persisteront sur la Normandie, l'Orléanais, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Île-de-France, la Champagne-Ardenne, la Bourgogne, l'Alsace-Lorraine, la Franche-Comté, la Bresse et le Lyonnais. Les quelques embellies seront timides et de courte durée. Sur la Bretagne, les Pays-de-Loire, la Touraine, le Berry, le Poitou-Charentes et le Limousin, les quelques nuages n'empêcheront pas l'impression de beau temps. Sur l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le sud de l'Auvergne, le Languedoc-Roussillon, le relief alpin, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le soleil dominera sans partage.

Côté mercure, il fera doux le matin au nord de la Loire avec des températures voisines de 7 degrés. La fraîcheur sera plus sensible au sud avec 3 degrés. L'après-midi, le thermomètre affichera de 14 à 22 degrés du nord au sud, jusqu'à 24 degrés sur le pourtour méditerranéen.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 2 avril vers 12h00



Prévisions pour le 2 avril vers 12h00



### TEMPÉRATURES

du 31 mars 1995  
maxima/minima

### FRANCE

ALPES 14/1  
ARDECHE 13/3  
AUBE 13/3  
BOURGOGNE 13/3  
BRETAGNE 13/3  
CHARENTE 13/3  
CORSE 13/3  
COTED'AZUR 13/3  
DOUBOIS 13/3  
FRANCHE-COMTE 13/3  
GUYANNE 13/3  
ILE-DE-FRANCE 13/3  
LIMOUSIN 13/3  
LOIRE 13/3  
LOIRE-ATLANTIQUE 13/3  
MAYENNE 13/3  
NORMANDIE 13/3  
PAYS-DE-LOIRE 13/3  
PICARDIE 13/3  
POITOU-CHARENTES 13/3  
PROVENCE 13/3  
RHODANIE 13/3  
SARRE 13/3  
SAVOIE 13/3  
SEINE-SAINT-DENIS 13/3  
VAL-DE-LOIRE 13/3  
VENDÉE 13/3  
VOSGES 13/3

### STRANAGER

ALGER 13/3  
AMSTERDAM 13/3  
ATHÈNES 13/3  
BARCELONE 13/3  
BERLIN 13/3  
BOGOTÁ 13/3  
BRUXELLES 13/3  
COPENHAGUE 13/3  
DUBLAÏ 13/3  
GENÈVE 13/3  
HANOÏ 13/3  
HONG-KONG 13/3  
JERUSALEM 13/3  
LONDRES 13/3  
MADRID 13/3  
MOSCOU 13/3  
NEW DELHI 13/3  
NEW YORK 13/3  
PARIS 13/3  
RIO DE JANEIRO 13/3  
SANTO DOMINGO 13/3  
SÃO PAULO 13/3  
SINGAPOUR 13/3  
STOCKHOLM 13/3  
SYDNEY 13/3  
TOKYO 13/3  
TUNIS 13/3  
VIENNE 13/3

### ST-ÉTIENNE

7/4

### STRASBOURG

13/2

### TOLOUSE

11/9

### TOURS

11/9

### LYON

11/9

### MARSEILLE

11/9

### NANTES

11/9

### NICE

11/9

### PARIS

11/9

### PERPIGNAN

11/9

### POINTE-AUTRE

11/9

### RENNES

11/9

### ST-DENIS

11/9

### ST-ÉTIENNE

11/9

### STRASBOURG

11/9

### TOLOUSE

11/9

### TOURS

11/9

### LYON

11/9

### MARSEILLE

11/9

### NANTES

11/9

### NICE

11/9

### PARIS

11/9

### PERPIGNAN

11/9

### POINTE-AUTRE

11/9

### RENNES

11/9

### ST-DENIS

11/9

### ST-ÉTIENNE

11/9

### STRASBOURG

11/9

### TOLOUSE

11/9

### TOURS

11/9

### LYON

11/9

### MARSEILLE

11/9

### NANTES

11/9

### NICE

11/9

## IL Y A 50 ANS DANS L'armée nouvelle

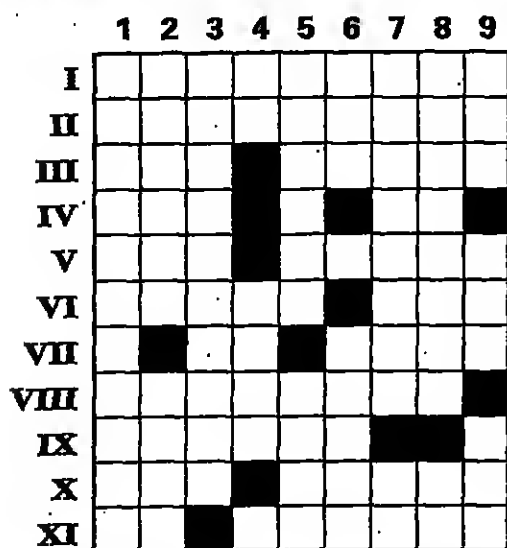
CETTE jeune armée qui a, simultanément, de l'intérieur et de l'extérieur, débarrassé la France et Paris vient aujourd'hui, dans Paris en fête, recevoir ses drapeaux. Fête du souvenir. Elle était profondément émue, hier soir, cette minute de recueillement qui figeait, immobiles et silencieux, sur l'immense avenue, les centaines de milliers d'hommes et de femmes montant lentement vers l'Arc de triomphe, soudain rendu à toute sa gloire. Mais plus encore fête du renouveau, promesse et engagement pour l'avenir. L'armée pose aujourd'hui tous les problèmes de la nation. Comment peupler ses divisions si les classes d'appel deviennent de plus en plus squelettiques? Comment les nourrir et les équiper si la production française ne reprendrait rapidement son essor? Comment maintenir leur cohésion et leur foi si le pays revenait à ses paresseuses, à ses égoïstes et à ses querelles?

L'armée est aujourd'hui le plus vivant symbole de notre renaissance. Un immense élan a porté vers elle les jeunes de France, ceux des Forces libres et ceux des Forces de l'intérieur, ceux qui préféraient assumer à Bir-Hakeim ou aux Glères, au Cotentin ou au Vercors, tous les risques de l'homme et de la liberté. Aujourd'hui elle les appelle encore à terminer la reconquête du territoire français, à terrasser définitivement l'Allemagne, à libérer l'Indochine, à vivre et à mourir pour le salut et la grandeur de la communauté française, largement dispersée mais éternellement unie à travers cinq continents. C'est assez dire que l'armée nouvelle, où pour la première fois depuis bien longtemps l'officier et l'ouvrier se sont retrouvés et compris, doit être l'enfant chérie de la nation. A elle, en retour, de se montrer digne du rôle qui lui est dévolu, de comprendre la nécessité de son renouveau, les conditions de son unité et de sa force.

(3 avril 1945.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6531



HORIZONTALEMENT  
1. Qui peut nous apporter des sommes dont on n'avait pas besoin. - II. Sont comme des perles. - III. Abrévié.

tion pour des associés. 5. Éteint. - IV. D'un auxiliaire. Branché. - V. Cap. Parfois invité sans ménagements à reculer. - VI. Comme une toile. Dix sur dix. - VII. Fin de bail. La mer, pour un poète. - VIII. Instrument à cordes. - IX. Essayez peut-être d'attirer l'attention. - X. Obtenue. Place des Anciens. - XI. Lie. Te donneras beaucoup de mal.

VERTICALEMENT  
1. Vraiment court. - 2. Approuvai. Dernier délai pour un paiement. - 3. Sujet d'étude pour ceux qui aiment les fleurs. - 4. Tranche de melon. Sont moins nombreux que les appelés. - 5. Un exercice de gymnastique. Personnage biblique. - 6. Utile pour le gosse. Une personne parfois emportée. - 7. Qui peut nous donner la rage. Valeur du silence. - 8. Peut être mise avec les verbes. Dieu. - 9. Un point. Appareil. Unité de toute prudente progression.

SOLUTION DU N° 6530  
HORIZONTALEMENT  
1. Rénovés. - II. Escalier. - III. Somnolent. - IV. Suc. Eros. - V. Étape. - VI. Mayen. RI. - VII. Stipes. - VIII. Lentilles. - IX. Aléatoire. - X. Nus. Été. - XI. Test. Eros.

VERTICALEMENT  
1. Ressemblant. - 2. Écoute. Eue. - 3. Nançay. Ness. - 4. Tin. Pesta. - 5. Ila. Entité. - 6. Elne. Ilote. - 7. Rétro. Plier. - 8. Eres. Réer. - 9. Ses. Vissées.

Guy Brouy

## ABONNEMENTS

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à: Le Monde Service Abonnements

1, place Hubert-Ducour-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le client: France, Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, d'autres pays de l'Union européenne.

3 mois 536 F 572 F 790 F

6 mois 1 038 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 890 F 2 086 F 2 960 F

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

Le Monde (ISSN 0013-9587) is published daily (except on Sundays and public holidays) at 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Annual subscription price (including postage) is 18.90 F (1995). Single copies 1.20 F. Payment in advance. For advertising rates, contact the publisher. Printed in France. No. 10000.

For the subscription service, contact: LE MONDE SERVICE, 1, place Hubert-Ducour-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France. Tel.: 33 (1) 49-60-32-90.

## PARIS EN VISITE

Lundi 3 avril

■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE (60 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise côté escalier roulant (Vincent de Langlade).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée): les antiquités romaines, 11 h 30; la Pléiade de Villeneuve-lès-Avignon, d'Eugène-Rand Carton, 12 h 30; les Flandres au XVIII<sup>e</sup> siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ LE PALAIS-ROYAL et ses passages insoupçonnés (50 F), 14 h 30, place du Palais-Royal devant les grilles du Conseil d'Etat (Pierre-Yves Jaslet).

■ LE VAL-DE-GRÂCE (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 2, rue du Val-de-Grâce (Christine Merle).

■ MUSÉE DU LOUVRE: thèmes de la Passion et de la résurrection chez les primitifs italiens (55 F + prix d'entrée), 15 heures, métro Palais-Royal côté place Colette (Paris et son histoire).

Mardi 4 avril

■ MUSÉE D'ORSAY (23 F + prix d'entrée): une œuvre à voir, Les Romains de la décadence, de Thomas Couture, 12 heures; exposition « Les Schoelder et Le Creusot (1836-1960) », 12 h 30 (Musées nationaux).

■ MUSÉE DU PETIT-PALAIS (25 F + prix d'entrée): Cycle XIX<sup>e</sup>, l'impressionnisme et ses sources, 12 h 30; Images de la vie quotidienne du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, 14 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

■ L'HÔTEL-DIEU (50 F), 14 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

■ MUSÉE DU LUXEMBOURG: exposition Peintures italiennes du Musée de Nantes (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 19, rue de Vaugirard (Didier Bouchard).

■ NOTRE-DAME-DE-PARIS: le trésor (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, devant le portail central (Art et Histoire).

■ LE SENTIER: la rue Saint-Denis, les cours des miracles et les « traboules » (50 F), 14 h 30, sortie du métro Bonne-Nouvelle devant la poste (Pierre-Yves Jaslet).

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ GRANDE-BRETAGNE. Soucieuse de faire gagner du temps à ses clients, la compagnie britannique Air UK propose depuis le 26 mars de nouvelles prestations. Les passagers ayant acquis des billets plein tarif et tarif économique peuvent choisir leur place à l'avance et faire leur enregistrement par téléphone dans les aéroports de Londres Gatwick, Londres Stansted, Edimbourg, Glasgow, Aberdeen, Norwich, Leeds, Teesside et Humberside.

■ JAPON. Japan Airlines a annoncé son intention de reprendre dès le mois de mai les deux liaisons Nagoya-Naha et Nagoya-Yamagata, abandonnées par Japan Transocean Airlines. Elles seront desservies à raison de deux allers et retours quotidiens pour la ligne Nagoya-Naha et de quatre allers et retours hebdomadaires pour la ligne Nagoya-Yamagata.

■ PARIS. Le tour-opérateur français Look Voyages, qui a enregistré en 1994 une forte progression de son trafic avec plus de 700 000 personnes transportées, vise le million

de clients pour 1995. Pour sa progression, le groupe mise sur la multiplication des départs à partir de la province. - (AFP)

■ ITALIE. Les syndicats de pilotes, d'équipages et du personnel au sol de la compagnie italienne Alitalia ont annoncé une grève de 24 heures pour le lundi 10 avril. - (AFP)

■ GRÈCE. La Commission européenne a donné son feu vert à la construction du nouvel aéroport d'Athènes, à Spata. Les travaux qui devraient commencer dans trois mois dureront quatre ans et demi. Destinés à se substituer à l'



**EXPOSITION** Annette Messager, qui appartient à la génération des artistes d'après Mai 68, a entrepris de faire son œuvre en dehors de l'art avec un grand A, à

partir de sa vie de femme, de la vie, de matériaux ordinaires et d'images de tous les jours. LE MUSÉE d'art moderne de la Ville de Paris lui consacre une grande

rétrospective: soit vingt-cinq ans de travail dont l'artiste a organisé le parcours tortueux, où elle se cache derrière une quantité de personnages et d'images plus révéla-

trices de son humour mordant que de son histoire personnelle. AU FIL DES ANNÉES, Annette Messager la collectionneuse, qui n'était pas trop sûre d'être une artiste, a

grendi, tant et si bien qu'aujourd'hui même le Musée d'art moderne de New York s'intéresse à son œuvre. Après Paris et Los Angeles, l'artiste exposera au MOMA.

## La rétrospective Annette Messager, collectionneuse et « truqueuse »

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris présente vingt-cinq ans du travail de cette artiste, femme pratique, colporteuse, amoureuse, paradeuse...

Annette Messager, « Faire parade », Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris, tél. : 53-67-40-00. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche jusqu'à 19 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 21 mai.

Depuis le jour où Annette Messager (qui est née en 1943) a décidé d'être artiste, il s'est passé un quart de siècle au cours duquel être femme et artiste a cessé de paraître catastrophique. Il faut le souligner, car c'est à partir de ces deux données encore antinomiques à la fin des années 60 qu'Annette Messager a construit son œuvre. Dans un entretien avec Robert Storr, commissaire de l'exposition du MOMA, publié dans le catalogue, elle insiste : « De toute façon, je pensais que j'étais une artiste dévalisée en tant que femme. J'avais envie de mettre cette dévalorisation en évidence, je sentais que c'était à cela qu'il fallait que je m'attache. »

Ce qu'elle a fait, moyennant quelques subterfuges, à commencer par le partage (vrai et simulé) de sa personne en collectionneuse d'une part, en créatrice de l'autre, les deux opérant dans l'appareillage des fonctions séparées : la chambre, où elle collectionnait, et le séjour, où elle confectionnait. Cela, elle l'expliquait en présentant ses « Albums-collections » à l'ARC (1974), où on la retrouve aujourd'hui, par un croquis et une note qu'elle titrait « Sur les travaux de la chambre, une double vie ? », qui ne faisait qu'entretenir une belle confusion quant au lieu où elle situait sa création. Était-ce l'intimité de la chambre où elle accumulait les revues ? Était-ce l'atelier où elle tricotait, comme une gamine, des chauffe-cœur pour ses « pensionnaires » - des mouleaux empilés ? Elle jouait évidemment sur tous les terrains, comme elle le fera toujours. Avec beaucoup de plaisir, d'humour et de tendresse aussi. Que contenaient ces « Al-



« Mes Jabousies », 1972 (détail). Collection PRAC Aquitaine.

buns-collections » ? Des proverbes sur les femmes que l'artiste a brodés sur des tissus ; des photos d'hommes accompagnées de remarques sur ce qu'elle aime chez eux, et ce qu'elle n'aime pas ; des taches d'encre qu'elle interprète ; des photos de baisers ; des petits dessins porno griffonnés ; des portraits de belles femmes qu'elle couvre de rides et édente (ses « Jabousies ») ; sa vie mouvementée sous forme de roman-photo...

Bref, on y découvre une Annette Messager qui, jouant tout à tour à la bonne ménagère et à la midinette, vous balance à peu près tout sur l'image de la femme façonnée par l'homme, la publicité, les magazines. Autant de gestes couturiers pour façonner une œuvre à partir de soi, qui dérangeait bien. Et dérange un peu moins aujourd'hui, où le ombre d'artistes femmes travaillant dans le sens d'Annette

Messager, aux États-Unis comme en Europe, a augmenté.

Annette Messager a donc construit son œuvre à partir du quotidien des femmes. Sans rien qui puisse la faire passer pour une féministe de choc. Elle est du genre à ironiser, à se moquer d'elle-même et des autres, à se distribuer bons points et punitions, et, si révolte ou provocation il y a chez elle, elle n'est jamais directe, toujours sous le couvert de gestes modestes. C'est par là qu'elle se démarque de la plupart des femmes artistes : elle se pose d'emblée en championne de la basse culture, plus créative que créatrice. Il faut dire qu'elle a compté parmi les lecteurs assidus des Cahiers de l'Art brut de Jean Dubuffet, dont on fait bien peu de cas alors. Et qu'elle est du côté de ces artistes en révolte contre le formalisme à l'américaine, contre le grand art à la française, contre l'art politique déclaré. Comme Christian Boltanski, son compagnon de route, comme Le Gar et quelques autres qui, autour de 1970, ont dit « je » et entrepris de raconter leur histoire et des histoires de vie en se servant des arts populaires, et de la photographie d'amateurs notamment.

Tout au long des années 70, Annette Messager a fait proliférer ses personnages. Se déclarant successivement « femme pratique », « truqueuse », « artiste », elle a entrepris de colorier, à la façon des chronos et des dépliant touristiques, des images ludiques de couples et de grands voyages : ce sera le « bonheur illustré », rien que des clichés, de la pacotille, et une façon de parler de l'exotisme, du pittoresque, du beau, du bon. Puis elle a dessiné d'effroyables aventures, une façon de parler du laid, et de faire du noir comme dans les polars. Puis ce sera la période des « Chimères », qu'Annette Messager, « colporteuse », libère dans l'espace.

Ces « Chimères », ce sont des agrandissements de photos qu'elle déchire, ou recroque des bouches dévorantes et des yeux, pour les glisser dans des formes de chauves-souris, de croissant de

lune, etc. Elle joue à se faire peur, à nous faire peur, comme dans les plus horribles contes pour enfants, mais aussi comme dans les meilleurs films d'horreur. Elle se déchaine drôlement. Le moment est d'ailleurs propice - début des années 80 -, et la scène artistique est pour le moins prise de convulsions : il y est fortement question de drame, de déluge, de chaos.

### DÉMÊS INTÉRIEUS

Après quoi l'artiste, qui, en traitant du cauchemar et du vertige, a débarrassé le corps, n'en lâche plus les moindres, qu'elle cultive avec dévotion. Elle en fait des trophées, des ex-voto, pend de petites photos de pieds, de mains, de bouches, d'yeux, de sexes à des bouts de ficelles. Versant dans le sacré, elle y met les formes qu'il faut pour impressionner. Versant dans le profane, elle rompt avec le rituel de « monstration », en écrivant des mots et des mots, à même le mur.

mettent en scène des jouets en peluche, des animaux empilés, des poupées de chiffon hérissées de pointes de crayon, des masques de paille pris dans des bas, portés à bout de piques, soit de nouvelles images de terreur rappelant le temps des tricoteries. Ou bien ce sont des organes de tissu boursés de lapok, des cœurs, des visières et des bronches, qui pendent à des fils et qu'il faut traverser avant de retrouver pris dans des filets de pêche noirs. Pour tout dire, on n'en peut presque plus de circuler dans ce monde de débris internes du corps, trop-plein de déchets, de régressions, dans lequel Messager finit par nous plonger, nous égarer, exprès. C'est son ultime parade que de chercher à nous prendre dans ses fils et ses filets, ses retours en arrière, pour ne pas se livrer sous forme de rétrospective ordonnée, pour ajourner tout regard distancé sur son travail, trop proche d'elle, qu'elle veut bien montrer,

### « Retour de l'histoire »

« Aujourd'hui le fait d'être une femme artiste suscite moins de questionnement [aux États-Unis] qu'en France ou en Europe où c'est toujours une exception. C'est peut-être même un « plus » d'être une femme artiste ou artiste gay aux États-Unis : ce sont d'ailleurs maintenant les hommes artistes comme Félix Gonzalez Torres ou Mike Kelley qui se revendiquent féministes chez vous ; ils nous prennent même cela ! Ils commencent à travailler avec des tissus, des rideaux, c'est déjà un retour de l'histoire. »

★ Entretien d'Annette Messager avec Robert Storr, commissaire pour l'exposition au Musée d'art moderne de New York.

Des mots comme tendresse, volupté, promesse ou mensonge, qui semblent être là pour réchauffer les images, comme nager les petits tricotés des oiseaux morts, ou pour rassembler les morceaux éparpillés sur les cimaises et en faire une sorte de géographie amoureuse.

Cette grande période pleine de concentration est un peu oubliée dans le parcours de l'exposition dessiné par Messager, qui, comme tout artiste, privilégie son travail d'aujourd'hui : des installations qui

voient en se cachant. Son exposition, une œuvre en soi, orchestrée tel un marasme qui ne cesse de s'amplifier, ne met rien de particulier en valeur, tout y a valeur sentimentale, de reliques, de souvenirs. La perspective, qui affiche le morcellement, la dispersion et brouille les époques, affaiblit la force plastique de beaucoup de pièces. Elle est risquée, mais conforme à la démarche créatrice d'Annette Messager.

Geneviève Breerette

## Un Derain fauve est mis en vente à un prix étonnamment bas

LE 29 MARS, M<sup>re</sup> Loudmer organisait une vente consacrée au surréalisme. Livres, revues, tracts et documents, mais aussi des tableaux, dont une part non négligeable provenait des héritiers de Line et de Patrick Waldberg, l'un des écrivains d'art les plus fins des années 30-50. Il avait accumulé dans sa maison de Seillans, en Provence, une jolie collection, comme ces trois dessins d'Arp, publiés en 1929 par la revue *Variétés*. A 34 000 francs, ils ont presque triplé leur estimation.

D'autres bonnes surprises, dans cette vente, sont venues des Italiens, les artistes comme les acheteurs :

on espérait au mieux 1 500 francs de la *Petite Aube ardue* (sic) du modeste Fabrizio Clerici. Elle s'est vendue dix fois plus. Peut-être à un de ces enchérisseurs venus de la Péninsule, un phénomène nouveau et surprenant compte tenu de la faible santé de la lire. Ils ont conduit les œuvres de Salvador Fiume ou Renato Guttuso vers des prix étonnamment élevés. Les tableaux très drôles de l'Américain Bill Copley étaient proposés dans des fourchettes extrêmement basses (sous les 10 000 francs). Ils les ont naturellement dépassés. Même les dessins et collages de Max Ernst, de Man Ray ou de Magritte semblaient à la

portée de beaucoup de bourses. Résultat : un nombre très élevé d'enchères et une participation active de la salle.

Ces exemples montrent que la politique des estimations modestes peut être payante. Les récentes ventes d'art du XX<sup>e</sup> siècle, organisées à Paris, ont connu des hauts et des bas. Plutôt des hauts. Sauf quand les commissaires-priseurs persuadent les vendeurs de proposer leurs œuvres à des estimations sérieusement revues à la baisse. Mais quand elles sont trop hautes, rien n'y fait.

Un exemple : lors d'une vente du 30 mars (M<sup>re</sup> De Quay et Loraubail), les enchérisseurs étaient nombreux mais rarement pour la même œuvre. Cette absence de compétition explique en partie des résultats modestes : 350 000 francs pour un dessin de Reo, 1,1 million de francs pour une vue du quai Saint-Michel, peinte par Albert Marquet depuis la fenêtre de l'atelier de Matisse, vers 1907-1908. Soit, dans les deux cas, 100 000 francs de moins que l'estimation. Il y avait d'autres belles affaires, comme cette superbe nature morte (1909) d'Herbin : un acheteur heureux l'a emporté pour 100 000 francs, la moitié de son estimation. Ou *L'Herbage au Brull-en-Auge*, un Laponne de 1943 : annoncé pour 120 000 à 160 000 francs, il est parti à 70 000 francs ! Estimations trop hautes, prix de réserve trop élevés ou œuvres déjà vues chez des marchands ? En tout cas, bon nombre de tableaux sont restés sur le carreau. Invendu, le joli petit Signac, Ravalé, le paysage superbe de Nicolas de Staël. Et les deux Dubuffet, et les quatre Hélon dont l'étonnant

*La jeune fille et la Mort*, de 1957. Quant au portrait de femme, dessiné en 1942 par Matisse, et jamais sorti d'une collection privée, une estimation à 850 000 francs était sans doute trop haute.

On attend donc avec intérêt la vente, lundi 3 avril, qu'organise M<sup>re</sup> Kohn à Drouot-Montaigne. Non pas pour le dessin de Lavret, ni pour celui de Redon, ni pour Miro, ni pour Lam, ni pour Combas. Mais surtout pour le Derain : il a tout pour lui. Il est de la période fauve, la plus recherchée du peintre. Il provient d'une collection étrangère, et se trouve à Paris sous le statut d'une importation temporaire, c'est-à-dire libre d'être réexporté au besoin. Enfin, il est beau : Les *Barques échouées à Collioure* rappelleront quelque chose à ceux qui ont visité l'exposition organisée par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris, où étaient accrochés les *Bateaux dans le port*, un tableau extrêmement proche. Le point de vue de celui qui propose M<sup>re</sup> Kohn est légèrement différent, comme si Derain s'était déplacé sur la gauche entre les deux toiles. La touche, surtout, est plus fluide, plus rapide, comme s'il s'agissait d'une ébauche poussée de celui montré par le Musée. Mais sa principale qualité, en ces jours sombres, c'est son estimation, que M<sup>re</sup> Kohn a voulu extrêmement modeste : « Le tableau, presque jumeau, exposé au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, avait été vendu 56 millions de francs. J'ai estimé le nôtre entre 6 et 8 millions de francs. J'espère bien qu'il fera beaucoup plus, mais en ce moment il ne faut pas décourager les acheteurs potentiels. »

Harry Bellet

## DANS LES GALERIES

### SYLVIA BOSSU

Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles, 75004 Paris. Tél. : 42-78-32-24. Jusqu'au 12 avril. L'installation de Sylvia Bossu, jeune artiste multimédia, donne moins à voir - des pése-personnes reliés par des fils à des haut-parleurs - qu'à entendre. Quoi ? Pour le savoir, il faut monter sur les balances. C'est votre poids qui déclenche la bande-son différente d'une balance à l'autre (il y en a cinq), toutes diffusant des bruits venus du dedans du corps : une respiration, un battement de cœur, un cri déchirant qu'on peut assimiler à celui d'une chute dans le vide, des murmures de plaisir... Ce dispositif, qui paraît un rien simple, s'avère assez pervers et efficace pour vous coincer dans le secret de votre propre corps. Sylvia Bossu s'inscrit dans la lignée d'artistes du début des années 70, comme Abramovic, qui travaillaient sur la perception, et avaient l'ambition, en l'impliquant dans leurs installations, de faire prendre conscience de soi au visiteur.

### LAURIE SIMMONS

Galerie Rizzo, 9, rue Saint-Gilles, 75003 Paris. Tél. : 48-67-12-00. Jusqu'au 6 mai. Philippe Rizzo a quitté son petit local de la rue de Lappe pour ouvrir une galerie plus spacieuse, plus élégante, un endroit bien connu puisqu'il appartenait auparavant à Gilbert Brownstone. Pour l'inaugurer, le jeune galeriste présente les dernières photographies de Laurie Simmons, une artiste américaine chevronnée, qu'il a déjà exposée en 1993. On aimait ses cartes postales kitsch où des poupées-touristes se baladaient entre des monuments célèbres. On approuvait sa dénonciation corrosive de la femme-objet avec des images curieuses : des biens de consommation (une cuvette de WC, un accordéon, un sablier) étaient associés à des jambes féminines. Dans sa dernière série, Laurie Simmons témoigne encore de son goût de l'artifice en mettant en scène des poupées souriantes portant des habits sombres, que l'on nomme *dummies* (poupées de ventriloque), dont le personnage principal lui ressemble étrangement. S'éloignant de faits de société et du militantisme, l'artiste parle d'elle, de son enfance, des images qui ont marqué sa génération, fait travailler sa mémoire pour recréer un monde aux ombres inquiétantes et aux poses stéréotypées que l'impersonnalité des visages de poupées vient renforcer. M. G.

## les violons

du 21 mars au 7 mai 1995

Association pour la promotion des arts  
Salle Saint-Jean  
Hôtel de Ville de Paris  
lutherie vénitienne du XVIII<sup>e</sup> siècle  
et peintures de 1600 à nos jours  
Tous les jours sauf le lundi, de 12:00 h. à 19:00 h.

## LE RENDEZ-VOUS DES ARTS...

**Particulier,**  
achète prix maximum  
**meubles, bronzes, objets,**  
**tableaux orientalistes.**  
Commission à tout intermédiaire,  
marchands inclus  
**Tél. : 44-00-07-34**

ANTIQUITES MUSEES PRESSE  
**3615 CURIOSITEL**  
**GALERIE JOEL GARCIA**  
EXPOSITION  
**NELSON DIAS-LOPEZ**  
JUSQU'AU 16 AVRIL  
tél. 3615 CURIOSITEL VIT 4064  
RESTAURATION POUPÉES  
tél. 3615 CURIOSITEL VIT 440

**Vos contacts pour passer**  
**une annonce dans cette rubrique**  
LE MONDE PubliCity : ♦ GALERIES - 44-43-76-20  
♦ ANTIQUAIRES - 44-43-76-23

سكنا من الامم

La mort de Ma  
l'héroïne de « I

SALON  
ANTIQUAIRES  
à BALTARD  
du 11 au 13 mai 1995  
à 14 h

6  
3  
3

388  
315  
53



## La mort de Madeleine Sologne l'héroïne de « L'Éternel Retour »

L'actrice du film de Jean Delannoy et de Jean Cocteau est décédée vendredi 31 mars dans une maison de santé de Vierzon à l'âge de quatre-vingt-deux ans

IL Y A cinquante-deux ans, du 15 mars à la fin de juin 1943, se déroulait le tournage de *L'Éternel Retour*, réalisé par Jean Delannoy d'après un scénario de Jean Cocteau « réinventant » et modernisant la légende de Tristan et Yseult. Jean Cocteau et Jean Delannoy avaient décidé que, dans le rôle de Patrice, Jean Marais serait vêtu d'un chandail à dessins jacquard et que, dans celui de Nathalie, Madeleine Sologne, remplaçant Michèle Morgan un moment pressentie, porterait de longs cheveux blonds. Une métamorphose pour une actrice que l'on avait toujours connue brune et qui trouvait là le rôle le plus important d'une carrière dans laquelle elle était entrée presque par hasard.

Sans son mariage avec le chef opérateur Jean Douanrin, Madeleine Vouillon, née le 27 octobre 1912 à La Ferté-Imbault (Loir-et-Cher), ne serait en effet sans doute jamais devenue actrice. Abandonnant son métier de modiste, elle prend pour pseudonyme le nom de sa région, qu'elle aimait, et débute au cinéma — après quelques rôles au théâtre —, dans *La vie est à nous*, de Jean Renoir (1936), où elle incarne une petite ouvrière. Sa chevelure brune lui vaut de se voir confier à deux reprises un rôle de gitane, dans *Les Filles du Rhône*, de Jean-Paul Paulin (1937), et *Le Danube bleu*, d'Emile-Edwin Reinert et Alfred Rode (1940).

Elle apparaît également au côté de Fernandel dans *Raphaël le Titoué*, de Christian-Jaque (1940), avant d'interpréter dans *Fievez*, de Jean Delannoy (1941), le rôle de l'épouse d'un chanteur (Tino Rossi), qui, ayant appris que son mari la trompe avec une riche Américaine, erre désespérée sous la pluie et vient mourir dans les bras de l'infidèle repentant. Dans *L'Appel du bled*, de Maurice Gleize (1942), elle parvient par instants à donner un peu de vérité à son personnage de grande cantatrice brisée par la perte de l'enfant qu'elle attendait et qui, son mari étant porté disparu au front, doit faire seule face à la vie dans le Sud algérien.

Avec *Le Loup des Maheux*, de Guillaume Radot (1942), dans lequel elle incarne une jeune institutrice qui tente de percer les sombres mystères d'un château maudit, elle s'inscrit dans le con-



© ROGER COBAIN

rant fantastique et merveilleux qui traverse alors le cinéma français et conduit à *L'Éternel Retour*.

### LES AMANTS IDEALS

Le succès remporté par le film de Cocteau et Delannoy, auquel la critique anglaise reprochera injustement, en 1945, de se situer dans une esthétique et une thématique ouvertement « nazies », et qui paraît aujourd'hui très académique, a permis à Madeleine Sologne de se faire connaître d'un public plus large. Elle a été mariée à trois reprises, avec un homme de lettres, un homme de théâtre, et un homme de cinéma. Elle a eu trois enfants, dont deux sont devenus acteurs. Elle a été l'actrice la plus payée de France pendant plusieurs années.

Le succès remporté par le film de Cocteau et Delannoy, auquel la critique anglaise reprochera injustement, en 1945, de se situer dans une esthétique et une thématique ouvertement « nazies », et qui paraît aujourd'hui très académique, a permis à Madeleine Sologne de se faire connaître d'un public plus large. Elle a été mariée à trois reprises, avec un homme de lettres, un homme de théâtre, et un homme de cinéma. Elle a eu trois enfants, dont deux sont devenus acteurs. Elle a été l'actrice la plus payée de France pendant plusieurs années.

### CORRESPONDANCE

#### La faillite de Jacques Melki

Après l'article consacré à la faillite frauduleuse du marchand d'art Jacques Melki (Le Monde du 25 février), nous avons reçu, du commissaire-priseur Pierre Cornette de Saint-Cyr, cette lettre :

Vous indiquez que j'ai été condamné par un jugement du tribunal de grande instance de Paris du 30 janvier à payer au liquidateur judiciaire de la galerie Melki la somme de 7,6 millions de francs correspondant au prix de la vente d'un tableau de Nicolas de Staël effectué à la demande de Jacques Melki. Vous indiquez que ce prix de vente n'aurait pas rejoint l'actif de la galerie Melki alors que le tableau se retrouverait dans les soutes de la Société de banque occidentale (SBO), laissant entendre que cette opération n'aurait pas été régulière.

Je dois donc préciser que la vente a été réalisée à la demande

de la galerie Melki, mais également à la demande de la SBO, créancier gagiste de la galerie Melki. Le prix de vente devait permettre de régler un prêt consenti par la SBO à cette galerie. Le tableau a été vendu aux enchères mais l'acquéreur n'a pas réglé le prix de vente.

En accord avec le débiteur, le tableau a été restitué au créancier gagiste, la SBO, qui le reconnaît et qui a indiqué que le montant du prêt qu'elle avait consenti à la galerie Melki avait été intégralement remboursé. Le jugement que vous citez est frappé d'appel.

Il. Le tribunal de grande instance de Paris n'a pas, dans son jugement du 30 janvier, suivi le raisonnement de Pierre Cornette de Saint-Cyr. Une nature morte de Nicolas de Staël a bien été adjugée, le 11 juin 1990, sous son ministère, à la société Asaki. Selon le tribunal, une vente ne peut être annulée qu'avec l'accord du vendeur et du acheteur. Or, dans son jugement du 30 janvier, le tribunal de grande instance de Paris affirme que « la preuve d'un accord de l'acheteur ne saurait être rapportée par la seule lettre de Jacques Melki (vendeur) du 26 juin 1991. Il n'est pas démontré que celui-ci était le mandataire de l'acheteur et avait le pouvoir d'annuler seul, plus d'un an après, une vente aux enchères librement conclue ».

2. Comme le remarque incidemment le tribunal, on peut s'étonner qu'une vente ait été annulée « plus d'un an après » par le seul vendeur et non par l'acheteur, en l'occurrence une éminente société japonaise Asaki, installée à Genève et dont on n'a aujourd'hui plus de trace. — M. G.]

Nogent-sur-Marne

**SALON ANTIQUAIRES A BALTARD**

Samedi 1, Dimanche 2, Lundi 3  
de 10 h 30 à 13 h 30

## Courtney Love entraîne son groupe Hole dans un rock à tombeau ouvert

En tournée aux Etats-Unis, la chanteuse s'est blessée à la hanche après avoir plongé dans la foule et a dû reporter son concert parisien. La veuve de Kurt Cobain, le leader de Nirvana, continue de défrayer la chronique

DEPUIS son enfance, Courtney Love roule à tombeau ouvert. Avec le mal de vivre comme carburant, la haine comme moteur et le rock comme véhicule. Sur le bord de la route, les spectateurs écoutent et regardent toujours plus nombreux. Surtout depuis son équipée sauvage avec Kurt Cobain, chanteur de Nirvana, icône grunge et mari suicidé, qui a laissé sa veuve plus exposée encore. On connaît souvent moins sa musique, et les chansons de son groupe féminin, Hole, que ses frasques. Dommage.

En deux albums, *Pretty On The Inside* (« Belle de l'intérieur ») et *Live Through This* (« En passer par là »), elle s'est élevée comme auteur et compositeur, donnant à ses ressentiments des formes plus subtiles que la simple fureur. Mais Courtney Love, victime et actrice consentante de l'industrie du spectacle, écorchée vive, a choisi de tout déballer. Indécence dépeçée ? Besoin maladif de publicité ? Elle a jeté depuis longtemps sa vie privée par les fenêtres. On n'en sait pas forcément plus pour autant. Déformée par la presse à scandale, brouillée aussi par les déclarations contradictoires d'une femme attisant les controverses par provocation, mythomane ou paranoïa, sa biographie ne peut se décrire qu'au conditionnel.

A vingt-neuf ans, Courtney serait l'aînée de cinq enfants tous nés de pères différents. Fille de Linda Carroll, psychanalyste et militante féministe, et de Hank Harrison, personnage évoluant dans l'entourage du groupe hippie Grateful Dead, elle aurait suivi sa mère en Nouvelle-Zélande et vécu dans une ferme communautaire avant d'être envoyée en internat. Elle y prenait, paraît-il des noms d'emprunt (Michelle, Ari Rodri-

guez) et se serait fait revooyer après avoir bu des Martini-vodka avec les garçons de l'école d'en face. A douze ans, après une escale en Australie, sa mère l'expédie aux Etats-Unis, à Eugene (Oregon) dans ce qui semblait être une institution pour enfants retardés. La jeune fille souffre alors d'obésité et de bégaiement.

### EMERGENCE ET MURDERMINE

Placée sous la direction d'un tuteur (coccinome d'après la rumeur), elle fumerait alors ses premiers joints et se révélerait délinquante. Un T-shirt volé dans un grand magasin et une paire de draps volontairement déchirés suffisent apparemment à exacerber son ven. Après deux ans passés en maison de correction, la demoiselle déménage à Portland (Oregon). A quinze ans, elle y découvre le heavy metal, puis l'énergie revigorante et le nihilisme du punk rock. A seize ans, elle aurait commencé une carrière de stripteaseuse le menant au Japon, puis à Liverpool. La new wave anglaise bat alors son plein. Elle rencontre là Julian Cope, alors leader des Teardrop Explodes et s'initie aux acides. Courtney fait son trou dans le milieu du rock. En rentrant à Portland, elle forme son premier groupe, les Italian Whore Nuns. En 1982, elle rallie (pour un mois ou un an, selon les versions) Faith No More, groupe de San Francisco devenu depuis un grand nom du hard rock.

Courtney Love s'installe ensuite à Seattle, crée Sugar Baby Doll avec Jennifer Finch (future L7) et Kat Bjelland (aujourd'hui chanteuse de Babes In Toyland) et rencontre enfin Kurt Cobain. Celui-ci lui aurait trouvé « un petit air de Nancy Spungen », la « fiancée tragique » de Sid Vicious, bassiste

des Sex Pistols — qui l'assassina, croit-on, avant de mourir lui-même d'une surdose d'héroïne. Courtney joua d'ailleurs un petit rôle dans le film *Sid and Nancy* consacré par Alex Cox à ce « couple maudit ». Elle forme Hole en 1990 et épouse Cobain fin 1991. Nirvana devient au même moment, grâce à l'album *Nevermind*, le phénomène rock de la nouvelle décennie et le couple, plongeant tête baissée dans tous les excès, se retrouve constamment sous le feu des médias. Encensée, Courtney avoue avoir continué à prendre de l'héroïne, puis pose nue, cigarette au bec, en couverture de *Vanity Fair*. La naissance de Frances Bean Cobain n'atténue pas les scandales. La police doit intervenir plusieurs fois pour séparer les disputes de la dame et de son mari maniaco-dépressif.

Depuis le suicide de Kurt Cobain, le 8 avril 1994 et la mort par surdose de Kristin Pfaff, la bassiste de Hole, quelques semaines après, Courtney a encore fait parler d'elle. Insultant les uns, flirtant avec d'autres, exhibant et martyrisant son corps, s'imposant à sa façon un travail de deuil. De cette enfance déracinée, de cette adolescence éclatée, de ce vide et de cette tristesse sont nées une rage et une ambition pourvoyeuses de formes artistiques doctes nous sommes les voyeurs fasciés.

Stéphane Davet

★ Les concerts de Toulouse, le 4 avril, Montpellier (le 8), et Lyon (le 9) sont maintenus. Les trois premières étapes annulées de la tournée française ont été reportées comme suit : Bordeaux, le 6 mai, Montpellier le 7 mai, Paris le 8 mai.

### CARNET

#### AU CARNET DU MONDE

##### Mariages

Marianne SARRAILH et Didier BOISGARD

se disent oui pour la vie, le samedi 1<sup>er</sup> avril 1995.

Marseille.

##### Noces d'or

— Vaux-le-Pénil.

2 avril 1945-2 avril 1995

Leurs enfants et petits-enfants embrassent très fort

Micheline et Henri,

et leur souhaitent de magnifiques nocces d'or.

##### Décès

— Béatrice Pierson, Jean-Pascal Bénassy, Carole et Thierry Meininger, Isabelle Bénassy, Hildegarde Bénassy, ses enfants.

Joan, Géraldine et Grégor, ses petits-enfants, les familles Garçonnet et Bénassy, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean BÉNASSY, née Jeanne Garçonnet

survenue le 29 mars 1995.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 5 avril à 9 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Foincard à Paris 16<sup>e</sup>, en union avec son époux.

Jean Bénassy

et son fils

Arnaud Bénassy

14, boulevard de Courcelles, Paris 17<sup>e</sup>.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Jacques Mabilly, son époux,

Catherine et Jean-Pierre Mabilly, ses enfants,

Julienne, Elise, Léa, Noémie, Valentine, ses petits-enfants.

Les familles Trouvin, Jacomte, Martier, Gomez, Paillet, Chatauret, Tournein, ont la douleur de faire part du décès de

Hélène MABILLY, née Melchioritz

survenue le 30 mars 1995 à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 avril 1995, à 14 h 30, au cimetière de Bezelles (77970).

Jacques Mabilly, 72, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

— M. Edmond Téboul, avocat à la cour, son époux,

Claude et Albert Feingold, Françoise et Michel Téboul, Dominique et Gérard Téboul, ses enfants,

Caroline et Sacha, Grégory, Virginie, Vincent, Emmanuel et Alexandre, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Gladys TEBOUL, née Cohen-Sacré,

survenue le 29 mars 1995.

Les obsèques auront lieu le lundi 3 avril 1995, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

29, rue La Boétie, 75008 Paris.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— Le 2 avril 1981,

le docteur André CHAUVENET

nous quitte.

En avril 1945, après trois ans, trois mois et trois jours dans les prisons et camps nazis, il retrouvait la liberté.

Il a écrit :

« Il semble que nous n'ayons survécu que pour porter un message. »

Ce message est toujours vivant.

Son épouse, Genevieve, ses filles, Isabelle et Laure.

8, rue Béranget, 75003 Paris.

— Il y a cent ans naissait

Simone MAHIAS, née Monmery.

Une messe anniversaire aura lieu, le mardi 4 avril à midi en l'église Notre-Dame-de-Champs.

« L'amour de Dieu a été répandu dans nos cœurs par l'Esprit-Saint qui nous a été donné. » (Rom. V, 5)

Pierre Mahias, 3, rue Gazon, 75014 Paris.

Clémence et Sylviane Mahias, 32, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.

Cet avis tient lieu de faire-part, ni fleur ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Raoul Vadeplied, son épouse,

Guy et Scarlett Vadeplied, Michèle et Patrick Rimbart, Françoise et Jean-Michel Paut, ses enfants,

Fédérique et Jean-Michel Reynier, Mathieu Vadeplied et Emmanuelle Loyer,

Françoise Vadeplied et Agnès Bellard, Clotilde, Elodie Vadeplied, et Yann Faure, Hélène, Marie et Christine Rimbart

Ses petits-enfants, Pierre et Clément Reynier, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Raoul VADEPLIED, chevalier de la Légion d'honneur, sénateur, conseiller général, maire honoraire,

président du district du pays d'Evron.

La cérémonie religieuse a lieu ce jour, le samedi 1<sup>er</sup> avril à 14 h 30, à la basilique d'Evron.







SAMEDI 1<sup>er</sup> AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.45 Divertissement :</b> Les Vieux de la veille. Présenté par Patrick Sébastien. Invités : Lova Moor, Caroline Loeb, Sophie Forêt, Marlène, Jean Amado, Olivier Chaboud, Éric Kaku, Laurent Baffie, André-Philippe Gagon, les Sudachnikov.  <b>22.45 Magazine :</b> Uchuals. Venezuela. Bain de couleurs à Los Roques ; Beau comme un canon ; Clive et les rhinocéros ; Nuits blanches pour les orques ; Au-dessus de l'Orénoque.  <b>23.50 Magazine :</b> Formule foot. 0.25 Journal et Météo. 0.35 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 0.55, Histoire naturelle (et 3.00, 5.05) ; 1.50, TF1 nuit (et 2.50, 3.55) 2.00, Les Aventures du jeune Patrick Pécarré (1) ; 4.55, Musique.	<b>20.50 Divertissement :</b> N'oubliez pas votre brosse à dents. Présenté par Nagui.  <b>22.25 Spectacle :</b> Les Vamps. Enregistré le 24 juin 1989 au Palais des glaces. 0.25 Les Films Lumière. 0.30 Journal, Météo. 0.50 Magazine : La 25 <sup>e</sup> Heure. D'autres regards sur le sida. 1.45 Programmes de nuit. L'Heure du golf (rediff.) ; 2.15, Tarentaise (rediff.) ; 3.35, Bouillon de culture ; 4.45, Dictionnaire ; 5.00, Magazine : Revue de campagne ; 5.50, Dessin animé.	<b>20.50 Téléfilm :</b> Meurtre au 43 <sup>e</sup> étage. De John Carpenter.  <b>22.25 Magazine :</b> Ah ! Quels titres. Présenté par Philippe Tesson et Patricia Martin. Les Forces et Atomes de la littérature. Invités : Jean d'Ormesson ; Jean Orizet ; Marcel Jullian ; Philippe Val (Allez-y, vous n'en revendrez pas) ; Jean-Michel Ribes ; Julian Barnes (Metroland).  <b>22.30 Téléfilm :</b> Magazine : Ruban rouge. Présenté par Serge Heizez et Elisabeth Marchandoux. 25 <sup>e</sup> émission. Invité : Line Renaud. 1.25 Musique et compagnie. Thème et pièce à l'opéra, par Jean-François Vindiguerre, baryton, et Jean-Marc Bouget, piano. 2.25 Musique Graffiti. 44 ducs pour deux violons, extraits de Bartok, par Hélène Senterre et Josef Landwey (15 min).	<b>20.45 Téléfilm :</b> V. De Kenneth Johnson et Richard T. Heffron.  <b>0.20 Série :</b> Les Professionnels. La fille qui tombe à pic. 2.30 Rediffusions. E = M 6 ; 2.55, Spécial Mode 6 (Thierry Mugler) ; 3.20, Culture pub ; 3.45, Chine impériale et millénaire ; 4.40, La Fête-Alais 1991 ; 5.35, Fréquentar.	<b>20.30 Téléfilm :</b> Le Prophète du mal. De Jud Taylor.  <b>22.00 Flash d'informations.</b>  <b>22.15 Magazine :</b> Jour de foot.  <b>23.00 Sport :</b> Boxe. En direct de Lavallois.  <b>0.00 Magazine :</b> Le Journal du hard.  <b>0.05 Cinéma :</b> Jalousies romaines. Film franco-italien, classé X, d'Alfred Hitchcock (1994).  <b>1.25 Cinéma :</b> Profil bas. Film français de Claude Zidi (1993).  <b>3.15 Cinéma :</b> Critères 3. Film américain de Kristine Peterson (1991).  <b>4.35 Cinéma :</b> Belle Époque. Film espagnol de Fernando Trueba (1992, v.o.).  <b>6.20 Documentaire :</b> Les Allumés. Le Père des géants, de Tété Moraes (24 min).	<b>20.40 Téléfilm :</b> L'Hôpital et ses fantômes. De Lars von Trier. (45). Un corps étranger.  <b>21.30 Ernst Jünger a cent ans.</b> Documentaire de Gero von Boehm et Rolf Hochhuth. Une figure incontournable de la littérature allemande.  <b>23.00 Magazine :</b> Valvett Jung. Présenté par Vali. Aretha Franklin ; Cachao.  <b>0.15 Série :</b> Johnny Staccato. 13. Un coin de paradis, de et avec John Cassavetes (v.o.). Épisode réalisé par Cassavetes lui-même.  <b>0.50 Téléfilm :</b> L'École de la haine. De Hanno Brühl, avec Björn Jung, Roman Riehl (105 min.).

Commandez vos livres par Minitel  
36 15 LEMONDE

## CÂBLE

**TV 5 19.00** Y'a pas match. 19.30 Météo internationale (et 21.55). 19.35 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Le Dernier Mot. De Gilles Béhat (1991), avec Maria Schell. 21.30 Les Francophiles de Montréal. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 La 9<sup>e</sup> Nuit des Molières. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir (30 min).  
**PLANÈTE 19.40** Allegretto. De Nancy Emanuele et Valérie Gaudissart. 20.30 Les Altes de légende. De Barry Cawthorn (2008). 8.26 Maraudeur Martin. 21.25 Rugby : Cent ans de finales. De Jacques Alain Reynaud. Voyage dans la mémoire du rugby français. 22.30 La Télévision en otage. De Jean-Marc Seban et Claire Ermen. 23.30 15 jours sur Planète. 23.55 80 : Spécial X. De Christophe Heill. 0.25 Force brute. De Robert Kirk (1965). Navires de guerre (45 min).

**PARIS PREMIÈRE 19.00** Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Equitation. En direct. Coupe du monde : jumping international de Paris, au Palais omnisports de Paris-Bercy. 23.05 Embouteillage. 0.05 Les Vamps Story. De Jimmy Levy (90 min).  
**CANAL J 18.00** Bêtes pas bêtes. 18.15 Série : Un bon petit diable. Avec Alice Sapritch. 18.30 Série : La Baie des fugitifs. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Souris noire. L'Affaire du collier. 19.30 Zazoo U. 20.00 Dessins animés. Le Brave Petit Tailleur ; Dans la forêt profonde (60 min).  
**CANAL JIMMY 21.00** Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Palestine, octobre 1917. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. Froid dans le dos. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 T's pas une idée ? Invité : Alexandre Arcady. 23.15 Série : Private Eye. Le Contrat. 0.50 Quatre en un (30 min).  
**SÉRIE CLUB 19.00** Le Club. 19.10 Série :

Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice (et 0.00). Y'a des jours comme ça. 20.45 Série : Au plaisir de Dieu. 22.15 Série : Cosmos 1999. Une autre Terre. 23.10 Série : O'Hara. 0.50 Série : Julien Fontanes, magistrat (85 min).  
**MCM 19.00** Autour du Groove. 19.30 L'Invité de marque. Le Suprême NTM. 20.30 MCM Euro-musiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. 22.00 Best of Player One. 22.30 MCM Dance Club (210 min).  
**MTV 19.00** European Top 20. 21.00 Concert : Björk Unplugged. Enregistré à Londres, le 1<sup>er</sup> septembre 1994. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps (120 min).  
**EUROSPORT 19.55** Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A : 12<sup>e</sup> tour retour. Villeurbanne-Lyon. À Villeurbanne. 21.45 Motocyclisme. En direct. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie, essais des

500cc, à Shah Alam. 22.15 Equitation. En direct. Coupe du monde : jumping international de Paris, au POPB. 0.15 Tennis. En direct. Tournoi féminin de Hilton Head Island (Caroline du Sud). Demi-finales.  
**CINÉ CINEFIL 18.05** Actualités Pathé n° 1, 2 et 3. 20.40 Le Club. Invité : Bob Swaim. 22.00 Classic Hollywood. De Peter Jones. 23.00 La mort frappe trois fois. Film américain de Paul Henreid (1964, N., v.o.). 0.50 Adrien. Film français de Fernand (1943, N., 75 min).  
**CINÉ CINÉMAS 18.55** USA 1994 au cinéma. Les Grands Rôles. 19.45 Le Bazar de Ciné-Cinéma. 20.30 Téléfilm : The FBI Story. Alvin Karpis. De Marvin Chomsky, avec David Wayne. Key Lenz. 22.10 Fortune Cookie. 22.30 Toiles d'Armenie. 23.05 Cayenne Palace. Film franco-suisse d'Alain Maline (1987). 0.40 Monaco Falcon (80 min).

## RADIO

**FRANCE-CULTURE 19.32** Poésie sur parole. Réclat Oline Zam Tsagan (1994). 20.00 Le Temps de la danse. Châteaufort fête ses trente ans. Avec Angelin, Jéjocaj et Gérard Paquet. 20.30 Photo-portrait. Gérard Tisserand ; peintre. 20.45 Fiction. Nuit des roses, de Sylvie Germain. 22.35 Musique : Opus. Marc Pernon, accordéoniste tonique et diatonique. 0.05 Clair de nuit. Christophe Bour-seller (Messages reçus).  
**FRANCE-MUSIQUE 19.15** Soixante. Dietrich Fischer-Dieskau, baryton. Solitude, de Gounod ; Le Mariage des roses, de Paganini ; Nocturne, de Franck ; La Cloche, de Lully ; L'Attente, de Saint-Saëns ; La Chanson du fou, de Bizet ; L'île heureuse, Vitanella des petits canards, Les Cigales, de Chabrier ; Poème d'été, de Debussy ; Le chœur de la messe, de Messiaen ; Le Temps des lilas, les papillons extraits des mélodies op. 2, de Chausson. Harmonium, piano. 20.05 Soirée lyrique. Donnée en février, à l'Opéra national de Paris. Lucie di

Lammemoor, de Donizetti, par le chœur et l'Orchestre national de Paris, dir. Maurizio Benini, sol. Jane Anderson (Lucia), Roberto Alagna (Edgardo), Gino Quilico (Enrico). 23.00 Musique plurielle. Concert donné le 24 octobre 1994, au Théâtre des deux rives, à Rouen, par les solistes de l'Ensemble Inter-contemporain : Oline pour violon et alto, avec pour violoncelle, de Duscipin ; La Chouette hôte, Le Taquet fleur, de Messiaen ; Musique fugitive pour trio à cordes, de Duscipin ; Trio pour violon, violoncelle et piano, d'ives. 0.05 Auto-portrait. Augustin Dumay, violoniste.  
  
Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 2 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>12.20</b> Jeu : La Juste Prix. <b>12.50</b> Magazine : A vrai dire. <b>12.55</b> Météo et Journal. <b>13.20</b> Série : Hooker. <b>14.15</b> Série : Arabesque. <b>15.10</b> Série : La Rabatelle. <b>15.55</b> Série : Les Dessous de Palm Beach. <b>16.55</b> Disney Parade. Thème : les 101 Dalmatiens ; La Montagne du courage, 2 <sup>e</sup> partie. <b>18.00</b> Des millions de copains. Avec la série : Aïe ! Aïe ! Aïe ! <b>19.00</b> Magazine : 7 sur 7. Invité : Jacques Chirac. <b>20.00</b> Journal, Tierscé. La Minute hippique, Météo.  <b>20.45 Cinéma :</b> L'Année du dragon. ■ Film américain de Michael Cimino (1985).  <b>23.10</b> Magazine : Ciné dimanche.  <b>23.20</b> Téléfilm : Alice boit du petit lait. De Jean-Pierre Richard, avec Odette Laure, Fiona Gélin. Une super maman est engagée pour une campagne publicitaire.  <b>0.50</b> 3 000 scénarios contre un virus (et 2.50).  <b>0.55</b> Journal et Météo.  <b>1.10</b> Concert : Ensemble orchestral de Normandie. Œuvres de Mozart. Enregistré à Aix-en-Provence.  <b>2.55</b> Programmes de nuit. TF1 nuit (et 3.55, 4.55) 3.05, Les Aventures du jeune Patrick Pécarré (2) ; 4.05, Histoire naturelle (et 5.15) ; 4.45, Intrigues ; 5.10, Musique.	<b>DIMANCHE • MIDI</b> <b>Edouard BALLADUR</b> à l'Heure de Vérité.  <b>12.05</b> L'Heure de vérité (et 1.30). Invité : Edouard Balladur. <b>12.50</b> Météo (et 13.15). <b>12.55</b> Loto, Journal, Point route. <b>13.25</b> Dimanche Martin (et à 15.50). <b>15.00</b> Série : L'Homme à la Rolls. <b>17.25</b> Documentaire : Cousteau à la redécouverte du monde. <b>18.20</b> Magazine : Stade 2 (et à 4.55). <b>19.25</b> Série : Les Grommets et les Dupinsons. <b>19.59</b> Journal, Météo.  <b>20.50</b> Cinéma : Magnum Force. ■ Film américain de Ted Post (1973).  <b>23.00</b> Première ligne. Les Bataillons du cœur ou la Machine humanitaire. D'Alain Lafargue.  <b>23.53</b> Les Films Lumière. <b>23.55</b> Journal, Météo. Journal des courses.  <b>0.10</b> Cinéma : Musiques au cœur. François-René Duchâble, un pianiste dans tous ses états. Œuvres de Liszt, Schubert, Brahms, Schumann. Avec Gérard Caussé, altiste, Marielle Nordmann, harpiste.  <b>2.15</b> Programmes de nuit.	<b>12.00</b> Télévision régionale. <b>12.45</b> Journal.  <b>13.00</b> Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Rapp. Hommage à Paul-Émile Victor. Un rêveur dans le siècle (1/3). Les Années eskimo.  <b>14.00</b> Coupe de l'America. <b>14.25</b> Magazine : Sports dimanche. Cyclisme : Tour des Flandres ; 15.20, Tierscé à Longchamp ; 15.35, Cyclisme : Tour des Flandres (suite) ; 16.40, Basket-ball : Antibes-Limoges.  <b>18.00</b> Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel.  <b>18.55</b> Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal de la région.  <b>20.15</b> Divertissement : Benny Hill.  <b>20.50</b> Série : Inspecteur Derrick. Aversion mortelle, de Herbert Reinecker, avec Horst Tappert, Fritz Wepper.  <b>21.55</b> Téléfilm : Police des polices. Raison d'État, de Michel Bobron, avec Martin Lamotte, Chantal Alev.  <b>22.50</b> Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Leduc, invité : Lionel Jospin ; suivi de : A la une sur la 3, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre.  <b>23.35</b> Météo et Journal.  <b>23.59</b> Cinéma : Break up. ■ Film italo-français de Marco Ferreri (1965, v.o.).  <b>1.20</b> Musique : Musique Graffiti. Die Junghe Norme, de Schubert, par Christine Barbaux, soprano, Christian Waldf, piano (15 min).	<b>12.25</b> Série : Mariés, deux enfants.  <b>12.55</b> Série : Les Rues de San Francisco.  <b>13.50</b> Série : Les Têtes brûlées.  <b>14.48</b> Série : Poigne de fer et séduction.  <b>15.15</b> Magazine : Fréquentar (et 2.30). Présenté par Laurent Boyer. Émission contre le sida.  <b>16.15</b> Série : La Joker.  <b>17.15</b> Téléfilm : Aldo tous risques. Mascarades, de Michel Lang, avec Aldo Macdonne, Charly Berton.  <b>18.55</b> Série : Enquêtes à Palm Springs.  <b>19.54</b> Six minutes d'informations, Météo.  <b>20.00</b> Série : Filles à papas.  <b>20.40</b> Sport 6 (et 0.35).  <b>20.45</b> Magazine : Zone interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Spécial Élection présidentielle. Invité : Lionel Jospin.  <b>22.20</b> Magazine : Capital. Les Sondages.  <b>22.30</b> Magazine : Culture pub (et 5.15). Media buildings. L'architecture.  <b>23.00</b> Téléfilm : La Maîtresse de Salomon. De Joe D'Amato, avec Monica Sella, Steven Rogers. Une jeune et jolie gouvernante suisse est engagée par une famille algérienne riche mais désuète.  <b>0.45</b> Cinéma : Boulevard des capes (et 5.40).  <b>3.25</b> Rediffusions. You Africa ; 4.20, Nature et civilisation (6).	<b>En clair jusqu'à 16.00</b>  <b>12.30</b> Flash d'informations.  <b>12.35</b> Magazine : Télé dimanche.  <b>13.35</b> La Semaine des Guignols.  <b>14.05</b> La Journée de la télé. 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>e</sup> parties. A 19.55, 3 <sup>e</sup> partie : A 0.50, 4 <sup>e</sup> partie.  <b>17.45</b> Sport : Football. En direct. Les Nantes, match de 31 <sup>e</sup> journée du championnat de France de D1 ; 17.59 : Spot Sida avec David Ginola ; 18.00 coup d'envoi ; 18.45 Flash d'informations.  <b>En clair jusqu'à 16.00</b>  <b>20.55</b> Magazine : Le Journal du art. Spécial télé.	<b>12.00</b> Pose ton cartable. Téléchat ; La Vie devant moi ; le métier de conducteur de TGV ; Grimy ; Dracula sang pour sang ; Poisson rouge en danger ; Rintintin ; Rusty joue les Cupidons (v.o.) (rediff.).  <b>13.00</b> Jeu : Ça démine.  <b>13.30</b> Les Grandes Séductions. Michèle Morgan.  <b>14.30</b> Magazine : L'Esprit du sport. Invité : Bernard Péro.  <b>15.30</b> Magazine : Jeux d'encre. Le centenaire de Marcel Pagnol.  <b>16.00</b> Défoueurs de France. Les disidents soviétiques. Invité : Leonid Plokhout.  <b>18.30</b> Magazine : Va savoir, Montréal.

## CÂBLE

**TV 5 19.00** 30 millions d'amis. 19.30 Météo internationale (et 21.55). 19.35 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot (5/13). La Vie, l'Œuvre et le Destin de Modigliani. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Les Soirs de glace ■ Film français de Georges Lautner (1974). 0.35 Court métrage. 0.45 Journal de France 3. Edition Soir (30 min).  
**PLANÈTE 19.10** Le Gros. De Jean Afanasieff. 19.40 Escapes : Los Angeles. De Pierre Brouwers. 20.35 Adieu, Babikana. De Bernard Kéfélian. 21.40 Pêche au gros. De James G. Bridg (27). Cabo Marzo. 22.35 Allegretto. De Nancy Emanuele et Valérie Gaudissart. 23.20 Les Altes de légende. De Barry Cawthorn (2008). 8.26 Maraudeur Martin. 0.20 Rugby : Cent ans de finales. De Jacques-Alain Reynaud. Voyage dans la mémoire du rugby français (65 min).  
**PARIS PREMIÈRE 19.00** Jean-Edem's Club. 20.00 Café-théâtre. 20.30 L'Album (et 0.00). 21.00 Jardins de pierre. ■ Film américain de Francis Ford Coppola (1987, v.o.). 22.50 Concert : Aldo Romano Quartet. Enregistré au Festival « Jazz à Vienne »

en 1994 (70 min). 0.30 Le Canal du savoir. L'Aventure de la création. Avec Pierre Bouler et Claude Samuel (60 min).  
**CANAL J 18.00** Les Yeux de la découverte. 18.30 Série : Le Chemin de la réussite. 19.30 Zazoo U.  
**CANAL JIMMY 20.00** Série : Seinfeld. Le Coiffeur. 20.30 Série : Dream On. 21.00 Top bab. 21.40 Série : Monty Python's Flying Circus. 22.10 Chronicle New Age. 22.15 La Semaine sur Jimmy. 22.25 Série : New York Police Blues. 23.15 Série : Les Enquêteurs. 0.05 Tour de France auto 93. De Gilbert Loraux (60 min).  
**SÉRIE CLUB 19.10** Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice. Il faut une fin à tout. 20.45 Série : Cimarron Strip. Le Monstre de la vallée. 22.15 Série : Cosmos 1999. Le Carreau ordinaire. 23.10 Série : O'Hara. Yakuza. 0.50 Série : Au plaisir de Dieu. 51<sup>e</sup> (et 52<sup>e</sup>) page (90 min).  
**MCM 20.30** MCM Euro-musiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends club. Spécial ABBA. 22.30 Cinémascope. 23.00 Concert : Die Fantastischen Vier. Enregistré le 2 février à Cannes. 0.00 Blah-Blah Groove. Spécial reggae. 0.30 Blah-Blah Metal. 0.55 Player One. 1.00 Vidéoclips. 23.00 Beavis and Butt-Head. 23.30 Head-bangers' Ball (150 min).  
**EUROSPORT 6.00** Motocyclisme. En

direct. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie à Shah Alam. 10.00 Marathon. En direct. Marathon de Londres. 13.30 Cyclisme. En direct. Coupe du monde : tour des Flandres à Meerbeke (Belgique). 19.00 Arts mariaux. Résumé. Festival d'arts mariaux aux Pays-Bas. 20.00 Motocyclisme. Résumé. Championnat du monde : Grand Prix de Malaisie. 22.00 Formule Indy. En direct. Grand Prix de Phoenix (Arizona). 20.00 Tennis. En direct. Tournoi féminin de Hilton Head Island (Caroline du Sud). Finale. **CINÉ CINÉMAS** 18.00 Targan et la femme-léopard. Film américain de Kurt Neumann (1946, N., v.o.). 19.10 Le Club. 20.30 Le Couple invisible. ■ Film américain de Norman MacLeod (1937, N.). 22.00 Sea Fury. ■ Film britannique de Cyril Raker Endfield (1959, N., v.o.). 23.40 L'Éclaircie. 23.55 Les films français de Jean-Paul Le Chanois (1946, N.). 1.00 L'Homme aux lunettes d'écaille. ■ Film américain de Douglas Sirk (1947, N., v.o., 90 min).  
**CINÉ CINÉMAS 18.05** Intervention Delta. ■ Film américain de Douglas Hickox (1976). 19.35 Fortune Cookie. 19.55 Toiles d'Armenie. 20.30 Le Dossier 51. ■ Film français de Michel Deville (1978). 22.15 Léviathan. ■ Film américain de George Pan Cosmatos (1989, v.o.). 23.55 The Indian Runner. ■ Film américain de Sean Penn (1990, 125 min).

## RADIO

**FRANCE-CULTURE 20.30** Atelier de création radiophonique. Armand Gatti - Nicolas Fitze, 1972-1995. Berlin, les personnages de théâtre meurent dans la rue. 22.25 Poésie sur parole. 22.35 Le Concert. Enregistré le 8 février au Festival Présence 95. Œuvres de Reibel, Balif, Hersant, par Anne-Marie Hollet, mezzo soprano, Lukas Hermet, récitant, Louise Bessette, piano, un orchestre de trombones et les chœurs de Radio-France dirigés par Guy Reibel. 0.05 Clair de nuit. 1.00 Les Nuits de France-Musique (rediff.).  
**FRANCE-MUSIQUE 20.00** Musique aujourd'hui. Concerts donnés les 2 et 3 décembre 1994, à la salle Olivier Messiaen, par le quatuor Arditi : Tiverni pour flûte indienne et bande Uplc, de Bernard, Henri Tournier, flûte indienne ; Illusions in Desolates Fields pour sang, voix et bande Uplc, de Shimazu (création mondiale), Kazuko Takada, sang et voix ; Moires, de Mache ; Yuyupuc pour trio à cordes et bande Uplc, d'Estrada ; Gesta de l'écrit pour bande Uplc, de Yurugi ; Ariadne's Thread pour quatuor à cordes et bande Uplc, de Reynolds (création mondiale). 21.30 Voix souvenirs. La Damnation de

Faust, de Berlioz (première partie et début de la deuxième), par l'Orchestre de la Radio lyrique, dir. Louis de Froment, sol. Guy Chauvet (Faust), Jacques Mars (Méphistophélès), Denise Monteil (Marguerite) (1966). 22.30 Les Greniers de la mémoire. Musiques italiennes... Luigi Dallapiccola. 23.00 Les Magiciens de la terre. Festival Total vocal : le chanteur basque Benat Achary et le chœur Ama Lur ; Le groupe gitan de Hongrie Kek Lang, la chanteuse Chentia, le chanteur zairais Lokua Kanza ; Festival Silex : le chanteur et claviériste Erik Marchand et l'ensemble roumain de Taraf de Caransebes. 0.05 Les Muses en dialogue. Musique catalane du XVI<sup>e</sup> siècle, par l'ensemble la Colombina, dir. Josep Cabré. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

## Les interventions à la radio

**France-Culture**, 11 heures : Jorge Semprun, « De la fin des illusions » (« Le Rendez-vous des politiques »).  
**RFI**, 11 h 30 : François Baroin.  
**Radio J**, 14 h 30 : Michel Rocard (« Forum »).  
**Radio Shalom** 94.5, 18 heures : Charles Pasqua (« Grand Débat exceptionnel »).  
**RTL**, 18 h 30 : Pierre Mauroy (« Grand Jury »).



## Fessée

par Alain Rollat

« POURQUOI LES FESSES, qui nous sont si familières, sont-elles si mal connues ? » Cette question fondamentale méritait d'être posée, et il faut remercier Bernard Pivot de l'avoir fait. Sans son « Baïllon de culture » consacré aux plaisirs partagés de la chère et de la chair, nous n'aurions sans doute jamais apprécié à leur vraie valeur ces « deux parties charnelles qui forment – selon le petit Larousse illustré – le derrière », ce fabuleux trésor sur lequel nous vivons assis.

Nous n'aurions pas mesuré, par exemple, à quel point la responsabilité de l'Église est, une fois de plus, engagée dans la campagne de désinformation permanente qui tend à considérer la fesse comme une part inférieure de l'humanité sous prétexte qu'elle appartient à sa face cachée. Nous savons maintenant que la faute en incombe d'abord à saint Augustin et à saint Thomas d'Aquin, qui furent les premiers à pérorer la doctrine originaire des maîtres grecs de la statue antique. Il nous reste heureusement assez de sculptures athéniennes aux postérieurs assez rebondis pour attester que les docteurs en chaires latines se livrent à une manipulation indécente chaque fois qu'ils s'emploient à donner à l'endroit de l'homme (ou de la femme) une primauté sur l'envers. Ce cher Bernard était donc parfaitement fondé à le dire : « On o toujours été foux cul avec le derrière ! » Nous laisserons à d'autres le soin de trancher la sous-question de savoir si le faux cul est vraiment « redevenu à la mode ».

Nous insisterons davantage sur la portée des deux avancées enregistrées au cours de ce débat philosophique. Bien que Bernard Pivot ait peut-être pas visé juste quand il s'est demandé si, chez la femme, le sein ne porte pas ombre à la fesse, son interrogation a permis d'apprendre, grâce au témoignage d'une dame savante, que « la femme n'a généralement aucune estime pour ses propres fesses » parce que, devant son miroir, « elle n'a aucun dialogue avec elles » et qu'« elle passe son temps à se demander si elles sont conformes » aux canons de la beauté. Il y a donc là des traumatismes à traiter, même s'il semble que la réhabilitation de la fesse féminine soit en marche grâce à la rénovation de la statue, engagée sous l'influence de l'art publicitaire. Il est d'ailleurs significatif que « les femmes commencent à oser dire publiquement que les fesses des hommes les intéressent ».

Mais il convient surtout de tirer toutes les conséquences utilitaires de la conclusion à laquelle l'aropage hétérosexuel de ce « Baïllon de culture » est parvenu à l'unanimité : « La fesse est un stimulant cérébral facile à activer à coups de pied. » Ce n'est pas parce qu'Anatole France l'a déjà vantée, à propos de l'éducation des enfants, que la fessée est plus d'actualité. Dans le climat électoral d'aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de rappeler que la meilleure façon d'inculquer la probité et le respect d'autrui est de faire « entrer les vertus par le cul », et que cela vaut aussi pour l'éducation des adultes.

## Le tribunal de Bastia relaxe les fonctionnaires pour la catastrophe de Furiani

Le constructeur des gradins est condamné à deux ans d'emprisonnement

**BASTIA**  
de notre envoyé spécial  
Se tenant par le bras, trois femmes vêtues de noir descendent silencieusement l'escalier du tribunal de Bastia. Les hommes suivent, tout aussi silencieux et par petits groupes. Là-bas, dans la salle d'audience, une femme crie encore sa fureur. Les juges sont partis, et il n'y a qu'une foule de gendarmes embarrassés pour écouter sa colère. Derrière le palais, quelques pueus sont enflammés. Des CRS interviennent, et le calme revient après une brève bousculade. Tout à l'heure, quand le président, Pierre Gouzeau, a terminé la lecture du jugement, d'autres cris ont fusé des bancs des familles de victimes : « Assassins ! » « C'est une honte ! » « Vous avez intérêt à les protéger ! »

A l'évidence, c'est la relaxe des représentants de l'État qui est le plus mal supportée. En effet, si la citation directe délivrée contre Henri Hurand, ancien préfet de la Haute-Corse, par quelques parties civiles, est jugée recevable, il est néanmoins relaxé comme son directeur du cabinet, Raymond Le Deun, et son ancien directeur de l'équipement, Didier Caville. Le procureur de la République avait estimé que la citation de l'ancien préfet était irrecevable, mais il avait demandé un an de prison avec sursis contre M. Le Deun et six mois avec sursis contre M. Caville.

Jean-Marie Bolmond, directeur de la société Sud-Tribune et constructeur des gradins qui se sont effondrés le 5 mai 1992 au stade de Furiani, faisant deux mille trois cent cinquante-sept victimes, dont dix-sept morts, n'est pas venu assister à son jugement. Il est condamné au maximum de la peine prévue pour homicides et blessures involontaires, soit deux ans de prison et 30 000 francs d'amende.

La même peine a été infligée à Michel Lorenzi, ancien vice-président du Sporting Club de Bastia, reconnu coupable de faux et usage de faux. Etienne Galazzi, secrétaire général de la ligue corse de football, et Ange Paolacci, directeur administratif de la ligue corse, sont condamnés à dix-huit mois d'emprisonnement et 30 000 francs d'amende pour homicides et blessures involontaires et un an de prison et 30 000 francs d'amende pour faux et usage de faux, les deux peines étant confondues.

Yves Bartolini, vice-président de la ligue corse de football est condamné à un an d'emprisonnement et 30 000 francs d'amende pour faux et usage de faux. Contre ces quatre derniers, Roland Mahy, procureur de la République de Bastia, avait demandé une peine de dix-huit mois de prison, dont six avec sursis.

Bernard Rossi, ingénieur à la Socotec est condamné à dix-huit mois de prison et 30 000 francs d'amende pour homicide et blessures involontaires alors que le parquet avait demandé contre lui une peine de deux ans de prison. Enfin, Luc Plassard, ancien président de la commission de la coupe de France, et Michel Cagnion, ancien directeur de la Fédération française de football (FFF), sont condamnés à dix-huit mois de prison avec sursis, soit six mois de plus que les peines requises. Aucun mandat de dépôt n'a été prononcé à l'audience, et les peines ne seront donc exécutoires que si elles sont confirmées en appel, l'avocat de Rossi ayant déjà annoncé son intention de contester le jugement. Le cas de M. Bolmond était le

plus simple. Cet ingénieur, qui a déjà subi six mois de détention avant d'être remis en liberté, avait reconnu une série d'erreurs dans la construction de la tribune. Dans son jugement, le tribunal multiplie les formules sévères en relevant notamment de « graves carences », des « fautes techniques grossières » et « un comportement d'imprudence caractérisé [qui] exclut toutes circonstances atténuantes ». Le tribunal ajoute : « Il a démontré en l'espèce un orgueil technique incompatible avec l'ampleur du projet, manifestant une négligence et une incompétence en l'espèce éminemment coupable ».

Le jugement est aussi sévère envers Galazzi, Paolacci, Bartolini et Lorenzi, qui ont participé à la rédaction d'un document à en-tête

pas suffisamment rapportée. Le doute qui règne en l'espèce doit bénéficier à M. Rossi. Cependant, les juges invoquent « l'obligation de conseil » qui pèse sur tout ceux qui concourent à la réalisation d'un ouvrage comme une tribune. L'argumentation est particulièrement intéressante et peut constituer un rappel des règles dans plusieurs domaines professionnels car le jugement stipule en se référant à un arrêt de cassation du 3 novembre 1993 : « Le prévenu avait le devoir, en qualité de conseil technique, soit d'aller au-delà de sa mission, soit de la refuser purement et simplement, soit éventuellement de réserves écrites les limites de son contrôle pour attirer l'attention des autres parties sur la nécessité de ré-

Quand le président eut terminé la lecture du jugement, des cris fusèrent des bancs des familles : « Assassins ! »

de la ligue corse de football et se présentant comme un procès-verbal de la commission de sécurité. Ce document a été adressé au directeur général de la FFF afin de permettre la vente immédiate des billets. Aussi les juges déclarent que ces quatre responsables du football en Corse sont « à l'épicentre de la dérive sécuritaire de la rencontre et ont fourni, avec ce procès-verbal, l'élément fatal de la catastrophe. En égard à leurs responsabilités (...), ils devaient prendre toutes les précautions utiles et s'assurer de la régularité sur tous les plans de cette opération. Bien au contraire, ils ont fait leurs projets frauduleux, des dirigeants du club allant jusqu'à vendre au sein de la ligue des billets aux prix illicites ».

Concernant plus particulièrement les responsables de la ligue corse, les magistrats déclarent : « la collusion qu'ils ont mise en place avec les dirigeants du club pour évacuer les risques d'un contrôle technique au profit de basses considérations financières a abouti à l'effacement complet des devoirs de vigilance et d'inquiétude dont ils étaient investis ».

L'action de la justice est éteinte pour Jean-François Philippi, président du club de Bastia, assassiné le 26 décembre 1994. Aussi le tribunal s'est-il tourné vers l'ancien vice-président du club, Michel Lorenzi, en lui infligeant la même peine qu'à Jean-Marie Bolmond.

Les magistrats se montrent plus cléments à l'égard du directeur général de la commission de la coupe de France et de l'ancien directeur général de la FFF. Cependant, le jugement relève que les deux responsables « ont manifesté à l'occasion du match à risque Bastia-OM une indifférence et un aveuglement coupables malgré les différentes alertes qui leurs parvenaient. Ils se sont limités à un simple rôle d'enregistrement des demandes locales et ont ainsi nié le pouvoir fédéral qui est le leur ».

La condamnation de Bernard Rossi repose sur une motivation plus délicate. Ingénieur à la Socotec, il a toujours affirmé que Bolmond ne lui avait demandé que de vérifier la résistance du sol. Bolmond soutenait de son côté qu'il avait chargé Rossi de contrôler la tribune. Dans son jugement, le tribunal déclare : « La preuve formelle et indiscutable d'un tel contrat n'est

gler cette question sans son intervention. » Mais il s'agit là d'une faute civile que le tribunal assimile à une faute pénale dans une interprétation des textes qui fera le régal des juristes.

Les responsables administratifs sont relaxés dans une motivation exclusivement juridique. Ainsi le tribunal observe que, le préfet Hurand ayant délégué ses pouvoirs à son directeur de cabinet pour presider la commission de sécurité, il ne peut être retenu dans les liens de la prévention.

On reprochait principalement au directeur du cabinet, M. Le Deun, de ne pas avoir, en tant que président de la commission de sécurité, exigé l'avis écrit de la Socotec avant de rendre un avis favorable. Le tribunal constate qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne lui impose une mesure qui incombe aux constructeurs. Le directeur de la direction départementale de l'équipement est lui aussi relaxé, les juges constatant : « En droit, le prévenu n'avait aucun pouvoir spécifique. En fait, il ne disposait d'aucune possibilité d'action ».

Quant aux deux officiers de sapeurs pompiers, les lieutenants Michel André et Christian Fill, le jugement les relaxe de façon indiscutable en considérant qu'ils « ne sauraient (...) être comptables » des avis pris par la commission de sécurité.

Maurice Peyrot

Christophe Chatelot

## La compagnie roumaine Tarom suspend ses vols d'Airbus

**BUCAREST**  
de notre correspondant  
La compagnie roumaine Tarom a décidé, vendredi soir 31 mars, de maintenir au sol les deux Airbus A 310-300 de sa flotte jusqu'à ce que soient connues les conclusions de l'enquête ouverte à la suite de l'accident intervenu quelques heures plus tôt à l'un de ses avions en partance pour Bruxelles. Pour des raisons encore indéterminées, un Airbus de la Tarom s'était écrasé moins de quatre minutes après son décollage de l'aéroport international de Bucarest provoquant la mort de tous ses passagers : trente-deux Belges, un Français, un Néerlandais, trois Américains, ainsi que les dix membres roumains de l'équipage. Parmi les victimes figure le consul de Belgique à Bucarest.

« EXCELLENT ÉTAT »  
Les raisons de l'accident demeurent inconnues pour le moment. L'avion en provenance de Bangkok via Abou Dhabi avait fait une escale d'une heure à Bucarest pour refaire le plein et changer d'équipage. La société Airbus a fait état dans un communiqué d'une tempête de neige au moment de l'accident. Des experts du consortium européen, ainsi que de la direction générale de l'aviation civile, doivent collaborer avec la commission spéciale d'enquête créée par le gouvernement roumain.

Le président de la Tarom, Nicolae Brutaru, a estimé que l'appareil accidenté était dans « un excellent état » et n'a exclu « aucune hypothèse ». Dans l'état actuel de l'enquête, alors que la « boîte noire » n'a toujours pas été retrouvée, rien ne permet de privilégier la thèse de l'attentat, même si plusieurs témoins ont affirmé avoir entendu une explosion.

L'Airbus accidenté était le troisième avion de ce type exploité par la compagnie roumaine depuis 1992. Construit en 1987, il était loué pour une période de dix ans à la société américaine Pratt and Whitney et avait porté précédemment les couleurs de la Pan Am et de Delta. Des techniciens de la Swissair assuraient la maintenance de l'appareil depuis son arrivée en Roumanie il y a tout juste un an.

L'accident mortel de vendredi est le onzième dans le monde impliquant un appareil du consortium européen dont trois, avec celui de Bucarest, concernent des A 310-300.

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Conjoncture : la glissade du dollar fragilise la reprise en Europe et au Japon 2  
Tchéquie : les forces russes affirment contrôler les principales villes 3  
Suisse : la droite populiste favorite aux élections dans le canton du Tessin 3  
Burundi : la frontière tanzanienne se ferme devant le flot des réfugiés 4  
Guatemala : l'accord sur les droits des indiens débouche les négociations avec les rebelles 4  
Japon : l'efficacité de la police remise en question après les récents attentats 5

### FRANCE

Justice : la cour d'appel de Paris donne un coup d'arrêt à la carrière politique de M. Tapie 6  
Présidentielle : M. Balladur multiplie les promesses en faveur des personnes âgées 7  
Enjeux : la construction européenne au cœur de la politique étrangère 8  
Régions : le budget de la Haute-Normandie sera géré par l'Etat 9

### SOCIÉTÉ

Laïcité : le Conseil d'Etat examine la question de l'école le jour du shabbat 10

### HORIZONS

Débats : un entretien avec Tony Anatrella 11  
Éditoriaux : Frictions germano-polonaises : Le boulet Tapie 12  
Courrier : l'avis du médiateur ; les lettres de nos lecteurs 12  
Histoire : Le premier statut des journalistes 13

### ENTREPRISES

Poste : la montée des conflits locaux révèle un vrai malaise 14

### CULTURE

Exposition : la rétrospective Annette Messager, collectionneuse et « truqueuse » 18  
Classique : les archives de la firme russe Melodia seront exploitées par le groupe allemand Bertelsmann 19

## SERVICES

Finances et marchés 15-16  
Agenda 17  
Abonnements 17  
Météorologie 17  
Mots croisés 17  
Cartes 19  
Guide culturel 19  
Radio-Télévision 21

## DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

MICHEL BON, L'ÉPICIER DE L'ANPE : l'ancien PDG de Carrefour, devenu directeur général de l'ANPE, revendique un droit à la parole inconnu chez les grands commis de l'État. Iconoclaste, dérangeant et parfois maladroite.

Tirage du Monde daté samedi 1<sup>er</sup> avril 1995 : 482 605 exemplaires

**Le Serveur Judiciaire**  
GROUPE JET LAG  
Inventaire intégral des liquidations et saisies judiciaires minitel 3617 VAE  
Surveillance des ventes judiciaires par abonnement.  
Activité et dépt. de votre choix.  
Demandes dossier par fax 78 22 53 46

■ **FOOTBALL** : Paris SG a battu Cannes (2-1), vendredi 31 mars au Parc des Princes, en match avancé de la trente et unième journée du championnat de France de football. Les buts parisiens ont été marqués par José Cobos (18<sup>e</sup>) et David Ginola (37<sup>e</sup>). Cannes a réduit l'écart grâce à Laurent Charvet (87<sup>e</sup>).  
■ **VOILE** : l'Australien John Bertrand, vainqueur de la Coupe de l'America en 1983, s'est qualifié pour la finale des challengers en battant le 2. Le jury de la Coupe de l'America ne s'est toujours pas prononcé sur les

male de la Coupe Louis Vuitton. One Australia sera opposé à Team-New Zealand (Peter Blake) à partir du 11 avril. Chez les défenseurs du trophée, l'équipage mixte de Mighty-Mary a devancé Stars-and-Stripes (Dennis Comer) de 2 min 04 s. Les deux bateaux sont à égalité au classement. En cas de défaite de Stars-and-Stripes, samedi 1<sup>er</sup> avril contre Young-America (Kevin Mahaney), déjà qualifié pour la finale de la Coupe Citizen, une régata supplémentaire serait organisée le 2. Le jury de la Coupe de l'America ne s'est toujours pas prononcé sur les

protestations qui mettent en cause la régularité du changement de quille effectué sur Stars-and-Stripes.

■ **PRESSE** : L'Équipe et son supplément hebdomadaire L'Équipe magazine ne sont pas parus, samedi 1<sup>er</sup> avril, en raison d'une grève de vingt-quatre heures décidée par la rédaction. Les deux tiers des cent quatre-vingt rédacteurs du quotidien sportif, qui revendiquent une augmentation de 1 000 francs par mois, se sont prononcés pour l'arrêt de travail. L'Équipe doit paraître lundi 3 avril.

صلى الله عليه وسلم

6  
3  
3

338  
315.4  
53